

هكذا من رايهم

## L'Economie : le réveil du Vietnam

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14808 7 F

MARDI 8 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Halte aux déchets étrangers ?

Le gouvernement français, en pleine campagne pour le traité de Maastricht, a donc décidé de faire la chasse aux azimuts aux déchets étrangers. Quelques semaines après avoir dit « non » aux ordures ménagères allemandes - il est vrai truffées de réclames hospitaliers - voici que le ministre français de l'environnement, M. Ségolène Royal, décide brusquement d'interdire l'importation de déchets industriels australiens. Ainsi, à la veille de l'ouverture des frontières internes à la CEE, la France se ferme aux déchets étrangers, du moins si l'on met à part les rejets nucléaires.

On comprend qu'un Etat, quel qu'il soit, se prémunisse contre l'invasion de déchets entrés en fraude ou qui, même importés légalement, peuvent présenter un danger pour l'environnement lors de leur élimination. Sans remonter aux fameux « fûts bleus » de Seveso, en 1983, les cas de Montchaubin (Saône-et-Loire), submergé par des déchets industriels allemands, ou de Roche-la-Molière (Loire), envahi de déchets hospitaliers italiens ont été l'opinion.

La multiplication de ces affaires a poussé à contraindre la CEE à publier une directive, en 1984, pour réglementer les transferts « transfrontaliers » de déchets industriels. Mais elle ne les interdisait pas. La France expédie toujours ses déchets les plus toxiques vers l'Allemagne, où ils sont entreposés dans les mines de sel de Herte-Neurode (Hesse). Par ailleurs, à ce jour, n'y a-t-il pas de redire, d'autant que les Allemands refusent toujours d'accepter ces déchets, que leurs mines de potasse désaffectées.

L'affaire a pris un tour mondial en 1988, lors de la découverte des « nevers poubelles » allongés dans les océans à la recherche d'un havre où débarquer leur encombrant cargaison. Un an plus tard, sous l'égide des Nations unies, une convention a été signée à Bâle pour mettre un terme au tourisme anarchique des résidus de la société industrielle. Cette convention, destinée surtout à protéger les pays du tiers-monde contre une dangereuse invasion, vaut pour tous les Etats signataires, dont la France et l'Australie. Le marché interdit par M. Royal obéissait à cette convention, publiée au Journal officiel le 2 septembre dernier.

En admettant que des Etats comme l'Allemagne et l'Australie acceptent le dictat du gouvernement français pour ne pas ternir leur image, il est douteux que cette décision favorise, dans l'immédiat, une meilleure élimination des déchets à travers le monde.

Reste que la décision de M. Royal a le mérite d'attirer l'attention sur une anomalie : que des déchets produits dans un pays transitent sur des milliers de kilomètres pour être éliminés. Il n'est pas sain que si peu d'installations, à travers le monde, soient capables de traiter les résidus de la civilisation industrielle. C'est pourquoi le gouvernement français insiste, depuis plusieurs années, sur ce qu'il appelle « l'autosuffisance », afin que chaque pays se dote des installations de traitement ad hoc. Celle-ci n'est peut-être pas la solution écologiquement la meilleure, ni économiquement la plus efficace.

Lire nos informations page 12

M0147 - 0808 0 - 7.00 F



### La réunion des ministres des finances des Douze

## L'Allemagne maintient ses taux d'intérêt

Les ministres de l'économie et des finances des Douze, réunis à Bath, en Angleterre, les 5 et 6 septembre, ont tenté de trouver la voie d'un apaisement des actuelles tensions monétaires. Celles-ci accroissent les difficultés des pays de la Communauté dont l'économie est la plus fragile. L'Allemagne a confirmé qu'elle n'envisage pas de baisser ses taux d'intérêt, malgré l'insistance de ses partenaires européens. Bonni consent cependant à ne pas procéder à une hausse des taux « dans les circonstances actuelles ».

BATH

de notre envoyé spécial

Les prochains jours montreront si l'orchestration du week-end monétaire de Bath, destinée à rassurer les marchés financiers et à décourager la spéculation, portera ses fruits ou si elle n'aura été qu'un feu follet. Dans le climat extrêmement volatil qui, depuis deux semaines, soumet les monnaies européennes à rude épreuve en raison de la chute du dollar et, corrélativement, de l'appréciation du deutschemark, les ministres des finances des Douze ont longuement analysé les conséquences que font peser sur leurs économies respectives ces turbulences monétaires, elles-mêmes

largement nourries des incertitudes liées au référendum français.

Déjà passablement atteints par une récession qui perdure, les pays de la CEE les moins performants auraient donc bien besoin d'une « soupape » monétaire que seule, dans le cadre du mécanisme de change du système monétaire européen (SME), la Bundesbank serait en mesure de créer.

Nombreuses ont donc été les interventions pour demander à la délégation allemande un assouplissement de la position de Bonn, c'est-à-dire une baisse des taux d'intérêt allemands.

LAURENT ZECCHINI  
Lire la suite page 18

### Rentrée sociale sous le signe de l'attente

La perte d'influence des syndicats a pour conséquence la défaillance des modes traditionnels de régulation.

Lire page 19 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

### Onze chaînes sur le satellite Télécom 2

Le gouvernement et Canal Plus ont conclu un accord pour une diffusion soit en SECAM, soit dans la nouvelle norme D2 MAC.

Lire page 18 l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA

### L'ÉCONOMIE

#### Le duel Sony-Philips

Les deux géants de l'électronique grand public tentent de renforcer un marché en plein marasme avec de nouveaux produits.

Lire aussi : la chronique de Paul Fabre, et les pages Mode d'emploi, Opinions, Conjoncture pages 25 à 38

### ESPACE EUROPÉEN

#### Chypre, candidat impatient

pages 8 et 9

### SPORTS

#### Gianni Bugno champion du monde cycliste

page 14

### Alors que le « oui » continue de progresser dans les sondages

## M. Giscard d'Estaing invite l'opposition à se préparer à l'« après-Maastricht »

La progression du « oui » dans les intentions de vote, qui s'est amplifiée après l'intervention télévisée de M. Mitterrand, a changé le climat de la campagne pour le référendum. M. Giscard d'Estaing a indiqué, dimanche 6 septembre, qu'il fallait « penser à l'après-Maastricht » en préparant l'application du traité par le gouvernement qui sera issu des élections de mars 1993. L'ancien président de la

République a précisé que, si l'opposition revenait au pouvoir, il demanderait l'ouverture d'une négociation avec les partenaires de la France sur la délimitation des compétences entre la Communauté et les Etats membres. Pour sa part, le premier ministre britannique, M. Major, a estimé lundi qu'un « non » français signifierait la mort du traité mais que l'union européenne ne serait pas stoppée pour autant.



Lire pages 10 et 11 nos informations et l'entretien avec M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale

## Vote portugais dans le bocage vendéen

A Cerizay, un habitant sur cinq est d'origine portugaise. Le droit de vote accordé aux Européens pourrait bouleverser la vie politique locale

CERIZAY (Deux-Sèvres)

de notre envoyé spécial

« Le jour où les Portugais voteront... » Ce n'est pas une menace, ni même une doléance, tout juste un espoir effleuré. M. Jaime Benfeita, portugais de nationalité et ouvrier en France depuis vingt-trois ans, sourit. En 1993, si le traité de Maastricht est ratifié, il sera l'un des cinq cents ressortissants étrangers de Cerizay à figurer pour la première fois sur les listes électorales pour les élections municipales. Cette perspective n'a rien pour l'étonner. A Cerizay, « je me sens chez moi, je suis européen », constate-t-il.

Son fils aîné, né dans les Deux-Sèvres, passe le baccalauréat cette année, et sa maison, dont il a restauré les vieilles pierres et les

poutres apparentes, est l'une des plus anciennes de Cerizay. Rien ne la distingue, n'était cette discrète enseigne Casa portuguesa qui lui a valu quelques sarcasmes. Une petite épicerie portugaise a été aménagée dans une pièce attenante à la cuisine. Là, dans l'odeur fruitée de l'huile d'olive, les Portugais de la ville viennent s'approvisionner en porto, « vinho verde », mortu sèches et discuter à la sortie de l'usine.

« Le jour où les Portugais voteront... » L'idée n'aurait effleuré personne, voilà quelques années encore, dans ce paisible chef-lieu de canton de la Vendée historique où les volets se referment à l'heure du journal télévisé. Ni les Cerizéens de souche, ni surtout les Portugais, tant appréciés pour avoir fait de la discrétion une

seconde nature. A force de ne pas faire parler d'eux, ces immigrants présentables ont fini par faire oublier à Cerizay qu'elle était, avec ses mille Portugais sur cinq mille habitants, la capitale des Portugais de France.

Ils sont arrivés entre 1967 et 1970 pour pallier le manque de main-d'œuvre dans l'usine de carrosserie Heuliez, dont l'expansion éparpille à Cerizay, aujourd'hui encore, les affres du chômage. Catholiques, réputés durs à la peine et réservés, les Portugais étaient les étrangers les mieux à même de s'intégrer dans le bocage vendéen. A l'époque, le directeur du personnel allait lui-même les recruter à la frontière espagnole ou en région parisienne.

PHILIPPE BERNARD  
Lire la suite page 13

## Trois musées endormis

N'ayant pas su trouver leurs publics, le Musée de l'Homme, les ATP et les Arts d'Afrique et d'Océanie doivent être transformés

par Emmanuel de Roux

Alors que le monde des musées vit une période plutôt faste (inaugurations et rénovations se multiplient), trois établissements parisiens, et non des moindres - le Musée de l'Homme, le Musée des arts et traditions populaires (ATP) et le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) - restent paralysés par une longue maladie. Si un remède n'est pas trouvé dans les prochains mois, celle-ci risque de se prolonger en coma. Depuis des années, ils végètent, endormis dans une muséographie poussiéreuse, ravagés par des crises à répétition, abandonnés des visiteurs.

Leurs histoires sont différentes, mais les trois établissements ont le même âge : ils ont été conçus dans les années 30, et sont restés marqués par leurs origines. Depuis l'époque de leur conception, ils n'ont guère évolué. Tous ont des problèmes de statut, de direction, de collections et de localisation.

Le Musée de l'Homme a été installé sur la colline de Chaillot, au Trocadéro, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1937, par Paul Rives, sur les cendres de l'ancien Musée d'ethnographie. Le Musée des ATP peut revendiquer une fraction du même héritage.

Lire la suite page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Françaises, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Thaïlande, 1,90 THB ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

## Un entretien avec George Steiner

« La puissance vertigineuse des grandes œuvres fait changer nos vies »

« L'un des traits les plus frappants quand on vous lit, ou quand on suit vos cours, c'est que vous évoquez constamment les expériences, souvent bouleversantes, auxquelles chacun se trouve exposé dans ses rencontres avec les œuvres de la littérature, de la musique ou de l'art. Vous n'écoutez pas seulement l'attitude qui ne voit dans la culture qu'une forme de distraction, vous repoussez aussi le commentaire érudit et ses excès, pour laisser place au risque que comporte une rencontre authentique. D'où vous vient cette attitude qui, aujourd'hui, vous rend singulier ? »

« J'ai fait très tôt, en lisant le *Roi Lear*, une expérience qui, en grande partie, déterminé ma vie. J'ai éprouvé que le cri de Cordélia, dans cette pièce de Shakespeare, était plus puissant, plus terrible, plus exigeant que tous les cris que je pourrais jamais entendre dans la rue. Je n'ai trouvé cela dans aucun commentaire ni dans les travaux des critiques. Je l'ai vécu comme un choc, qui a été pour moi décisif. A cause de cette expérience, de quelques autres, je suis intimement convaincu que la puissance vertigineuse des grandes œuvres fait changer nos vies. »

« Cela veut-il dire que la fiction est plus importante que la réalité ? »

« Il y a plutôt une réalité propre aux fictions qui est absolument déterminante pour de multiples aspects de notre existence. Don Quichotte, Hamlet ou *Mme Bovary* ont une vie autonome qui les rend en fin de compte infiniment plus vivants que vous et moi. Pour des centaines de millions d'êtres humains, ce sont des compagnons, ou des ennemis, ou des amis, ce sont aussi des modèles, des incitations ou des repoussoirs, et finalement des mystères. Savez-vous qu'après le Christ et Napoléon, c'est Hamlet dont on écrit actuellement le plus grand nombre de biographies ? »

« Nos cerveaux ne risquent-ils pas d'être comme pulvérisés par l'inattention ? »

« C'est pourquoi je pense que Sartre, par exemple, a eu tort de dire que *Mme Bovary* n'était faite que de signes tracés par la plume sur une page. Flaubert était bien plus lucide. Il est mort en hurlant : « Je meurs comme un chien, et cette pute d'Emma vivra toujours... » Il avait évidemment raison : Emma est toujours vivante. Sur ce point, les écrivains ont toujours vu plus clair que les théoriciens de la linguistique, qui croient pouvoir tout réduire à des jeux de signes. Au moment où il devait achever *Anna Karenine*, Tolstoï

Né en 1929 à Paris, George Steiner se réfugie en 1940 aux États-Unis, où il poursuit sa formation au Lycée français de New-York. Après des études de physique et de mathématiques aux États-Unis et en Angleterre, il s'oriente vers la philosophie et la littérature. Il enseigne aujourd'hui à Cambridge et à l'université de Genève tout en étant critique littéraire au *New York Times*.

Il est l'auteur d'une œuvre foisonnante : nouvelles (*Anno Domini, Seuil, 1968*), roman (*Le Transport d'A. H., Julliard, 1981*) et nombreux essais, dont les principaux sont *Après Babel* (Albin Michel, 1978), les *Antigones* (Gallimard, 1986) et *Réelles présences* (Gallimard, 1991).

Esprit de grande culture, amateur de paradoxes et parfois de polémiques, George Steiner, de passage à Paris à l'occasion d'une série de conférences au Collège de France, nous a confié quelques-unes de ses réflexions sur l'existence des êtres de fiction, sur l'expérience esthétique et sur l'avenir de la création et de la société.

écrit à son éditeur : « Je regrette. Je ne peux pas vous adresser le manuscrit. Anna m'échappe totalement. Elle n'est plus dans le plan du roman... »

« Il y a, à travers le monde, des foules de gens pour qui aucun organisme vivant n'aura jamais la force des fictions avec lesquelles ils s'identifient. En dehors de la littérature, il peut s'agir aussi bien, pour les jeunes, des héros de cinéma, de la télévision ou des bandes dessinées. Cette vie autonome des êtres de fiction est un des problèmes qui m'obsèdent depuis mon enfance. On aurait tout à fait tort de sous-estimer les effets de leurs rencontres. »

« Sont-elles toutes bénéfiques ? »

« Évidemment non. Cette existence réelle des fictions peut être extrêmement dangereuse. Elle peut même avoir des effets dévastateurs et destructeurs qui sont terribles. Mais, la plupart du temps, il demeure très difficile d'édicter des règles générales. De même qu'une substance chimique peut avoir sur notre cerveau des effets positifs ou négatifs suivant les doses, les âges de la vie ou l'état général du corps, nous trouvons, de même les lectures ont des conséquences très différentes suivant les circonstances. Le « même » livre est tout à fait autre suivant qu'on est dans l'angoisse ou dans le calme, dans la fatigue ou le repos, dans la misère ou le confort. Avec les livres, il se passe exactement la même chose qu'avec les êtres humains : on les rencontre de manière différente suivant l'état dans lequel on se trouve, et c'est en fonction de ces circonstances multiples qu'ils deviennent enrichissants ou dangereux, intéressants ou maléfiques. »

« Les livres ne sont pas seuls dans ce cas... »

« Effectivement. Ce que je viens de dire ne s'applique pas seulement à la littérature. La peinture, la sculpture, la musique, la pensée elle-même sont susceptibles de

nous modifier à jamais. Un tableau peut changer toute notre perception du corps de l'autre, ou du paysage. C'est depuis Van Gogh que, dans le Midi, les cyprès sont en flammes. Pendant des milliers d'années, on ne s'en était pas aperçu. Et, depuis Van Gogh, les cyprès brûlent le long des routes... »

« La musique est sans doute plus prenante et plus énigmatique encore. Claude Lévi-Strauss a eu cette formule capitale : « *Mystère suprême des sciences de l'homme, la mélodie qui s'empare de nous*. » La question du sens de la musique, de sa présence, de ses effets sur notre corps et sur nos pulsions, l'énigme de cette « *mathématique de l'âme* » que l'âme ne sait plus qu'elle compte », comme disait Leibniz, me semblent les plus grands défis pour la pensée actuellement. Je crois que nous sommes encore très loin de comprendre quoi que ce soit à l'expérience de la musique, à sa présence, à ses façons d'agir. »

« Quoi qu'il en soit, avec ces diverses expériences des œuvres, et de ce qu'elles ont d'imprévisible, c'est le cours même de la vie qui peut se poursuivre. Comme le dit Kierkegaard, « *Il faut laisser ouvertes les blessures de la possibilité* », pouvoir encore se laisser surprendre par un poème, une toile, une mélodie dont on ne soupçonnerait pas qu'ils fussent possibles et qui, par là, modifient radicalement votre vie même. »

« Croyez-vous que l'époque s'y prête ? Entre la sensibilité requise par les expériences esthétiques que vous évoquez et les conditions actuelles de la vie quotidienne, pour presque toute la population, n'y a-t-il pas un fossé de plus en plus grand ? »

« C'est là une vraie question. 80 % des adolescents américains ne peuvent plus lire dans le silence : il leur faut une radio ou une télévision dans la pièce. Nous en sommes probablement au même point : l'Amérique a seulement l'honnêteté de faire des enquêtes et d'en publier les résultats - ce que nous ne faisons pas ! »

« Cet envahissement permanent de musiques agressives, ce bombar-



dement incessant de sons, de rythmes, d'images risque d'avoir, à terme, sur le cerveau, des conséquences que nous ignorons encore. Nos cerveaux ne risquent-ils pas d'être comme pulvérisés par l'insatiation ? La formule de Malebranche que Heidegger aimait tant citer - « *L'attention, c'est la plénitude naturelle de l'esprit* » - risque un jour prochain de ne plus rien signifier pour personne. »

« Au sein de cette démocratie du bruit, ne pourrions-nous pas tenter de retrouver le temps et le silence intérieurs ? Allons-nous devoir fonder de petits groupes où la vie en compagnie des œuvres trouvera refuge ? Il m'arrive d'y rêver. Au lieu de dépenser des milliards pour les universités, on mettrait à quelques-uns autour d'une table, pour lire, écouter ou regarder ensemble. Une page, ou quelques notes, ou un seul tableau. Pas des milliers de reproductions, ni des expositions qu'on traverse au galop mais une seule œuvre, le temps qu'il lui faut ? »

« Oui, je crois que nous répondons à l'œuvre, au sens où nous ressentons son appel ou son attente. Mais en même temps nous répondons de l'œuvre, nous sommes responsables de sa survie et de sa transmission. Notre rencontre avec une œuvre n'est donc jamais pure passivité. Il y a toujours un échange, comme dans une rencontre avec un être humain. »

« Le rôle de celui qui permet la rencontre est à la fois modeste et capital. C'est un rôle modeste, parce qu'il ne faut pas confondre les grands créateurs avec les petits professeurs et critiques que nous sommes. Il y a ceux qui écrivent des lettres et ceux qui mettent à la boîte, comme le suggérât Pouchkine. Le postier n'est pas un créateur, mais il est indispensable : sans lui, les lettres n'atteindraient jamais leurs destinataires et risqueraient même d'être perdues ou détruites. Il en va de même avec celui qui restaure un tableau : s'il fait bien son métier, nous lui devons la survie de l'œuvre ; s'il le fait mal, tout est détruit. »

« Je suis convaincu que le lecteur, le professeur, le critique peuvent eux aussi leur des œuvres s'ils sont malhonnêtes. Ils ne disent pas seulement des choses fausses ou inutiles, ils peuvent anéantir des pans entiers de la littérature. C'est pourquoi il faut se battre contre les mauvais critiques et les faux théoriciens de la littérature. »

« Pensez-vous que le temps des grandes œuvres est désormais passé ou bien un renouveau, voire une renaissance, demeure-t-il possible ? »

« Je ne saurais pas véritablement vous répondre. D'un côté, en effet, j'essaie de montrer depuis quelque temps que les grandes créations ont eu une relation très directe avec la question de l'existence ou de l'inexistence de Dieu. Si nous entrons dans une époque où l'on ne comprend même plus le sens de cette question, où toute transcendance est évacuée avec force, y aura-t-il encore des œuvres de la même dimension ? Auront-elles la même portée et la même ambition ? J'en doute, je l'avoue. »

« D'ailleurs, il est possible qu'une grande culture ne se remette pas toujours des épreuves qu'elle traverse. Il ne faut quand même pas oublier que l'Europe, en une trentaine d'années, d'août 1914 à août 1945, a massacré 76 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans les guerres, les camps, les famines et les marches forcées ! Cela s'est passé ici même, en Europe, en ce siècle. N'y a-t-il pas quelque chose d'indécrottable à croire que nous devrions pouvoir si facilement nous remettre, vite et bien, de tant de massacres ? »

« Mais, d'un autre côté, il se pourrait que nous soyons peut-être à la veille d'un grand renouveau. Si l'on m'avait dit, il y a quelques années, qu'il y aurait un nouveau Stendhal, je ne l'aurais pas cru. Pourtant, Leonardo Sciascia, qui est mort il y a maintenant trois ans en Italie, est, à mes yeux, le Stendhal de notre époque. De la même manière, je ne crois pas vraiment à ce qu'il est de bon ton de répéter sur le déclin du roman français. Il est vrai que la déconstruction, le

poststructuralisme sont des byzantinismes - presque au sens propre du terme - c'est-à-dire des jeux de mandarins qui dansent sur les ruines des bibliothèques. »

Mais cela n'exclut pas qu'un très grand roman soit peut-être en train de s'écrire dans la rue d'à côté. Je pense que le public attend quelque chose de ce genre. Mais, nous ne pouvons savoir ce qui adviendra. »

« Les scientifiques sont pleins d'espoir et de confiance dans leurs conquêtes à venir et dans l'accélération de leurs progrès. Il y a même des musiciens pour dire que nous accédons à des univers de sons que ni Mozart, ni Bach n'auraient soupçonnés, et des architectes pour affirmer que de nouveaux matériaux permettent des créations jusqu'ici impossibles. A côté, la littérature demeure une dame immanablement chargée de passé, un peu fatiguée, moins naïvement optimiste. L'espère me tromper. Mais je ne vois pas, dans l'immédiat, ce qui donnerait à la jeunesse un horizon d'espérance. »

« Il est possible qu'une grande culture ne se remette pas des épreuves qu'elle traverse »

« Cet horizon vous semble avoir totalement disparu ? »

« Les étudiants auxquels l'enseignement supérieur avait tous des fenêtres sur l'espoir : c'était Mao, ou Allende, ou Dubcek, ou le stalinisme. Il existait toujours un lien où l'on se battait pour que le monde change. A présent, c'est fini. J'ai vu que c'était fini le jour où mes étudiants m'ont dit, à propos du Salvador : « *Si nous parlons nous battre avec les révolutionnaires, nous finirons plus tard dans un camp stalinien* ». Si nous rejoignons les contras, c'est la pire des néofascismes. Cela ne nous intéresse pas. Aujourd'hui, ils préfèrent leur vie privée et laissant le pouvoir à la mafia. C'est ça la vraie crise de la démocratie. »

« Vous parlez de l'éventualité d'un renouveau. D'où viendrait-il ? »

« Nous ne sommes encore qu'au début de l'après-marchisme. L'effondrement de cet espoir qui a tourné à l'horreur laisse des déchets qui vont brûler encore longtemps. Le christianisme aussi se meurt lentement en diffusant toutes sortes de poisons de décomposition. Ce sont le christianisme et le marxisme les deux grandes héritières messianiques du judaïsme. Celui-ci survivra. Mais je ne pense pas voir de mon vivant naître un nouveau rêve collectif qui soit cohérent. »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT

## LE MONDE diplomatique

Septembre 1992

- **BALKANS** : Les irréparables dégâts de la guerre populaire en Bosnie-Herzégovine, par Paul-Marie de la Gorce. - Course de vitesse et rivalités de factions, par Jean-Arnaud Dérens. - La Macédoine menacée d'étranglement, par Christophe Chiclet.
- **ÉTATS-UNIS** : La presse en campagne, par Serge Halimi. - Un pays en pause financière, par Frédéric F. Clairmonte et John Cavanagh.
- **MEXIQUE** : Une tentative d'amarrage au Nord, par Jorge Castañeda.
- **CUBA** : Le régime confronté à la question noire, par Francis Pisaní.
- **MAU** : Des paysans s'organisent, par Carmen Bader.
- **PAKISTAN** : De la crise afghane au risque d'isolement, par Alexandre Dastarac et M. Levant.
- **ÉCONOMIE** : Les ruineux entêtements du Fonds monétaire international, par Michel Chossudovsky.
- **CULTURE** : Conventions et audaces du cinéma sud-coréen, par Christian Zimmer.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## Le Monde

Édité par le SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cette année à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lemaire, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-85-25-33

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie  
de « Le Monde »  
112, r. M.-Gumbourg  
94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécofax : (1) 40-85-25-99

Téléc : 208.808 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécofax : (1) 49-80-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécofax : (1) 40-85-25-99

Téléc : 208.808 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécofax : (1) 49-80-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

Tél. : (1) 40-80-32-90

BULLETIN

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT

D'ABONNEMENT



George Steiner



# ÉTRANGER

Avant l'arrivée des « gardes bleus » de l'ONU

## Les Etats-Unis intensifient leurs opérations de secours en Somalie

Tandis que les Etats-Unis annonçaient, samedi 5 septembre, une accélération du rythme des opérations aériennes sur la Somalie, visant à acheminer plusieurs dizaines de tonnes de vivres aux populations, à New York, des sources diplomatiques indiquaient que le déploiement du premier contingent de « gardes bleus », formé de quelque cinq cent soldats pakistanais, s'effectuerait entre le 12 et le 25 septembre, à Mogadiscio.

GAROE

de notre envoyé spécial

Dans les rues balayées par le vent de ce bourg de 20 000 âmes au plus, situé en plein désert, on ne voit pas un seul milicien en armes, mais de nombreux jeunes gens désarmés, adossés aux maisons de pierre ou assis sous l'auvent en carton d'une échoppe à l'été. Un camion poussif, bruyant, traverse la place assoupie. Ici, en Majercinia, le calme règne mais aussi la pauvreté.

« Pas d'école, pas d'emploi, ni électricité, ni communication. Mais au moins nous avons la paix », se console Ismaél Abdoulaye. Cet instituteur, autrefois installé à Mogadiscio, a dû se réfugier dans sa ville natale pour fuir les terribles affrontements qui ont marqué la chute de l'ancien président Syad Barre, le 27 janvier 1991. Cette région nord-est est, en effet, un des rares endroits épargnés par les violences claniques, qui ensanglantent le pays depuis un an et demi.

La menace

des fondamentalistes. Les dirigeants du Front démocratique pour la Somalie (FDS), d'origine majeure, semblent avoir aussi, jusqu'à présent, à maintenir un semblant d'unité et à éviter le piège des rivalités tribales qui se sont déchaînées partout ailleurs. « Peut-être est-ce simplement parce que nous sommes menacés que nous serrons les coudes », suggère l'instituteur.

Les « menaces », ce sont celles, tout d'abord, que font peser les fondamentalistes musulmans, qui, depuis un an, se sont peu à peu implantés dans la région de leur avantage. Ils ont tenté, le 19 août, de s'emparer du pouvoir, en prenant en otages le Conseil des anciens. Il a fallu trente-six



heures aux forces du FDS pour libérer les membres du Conseil et deux semaines entières pour repousser les fondamentalistes hors du territoire.

Rien n'est pourtant résolu, car une poignée d'irréductibles demeure retranchée à Las Khorah, à une centaine de kilomètres à l'ouest du port de Bosasso, où les chefs militaires du FDS se sont récemment réunis. « Nous avons commis l'erreur de les laisser s'installer, pensant qu'ils nous aideraient à maintenir l'ordre public », reconnaît un responsable de la branche humanitaire du FDS, M. Abdullahi Holif.

L'autre danger, pour les Majercinians, se situe à l'extrême sud du territoire, où le clan des Habar-Guidir, dirigé par le général Aidid, n'a pas abandonné espoir de s'emparer de la ville de Galkayo, qu'il avait brièvement occupée en février 1991. Régulièrement, des escarmouches ravivent cette guerre larvée, qui a fini par reconstruire le clan des Majercinians et celui des Marechans (dont est issu l'ancien président Barre) qui appartiennent tous deux à la confédération des Darod. Sur son lit d'hôpital, à Garoe, le colonel Hassan Hussein Loo, blessé au pied par une mine, ne fait pas mystère de son passé de soldat au sein des forces armées somaliennes. Mais, devant les visiteurs, il tient à se dissocier de Syad Barre, affirmant que

« beaucoup de Marechans ont souffert sous le règne de celui qui n'a favorisé que ses proches ».

A écouter les Majercinians, le général Aidid semble faire l'unité contre lui. Aussi bien chez ce petit commerçant, qui ne lui pardonne pas la mise à sac de Galkayo, que chez ce « sage », qui voit dans son obsession du pouvoir les causes de la tragédie somalienne. On met également en doute les récents succès militaires du général Aidid contre les Marechans du sud, de même que l'opération de distribution de l'aide alimentaire, pour ne pas perturber les circuits commerciaux déjà existants », reconnaît le représentant du FDS à Nairobi (Kenya), M. Mohamed Abshir. Et puis, poursuit-il, « en Somalie, il faut être prudent avec le nourrisseur gratuit, qui allèche les pillards et crée un climat d'insécurité ».

Maintenir l'intégrité territoriale

Fort de la stabilité de leur région, les chefs du FDS tentent désormais de rassembler les différents clans (y compris les Isaks du nord, qui ont proclamé, en 1991, l'indépendance du Somaliland), en proposant la tenue d'une Conférence nationale. Les réponses seraient largement positives, à l'exception de celle du général Aidid. « Tant qu'il sera vivant, il n'y aura pas de négociations de paix », commente-t-on ici. Cette conférence aurait pour objectif la remise sur pied du pays et, en particulier, de l'Etat.

« Nous souhaitons maintenir l'intégrité territoriale de la Somalie », assure M. Abdullahi Holif. « Mais ce sera au peuple de décider du système de gouvernement - centralisé ou fédéral. » Compte tenu des combats qui continuent à déchirer le Sud, cette Conférence semble encore lointaine. Le président « par

interim », M. Ali Mahdi, dont les milices contrôlent le nord de Mogadiscio, a néanmoins promis qu'une réunion de tous les « mouvements légitimes » se tiendrait courant septembre.

En attendant, la Majercinia survit tant bien que mal, grâce aux soutiens de sa diaspora dans le Golfe et à ses exportations de bétail. Ici, pas de famine en perspective et pas de camps de déplacés. Mais il reste à assurer, comme le dit un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève), « l'énorme travail de prévention » que nécessite la situation sanitaire. Les risques d'épidémie ne sont pas absents. Quant au bétail, la vaccination des troupeaux est une urgence, si l'on veut préserver ce qui constitue désormais l'unique source de devises.

Pour l'instant, le CICR est seul à approvisionner les hôpitaux en médicaments et nourriture, et à apporter une aide aux paysans - vaccination du bétail, distribution de semences, etc. Les organisations humanitaires ne se bousculent pas au portillon pour prendre le relais. Il est vrai que les développements programmes de l'aide alimentaire, au sens strict du terme, que les spectacles d'urgence.

Les sacs de céréales que l'on aperçoit, le long des routes, posés devant les huttes des nomades, semblent indiquer que la répartition des vivres se fait correctement. Il n'est pas certain, cependant, que ces secours suffisent. « Il nous faudrait une monétarisation de l'aide alimentaire, pour ne pas perturber les circuits commerciaux déjà existants », reconnaît le représentant du FDS à Nairobi (Kenya), M. Mohamed Abshir. Et puis, poursuit-il, « en Somalie, il faut être prudent avec le nourrisseur gratuit, qui allèche les pillards et crée un climat d'insécurité ».

A l'évidence, les dirigeants majeericiens aimeraient convaincre de la sincérité de leurs efforts de médiation et prouver que leur région, précaire fief de calme, peut servir de modèle pour le pays. Lorsqu'on évoque le danger de voir les sous-clans s'entre-déchirer, comme le font ceux du Somaliland, en lutte depuis janvier dernier pour le contrôle du port de Berbera - les chefs du Conseil des anciens prennent à témoin ces nomades sans arme - image rare en Somalie - qui transhument en Majercinia, avec chèvres et chameaux. N'est-ce pas la preuve que, tant que prévaut l'autorité traditionnelle, le pays peut espérer échapper aux atrocités de la guerre et au chaos des armes ?

JEAN HÉLÈNE

MAROC : après l'approbation de la révision constitutionnelle à la quasi-unanimité

## Les principaux partis d'opposition dénoncent les truquages du référendum

Les deux principaux partis d'opposition, l'Istisqal et l'Union socialiste des forces populaires (USFP), ont vigoureusement dénoncé, dimanche 6 septembre, les résultats « dénués de toute crédibilité » du référendum sur la révision constitutionnelle, organisé l'avant-veille, résultats officiels qui avaient fait apparaître une quasi-unanimité des suffrages exprimés - 99,96 % - en faveur du « oui ».

Dans un communiqué publié par l'Opinion, l'Istisqal rend le ministre de l'Intérieur responsable de ce « revers » de la démocratie. Il dénonce, à cet égard, le comportement de certains agents d'autorité qui « ont exercé des pressions énormes sur les citoyens, mobilisés des votants sous de fausses identités et distribué des milliers de cartes d'électeurs ».

Sténotant des chiffres officiels, et notamment du taux de participation de 97,29 %, qui « méprisent la conscience du peuple marocain », l'Istisqal souligne que, « d'après les experts, le taux de participation, lors d'un référendum, ne peut dépasser 80 à 85 % des inscrits, en raison des décès, des malades, des gens en voyage, etc. ». « Il est donc regrettable, à son avis, qu'un annonceur de tels résultats le Maroc devienne la risée du monde entier ».

De son côté, le bureau politique de l'USFP dénonce, dans un communiqué publié dans le quotidien *Al Iftah al Ichraqi*, « les irrégularités » commises lors du scrutin. « Tout le monde sait parfaitement, souligne-t-il, que les chiffres rendus publics ne correspondent pas à la vérité ».

Cependant, ni l'Istisqal ni l'USFP ne remettent en cause leur participation aux élections communales et législatives qui doivent avoir lieu avant la fin de l'année.

Le Front Polisario menace de reprendre les armes. Le Front Polisario « est en train de discuter la possibilité de reprendre les armes au Sahara occidental mais aucune décision n'a encore été prise », a déclaré, samedi 5 septembre, lors d'une conférence de presse réunie à Madrid, le numéro deux du mouvement indépendantiste, M. Bachir Mustapha Sayed. Il a souligné que le Maroc avait, à de multiples reprises, violé le cessez-le-feu, entré en vigueur, il y a tout juste un an, sous les auspices de l'ONU. - (AP)

MALI : visite de l'ancien président américain Jimmy Carter. L'ancien président américain Jimmy Carter était attendu, lundi 7 septembre, à Bamako, pour une visite officielle de 24 heures. M. Carter, qui achève une tournée dans plusieurs pays africains, devait rencontrer notamment le président Alpha Oumar Konaré. NIGER : les interpellations « se poursuivront ». Le chef d'état-major de l'armée, le colonel Issa Mazou, a annoncé, samedi 5 septembre, que les interpellations, visant officiellement à démanteler la rébellion touarègue, « se poursuivront sans obstruction ». Ces interpellations seront effectuées dans le « respect du droit », a-t-il précisé. L'arrestation d'une personnalité de la communauté touarègue, M. Khamed Abdoulaye, mercredi 2 septembre, a été confirmée, samedi, par le préfet de Tahoua. - (AFP)

« Au-delà des chiffres, le plus important reste à faire », écrit l'Opinion, qui réclame l'assainissement des nouvelles listes électorales et la mise en place de la commission chargée de superviser les opérations électorales, avec des « attributions qui doivent être clairement et publiquement précisées ».

Pour M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, interrogé par RFI, « même un toilettage constitutionnel vaut mieux que pas de toilettage du tout quand ce toilettage va dans le sens de l'assainissement des institutions ». Il ne se demande pas moins « s'il faut prendre pour un rêve ou un cauchemar des élections où on a un résultat proche de cent pour cent ». A son avis, « le Maroc n'est pas un problème simple : il y a un peuple marocain qui est admirable, il y a un roi qui est un être complexe, c'est le moins qu'on puisse dire ». - (AFP)

ALGÉRIE

## Assassinat de deux gendarmes

Un gendarme a été assassiné à proximité de son domicile, samedi 5 septembre, à Blida, par des inconnus qui ont pris la fuite. En outre, un officier de gendarmerie a été assassiné, samedi, à Bab Ezzouar, dans la banlieue est d'Alger, par des inconnus qui circulaient à bord d'un véhicule. Enfin, le ministre de l'Intérieur a suspendu, samedi, la sortie de l'hébergement des *Barid al-Charg* (Courrier de l'Est), qui paraissent à Sétif, pour « publication répétée d'articles mensongers et diffamatoires à l'égard des institutions du pays ». Ce journal est le cinquième à être interdit de parution depuis le 15 août. - (AFP)

DJIBOUTI : selon le ministère de l'intérieur

## La nouvelle Constitution aurait été approuvée par plus de 96 % des électeurs

Le projet de nouvelle Constitution, soumis à référendum, vendredi 4 septembre, a recueilli 96,84 % des suffrages exprimés, selon des résultats encore provisoires publiés samedi par le ministère de l'intérieur. 96,79 % des électeurs ont également approuvé la limitation des partis politiques à quatre formations. Le taux de participation aurait été « particulièrement fort », a estimé le ministre de l'intérieur, M. Ahmed Boulaleh Barreh, puisqu'il aurait atteint 75,16 % des inscrits.

Comme attendu, dans les districts du Nord, théâtre du conflit entre les maquisards du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) et l'armée régulière, la participation des électeurs a été nettement plus faible. A Obock, par exemple, seulement 39,52 % des inscrits ont officiellement voté. En revanche, à Djibouti, Ali-Sabieh et Dikhil, le vote en faveur du « oui » aurait varié entre 70 % et 90 %.

On attendait toujours, lundi matin, la publication d'éventuelles réactions des observateurs de la Ligue arabe, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des Nations unies, qui ont supervisé le scrutin. L'absence d'observateurs français a fait l'objet de commentaires acides de la part du ministre des affaires étrangères et de la coopération, M. Moumin Baddou Farah, également secrétaire général du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, parti au pouvoir), qui a jugé « anormale » l'attitude

de la France, Paris ayant « formulé, à plusieurs reprises, des remarques pour que le projet de Constitution soit amendé ».

Le ministre n'en a pas moins salué l'« être nouvelle » qui se lève pour Djibouti, désormais engagé « dans la voie de la démocratie et du pluralisme. Les rebelles et les opposants n'ont plus désormais de raisons de refuser le dialogue », a-t-il conclu.

Ces résultats ont été aussitôt contestés par l'Association pour la défense des droits de l'homme et des libertés (ADDHL) à Djibouti, qui s'est insurgée contre « les allégations mensongères » du gouvernement. Selon l'ADDHL, « plus de la moitié de la population djiboutienne a boycotté le scrutin. Dans les régions du Nord, du Centre et du Sud-Ouest - sous contrôle du FRUD depuis la fin 1991 - les éventuels électeurs n'ont pu se rendre aux urnes, du fait que « la circulation des biens et des personnes était interdite depuis cinq jours ».

A Obock, poursuit l'ADDHL, les seuls à avoir eu accès aux isolots auraient été les militaires gouvernementaux cantonnés dans la ville, tandis qu'à Tadjourah il n'y aurait eu que deux cents cartes d'électeurs disponibles sur les quatorze mille prévues. « Ces résultats sont la preuve que le régime n'a pas encore changé les méthodes du parti unique », a conclu, de son côté, le président du Front uni de l'opposition, M. Mohamed Djana Elabe. - (AFP, Reuters)

ZAIRE

## Le président Mobutu souhaite une élection présidentielle dans les six mois

Le président Mobutu a annoncé, dimanche 6 septembre, dans une interview à la radio-télévision belge, qu'il serait candidat à l'élection présidentielle d'ici les six prochains mois. Le chef de l'Etat a précisé qu'il présenterait un projet de nouvelle Constitution, instaurant un « régime semi-présidentiel ». Ce projet, différent de celui élaboré par la Conférence nationale, sera soumis à référendum, a-t-il souligné.

« A l'heure qu'il est, tout le monde est populaire, tout le monde a le peuple avec soi. Il faut maintenant donner la parole au peuple, d'abord avec le projet de Constitution. Il y aura deux projets, je vous le dis tout de suite, sans détour », a lancé le président Mobutu. Contestant les travaux de la Conférence nationale, il s'est notamment insurgé contre le fait qu'on s'en soit pris à lui, « alors que la personne du chef de l'Etat est inviolable ». - (AFP, Reuters)

## FRÉDÉRIC VITOUX



FRÉDÉRIC VITOUX  
CHARLES et CAMILLE

roman  
Seuil

Editions du Seuil



## PROCHE-ORIENT

LIBAN : contrairement aux autres régions

## Les élections dans le Sud ont été marquées par un bon taux de participation

Les élections législatives au Liban, les premières depuis vingt ans, ont pris fin dimanche 6 septembre. Après les élections du Liban nord et de la Bekaa le 23 août, de Beyrouth et du Mont-Liban une semaine plus tard, ceux du Liban sud sont allés aux urnes dimanche. Les résultats ne seront connus que dans trois à cinq jours.

BEYROUTH

de notre correspondant

Contre vents et marées, malgré la contestation et le boycottage massif de l'électorat, chrétien surtout, mais aussi d'une partie de l'électorat musulman, l'opération électorale a été bouclée en trois semaines. Le dernier scrutin, celui du Liban sud, bien que le plus complexe en raison de la présence israélienne dans la bande frontalière, a été aussi le moins

raté pour le gouvernement. Il aurait même été un succès si la population de cette bande n'avait pas été empêchée par l'Etat juif de se rendre aux urnes installées hors de cette zone, là où l'Etat libanais exerce son autorité au moins partiellement.

La principale caractéristique de cette troisième et dernière journée électorale aura été un taux de participation élevé comparé à ceux des deux semaines précédentes. C'était presque comme aux bons vieux jours : embouteillages, chapiteaux de voitures transportant les électeurs aux urnes, processions de marcheurs obligés de parcourir à pied le dernier kilomètre, voire plusieurs kilomètres, pour atteindre leur bureau de vote, et bons petits incidents électoraux...

En attendant les résultats définitifs, on sait d'ores et déjà que le taux général de participation avoisine les 50 %, alors qu'il a varié dans les autres circonscriptions dans une fourchette de 3 % à 30 %.

Sans oublier que le scrutin a dû être annulé au Kesrouwan faute de candidats.

Le fort taux de participation au Sud appelle cependant deux remarques : d'abord, il a concerné l'électorat musulman, chez qui il atteint souvent 60 à 70 %, alors que l'électorat chrétien, à quelques exceptions près - comme le village de Maghdouché - a suivi le mouvement général de boycottage observé par les communautés chrétiennes et n'a voté qu'à 5 ou 10 %. Mais, l'électorat musulman représentant 80 % du collège électoral, l'abstentionnisme chrétien n'a pas pesé bien lourd dans le taux de participation général.

En second lieu, bien qu'Israël ait fait empêcher le vote de la population de la bande frontalière, une partie de celle-ci, résidant à l'extérieur de cette zone, est allée voter. Si bien qu'entre 10 et 20 % de l'électorat de la bande frontalière s'est exprimé. Les premières prévisions font pencher la balance en

favor de la liste de M. Nabih Berri, constituée autour d'une alliance des deux milices libanaises, Amal et le Hezbollah. Le chef de la liste adverse, M. Kamel El Assad, notable des lieux de longue date, cité d'ores et déjà à la falsification et proteste contre la décision du gouvernement d'inclure la bande frontalière dans l'opération électorale, alors qu'il savait bien qu'Israël pouvait empêcher la population de voter.

En attendant les résultats, la question qui hante tous les Libanais est celle de savoir de quoi sera fait l'après-élections. A vrai dire, dans un camp comme dans l'autre, personne n'a la moindre idée du moyen de sortir de l'impasse. Parmi les opposants, on parle d'un front islamico-chrétien d'urgence, encore ambiguë, pour s'opposer au nouveau Parlement et obtenir sa dissolution. Les autres préconisent un gouvernement de « véritable entente nationale ».

LUCIEN GEORGE

## ISRAËL

## La question du Golan sera la première grande épreuve du gouvernement

Une délégation de dirigeants des localités juives du plateau du Golan a été reçue, dimanche 6 septembre, par le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, à qui elle a exprimé son hostilité à toute concession territoriale dans cette région.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La délégation n'est pas sortie vraiment rassurée de sa rencontre avec M. Rabin. Les implantations du Golan ont-elles encore un avenir ou seront-elles évacuées ? Quelles concessions territoriales le gouvernement est-il prêt à faire en échange d'un accord de paix avec la Syrie ? Le premier ministre refuse de répondre avec précision à ces questions. A ce stade des négociations avec la Syrie, il tient délibérément un langage flou. « Ne pas dévoiler toutes ses cartes, répète-t-il, fait partie des règles du jeu ».

Peut-être une « nouvelle carte » sera-t-elle mise sur le tapis la semaine prochaine, lorsque les pourparlers de paix bilatéraux reprendront à Washington (le Monde daté 6-7 septembre). D'intenses consultations se déroulent à Jérusalem pendant cette période de suspension des discussions. Toutefois, rien ne permet pour l'instant d'affirmer que la délégation israélienne soumettra aux Syriens un premier projet en bonne et due forme de retrait, même très partiel, du plateau du Golan. Il est cependant d'ores et déjà quasi certain que la question

du Golan - conquis par Israël en juin 1967 et annexé en 1981 - constituera la première grande épreuve du gouvernement israélien.

## Importance stratégique

Or ce n'était pas ce scénario qu'avait prévu le premier ministre travailliste après sa victoire électorale. Il entendait accorder la priorité aux négociations sur la mise en place d'un régime transitoire d'autonomie pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Et, dans ce contexte, il pouvait logiquement s'attendre à une épreuve de force avec les « colons » des implantations juives installées dans ces territoires. Des « colons », qui, souvent, appartiennent à la mouvance mystico-religieuse du mouvement Goush Emounim (le Bloc de la foi). En revanche, avec le plateau du Golan comme enjeu

prioritaire des négociations, le premier ministre se trouve confronté à sa propre doctrine et à des représentants de son propre camp.

La plupart des localités du Golan - avec leurs 12 000 habitants - ont en effet été fondées par le mouvement travailliste. Leurs dirigeants ont toujours été des proches du courant « dur » du parti, qui voyaient en M. Rabin leur porte-drapeau. Plusieurs de ces dirigeants faisaient partie précisément de la délégation reçue dimanche par le premier ministre. Ils ont répété l'argument utilisé par M. Rabin lui-même sur l'importance stratégique du plateau du Golan.

Est-ce dire que M. Rabin se prépare à une révision déclinatoire de ses conceptions ? Son porte-parole,

M. Gad Ben Ari, a indiqué, après la rencontre, que le premier ministre avait expliqué à ses interlocuteurs qu'il Israël désirait une paix pleine et entière avec les Syriens basée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, qui font l'objet d'interprétations diverses selon les parties.

L'interprétation israélienne de la fameuse résolution 242 conçoit le retrait non pas « des », mais « de » territoires occupés. Et M. Rabin ne fait pas de prouver que le précedent du Sinaï, évacué par Israël jusqu'au dernier centimètre, n'est pas applicable au Golan, autrement dit qu'un compromis territorial est possible avec les Syriens qui s'impliquent par un retour aux frontières de 1967. Le débat sur ces questions ne fait sans doute que commencer. (Interim.)

## A TRAVERS LE MONDE

## AFGHANISTAN

Le retrait des milices aurait commencé à Kaboul

Un début de retrait des milices ex-communistes a commencé à Kaboul, a assuré, samedi 5 septembre au Pakistan, M. Yunus Khales. Le chef de la dissidence du Hezb-e-Islami, qui a récemment servi de médiateur entre le gouvernement et ses adversaires intégristes, a déclaré qu'une unité des milices ouzbèkes avait quitté la capitale afghane, conformément à l'accord de cessez-le-feu passé le 29 août entre le président Rabbani et le chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar. Des combats ont ravagé Kaboul pendant trois semaines en août. Ils ont fait près de 2 000 morts, selon la Croix-Rouge.

M. Hekmatyar a répété que son parti ne tolérerait pas la présence à Kaboul « d'anciens éléments communistes », et singulièrement des Ouzbèks du général Rashid Dostom. La trêve entre les islamistes et les forces gouvernementales demeure pourtant très fragile. Les deux camps s'accusent de violer le cessez-le-feu. Le porte-parole du ministre de la défense Ahmed Shah Massoud a ainsi accusé le Hezb de profiter du répit actuel pour préparer ses troupes à la reprise des combats. « Quatorze ans de guerre ont prouvé qu'on ne pouvait pas se fier à la parole du Hezb-e-Islami », a-t-il déclaré. Pour sa part, un porte-parole de M. Hekmatyar a accusé le gouvernement d'organiser le renforcement, aux abords de Kaboul, des troupes de l'ex-milice communiste, stationnées dans le nord du pays.

Enfin, le problème afghan est au cœur des entrées qui ont commencé dimanche 6 septembre

entre le président pakistanais, M. Ghulam Ishaq Khan, et son homologue iranien, M. Hashemi Rafsanjani, en visite officielle à Islamabad. Quoique les deux pays protègent chacun des groupes antagonistes (Téhéran les chiites, et Islamabad les sunnites), ils se sont, jusqu'à présent, accordés pour éviter un déclatement de leur voisin. (AFP, Reuters, UPI.)

## AFRIQUE DU SUD

M. Buthe appelle les Zoulous à combattre l'ANC

Le chef du parti inkatha à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthe, a appelé, samedi 5 septembre, lors d'une réunion publique, les jeunes militants de son mouvement à « bousiller » leurs adversaires du Congrès national africain (ANC), à les « arrêter net avant que l'avenir du pays soit détruit ». Pour ce faire, il a recommandé une triple stratégie : mettre sur pied des comités de défense pour protéger les populations contre les attaques de l'ANC, lancer une attaque politique contre l'ANC et sa branche armée, et lutter contre la pauvreté, « ennemie de la démocratie ».

De son côté, l'ANC a répondu, samedi, dans un communiqué, aux critiques formulées par le principal négociateur du gouvernement, M. Roelf Meyer, après le refus du mouvement nationaliste de reprendre les négociations constitutionnelles. La parti de M. Nelson Mandela, tout en reconnaissant que le gouvernement de Pretoria a accepté qu'une assemblée constituante, élue démocratiquement, rédige la nouvelle Constitution, estime qu'aucun progrès n'est visible dans d'autres domaines clés, tels que la violence dans les

cités noires et la libération des prisonniers politiques. A son avis, les paroles de M. Meyer « reflètent l'incapacité du gouvernement de comprendre, d'accepter et de faire ce qui est nécessaire pour garantir la reprise des négociations constitutionnelles ».

Les partisans de pouvoirs régionaux forts dans une Afrique du Sud post-apartheid et ceux qui préconisent la transformation du pays en une fédération, voire une confédération, devaient se réunir, lundi, à Pretoria, à l'initiative du président Frederik De Klerk. Aux yeux de celui-ci, cette conférence constitue un moyen de relancer les négociations constitutionnelles sur l'avenir de l'Afrique du Sud, au point mort depuis la mi-mai. (AFP.)

## INDE

Violences politiques dans plusieurs Etats

Au moins trente-trois personnes ont trouvé la mort, les 4 et 5 septembre, du fait de violences politiques dans deux Etats de l'Inde. Au Cachemire, vingt-deux personnes ont été tuées lors d'affrontements entre insurgés musulmans et forces de New-Delhi. D'autre part, les derniers touristes ont commencé à fuir ce territoire sous la pression du groupe Jamaat Ul Mujahideen, qui avait récemment menacé de les prendre en otages.

En Andhra-Pradesh, un Etat du sud-est de l'Inde, onze policiers ont été tués lorsque leur jeep a sauté sur une bombe vraisemblablement posée par des membres de la guérilla maïsta nazafite, dans le district de Khammam. Cette attaque est la deuxième de ce genre depuis une semaine. Elle a été attribuée par la police au groupe de guerre populaire, qui

prend généralement pour cible des propriétaires terriens, la police et des représentants de l'administration.

Enfin des indépendantistes aïtas ont ouvert le feu sur un train en provenance de New-Delhi, mais, selon les autorités, il n'y a pas eu de victimes. (AFP, UPI.)

## IRAK

Bagdad refuse de donner la liste de ses fournisseurs nucléaires

L'Irak coopère avec les Nations unies concernant son programme nucléaire mais refuse toujours de révéler le réseau de ses fournisseurs étrangers, a déclaré, dimanche 6 septembre, le directeur adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Maurizio Zifferero.

« La principale pierre d'achoppement est que la décision de ne pas révéler les informations (sur les fournisseurs) a été prise au niveau politique ; or je ne négocie pas avec les politiques, mais avec des collègues techniques qui ont des instructions », a indiqué M. Zifferero, qui devait quitter Bagdad lundi. Il a néanmoins estimé qu'il y avait « de l'espoir qu'ils (les Irakiens) comprendront que c'est dans leur plus grand intérêt de révéler leur réseau de fournisseurs ».

En outre, l'aviation américaine a réduit le nombre de ses missions d'observation au-dessus de la zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak, en raison de l'absence d'activités militaires irakiennes, a indiqué un responsable militaire américain. Depuis l'instauration de cette zone d'exclusion, le 27 août, les avions américains ont effectué plus de six cents sorties. (Reuters, AFP.)

## AMÉRIQUES

## CUBA

## M. Fidel Castro suspend la construction de l'unique centrale nucléaire du pays

Cuba a décidé de suspendre indéfiniment la construction de son unique centrale nucléaire, en raison des conditions inacceptables posées par la Russie en échange de son aide, a annoncé samedi 5 septembre le président Fidel Castro. « Nous n'avons pas d'autre possibilité que de suspendre la construction de ce projet », a dit le Lider maximo dans un discours prononcé à Cienfuegos, dans le sud de l'île, devant quatre-vingt mille personnes.

M. Castro a expliqué que cette « décision amère » mais « temporaire » était prise en raison des conditions économiques inacceptables posées par le gouvernement russe pour continuer d'aider Cuba dans la construction de la centrale. Celle-ci se trouve à Juraguá, près de Cienfuegos.

Le président cubain a d'autre part déclaré que son pays avait produit 7 millions de tonnes de sucre lors de la récolte de 1991-1992, malgré une terrible crise économique. Ce chiffre est

inférieur aux 7,6 millions de tonnes produites lors de la campagne précédente, mais bien supérieur aux prévisions de la plupart des experts internationaux.

« Il est incroyable que, dans les conditions de la « période spéciale », nous ayons produit 7 millions de tonnes », a noté M. Castro. La « période spéciale » est un euphémisme utilisé par les autorités cubaines pour qualifier la crise économique sociale, provoquée par la fin des relations de faveur entre Cuba et les pays du bloc soviétique après la chute du communisme en Europe.

Le président Castro a souligné que la récolte de sucre avait été effectuée avec seulement 30 % des ressources en carburant, en matériel, en herbicides et engrais des précédentes années. Il a ajouté que le pays avait en outre réussi à vendre du sucre et que la demande étrangère avait été supérieure à l'offre. (Reuters.)

## La campagne électorale aux Etats-Unis

## M. Bush applaudi par les Polonais, M. Clinton hué en Caroline du Sud...

Le président George Bush s'est esquivé de la victoire dans la guerre froide dimanche 6 septembre à Chicago, dans l'Illinois, sous les applaudissements de la forte minorité polonaise de cet Etat crucial pour sa réélection le 3 novembre prochain.

Son adversaire démocrate s'est, de son côté, fait huier et chahuter le même jour alors qu'il essayait de tirer partie de ses racines sudistes à l'occasion d'une course automobile à Darlington (Caroline du Sud). Lorsqu'il a annoncé le traditionnel « Messieurs, lancez vos moteurs », les bûtes dans les gradins ont étouffé les applaudissements du départ de la course. Il a été notamment coupé pour avoir échappé au service militaire durant la guerre du Vietnam. La Caroline du Sud a voté pour le candidat républicain dans cinq des six dernières élections présidentielles.

M. Bush qui, pour sa part, était allé au festival Goût de la Pologne courtoiser les voix d'une importante minorité ethnique, a déclaré : « Je peux dire ce qu'aucun président n'a pu dire avant moi : la guerre froide

est finie, la liberté l'a emporté et la Pologne est libre ».

Comme le Michigan, où le président américain devait se rendre dimanche pour un nouveau festival polonais à Hamtramck, dans la banlieue de Détroit, l'Illinois est un des Etats industriels du nord du pays où devrait une nouvelle fois se jouer l'élection présidentielle.

Recevant l'apôtre traditionnel polonais « Qui vit cent ans » au milieu des odeurs de saucisses, le président américain a répondu aux accusations selon lesquelles il s'était trop préoccupé de politique étrangère et pas assez des problèmes. « Au cours des quatre dernières années, plus de gens ont respiré l'air frais de la liberté que dans toute l'histoire du monde. Nous avons vu que nous avions une chance d'aider. Nous l'avons fait. Est-ce important ? Rien n'est plus important. »

M. Bush se dit confiant de pouvoir l'emporter. Le plus récent sondage, publié par le magazine Time, ne lui donne plus que six points de retard sur M. Clinton. (AFP.)

COLOMBIE : dix-neuf policiers tués dans deux embuscades tendues par la guérilla. Cinq policiers ont été tués, samedi 5 septembre, après être tombés dans une première embuscade tendue par des guérilleros dans le nord-est du département de Santander, a indiqué le colonel Gonzalo Jimenez, commandant de la police de la région. On ignore à quelle organisation appartiennent les assaillants. Par ailleurs, des militants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont tué, samedi, quatre policiers chargés de la lutte antidroge, en minant leur camion, a annoncé le commandant de la police de Villavicencio. (AFP.)

NICARAGUA : un nouveau chef de la police nationale. Le président du Nicaragua, M. Violeta Chamorro, a nommé samedi 5 septembre le commandant Fernando Caldera chef de la police nationale après avoir destitué le commandant René Vivas ainsi que onze autres officiers de cette institution. Le chef de l'Etat a également nommé Ronald Aviles au poste de vice-ministre de l'Intérieur, un civil autrefois lié aux rebelles de la Contra soutenus par les Etats-Unis. Ces changements se produisent deux mois après que l'administration du président George Bush ait demandé au gouvernement nicaraguayen de relever de leurs fonctions « des officiers sandinistes ». (AFP.)

PÉROU : cinq morts dans un attentat à la voiture piégée à Lima. Cinq personnes ont trouvé la mort et vingt autres ont été blessées samedi 5 septembre dans un attentat à la voiture piégée qui a détruit une station-service à Lima, a annoncé la police. L'attentat aurait été perpétré par la guérilla maoïste du Sendero. Ces nouvelles victimes portent à près de 70 le nombre de personnes ayant trouvé la mort depuis le 30 août dans des affrontements et des attentats terroristes à travers le pays. (AFP.)

DEMAIN NOUVEAU SUPPLÉMENT Le Monde SCIENCES & MÉDECINE

**LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU**

Si vous voulez écrire une passion, découvrez nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES, LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à :

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**

115 boulevard RICHARD LENOIR  
75300 PARIS CEDEX 11  
Tél. (01) 43 71 74 74

Copie soignée par fax, 48 h de 10 h à 11 h 30, sur la proposition de l'éditeur.



# SEMA GROUP

## REMERCE LE COMITÉ D'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES DE BARCELONE DE L'AVOIR CHOISI DEUX FOIS

Une première fois en décembre 1988 pour la réalisation de l'ensemble des logiciels de gestion opérationnelle des Jeux.

Une seconde fois en janvier 1991 pour assurer la totalité de la gestion du centre de calcul des Jeux.

Deux contrats d'un montant total de 100 MF représentant une épreuve de longue durée avec une date butoir, sans droit à l'erreur ni deuxième chance.

Gérant des volumes jamais vus dans l'histoire des Jeux Olympiques (4 fois les J.O. d'Albertville), Sema Group a su, grâce à la qualité de ses équipes et la fiabilité de ses systèmes informatiques, soutenir en coulisses le plus grand événement sportif de l'année 1992.

Pour cette réussite totale, Sema Group ne demande pas de médailles. Sema Group donne rendez-vous aux sportifs pour les Jeux Méditerranéens de 1993.

Sema Group (7500 personnes - 4 milliards de francs de chiffre d'affaires) est le premier groupe européen d'intégration de systèmes informatiques.

**SEMA GROUP**





## DIPLOMATIE

Selon la radio nationale taïwanaise

## Taïpeh reste intéressé par le Mirage-2000 français

A la veille du Salon aéronautique de Farnborough (en Angleterre), qui a ouvert ses portes lundi 7 septembre, M. Serge Dassault, PDG du groupe Dassault-Aviation, s'est refusé à commenter des informations de la radio nationale de Taïwan selon lesquelles ce pays signerait prochainement un contrat pour l'achat de soixante Mirage-2000-5. « Comme pour les autres marchés actuellement prospectés, a expliqué M. Dassault, dont c'est la politique de ne jamais divulguer les détails d'un contrat, je ne ferai aucune déclaration sur les négociations en cours, afin de préserver la sérénité des discussions. »

On sait (le Monde des 2 et 4 septembre) que le ministre taïwanais de la défense, M. Chen Li-an, a déclaré, avant, puis après l'annonce par le président George Bush qu'il autorisait la vente éventuelle du F-16 américain à Taïpeh, que son pays pourrait se résoudre à partager le contrat entre les deux avions. Déjà, les Taïwanais l'avaient fait pour leur marine, en commandant des frégates aux États-Unis et à la France. Selon le quotidien taïwanais United Daily News, la Russie aurait aussi proposé son Mig-29 face au F-16 et au Mirage. Dans les milieux industriels français, on indique que les conversa-

tions avec Taïwan continuent, notamment sur les caractéristiques de l'armement de l'avion. Mais, selon ces mêmes sources, la détermination affichée par Taïwan de diversifier ses sources d'approvisionnement en matière d'armement donne quelque espoir à ses partenaires français.

M. William Clark, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires Asie-Pacifique, est, par ailleurs, attendu, lundi 7 septembre, à Pékin. Il doit y expliquer la décision de M. Bush de demander au Congrès d'autoriser General Dynamics, le constructeur du F-16, à négocier avec Taïwan.

La Chine, de son côté, tout en continuant de faire donner les médias communistes, entend bien ne pas rompre avec Washington : selon l'agence Reuters, M. Tong Zhigang, principal négociateur pour le commerce, vient d'arriver aux États-Unis. Il y poursuit la négociation engagée afin d'éviter à son pays les lourdes taxes dont il est menacé, à partir du 10 octobre, par les autorités américaines sur une partie considérable de ses exportations, en raison de pratiques commerciales réputées illicites.

## Les non-alignés ont manifesté un réalisme nouveau

La modération et le pragmatisme l'ont emporté pendant le dixième sommet des non-alignés (MNA), réuni à Djakarta du 1<sup>er</sup> au 6 septembre. L'Indonésie assurera ainsi la présidence du Mouvement pendant trois ans. Le prochain rendez-vous est fixé à New-York, pendant la session de l'Assemblée générale de l'ONU, à l'occasion d'une conférence des ministres des affaires étrangères du MNA.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Après s'être offert quelques couplets de rhétorique anti-occidentale, le dixième sommet du Mouvement des non-alignés s'est terminé dimanche 6 septembre à Djakarta sur un ton réaliste, ainsi que le souhaitait la nouvelle présidence indonésienne.

La cinquantaine de chefs d'Etat ou de gouvernement présents - le MNA compte aujourd'hui 108 membres - ont prêté, selon la formule de M. Ali Akbar, chef de la diplomatie de Djakarta, un « dialogue constructif » avec le Nord. S'ils ont lancé un appel, traditionnel, au renforcement du partenariat Sud-Sud, ils ont aussi insisté sur la nécessité pour le tiers-monde de compter sur ses propres forces.

Témoignage de cette modération, le « Message de Djakarta » a été présenté comme « un appel à l'action collective et à la démocratisation des relations internationales ». Ce texte résume ainsi son projet : « Par le dialogue et la coopération, nous présentons notre Mouvement comme un élément dynamique, productif et véritablement indépendant au sein des relations internationales. »

Ceux qui, comme l'Egypte et la Malaisie, ont proposé que le MNA change de label - puisqu'il n'a plus à se définir par rapport à deux blocs - en ont été pour leurs frais. Les principes du non-alignement, a rappelé M. Akbar, ne sont pas négatifs ; ils se résument en « une liberté d'action et une indépendance de jugement ». Il n'a pas été davantage question de doter le

La fin du sommet de Djakarta

structure bipolaire du monde, dit-il, présente des possibilités sans précédent, ainsi que des défis pour la coopération entre les nations. L'interdépendance, l'intégration et la mondialisation de l'économie internationale sont parmi ces réalités nouvelles.

Autre geste significatif : le MNA ne s'est pas contenté de proclamer que la tragédie africaine méritait son « attention particulière » ; il a également tenu à exprimer sa « résolution à jouer un rôle décisif » pour régler le dossier somalien. Il a annoncé qu'il participera « activement » aux actions de maintien de la paix sur place, ce qui laisse entendre l'envoi d'une force de paix dans un cadre à définir en coopération avec l'ONU et l'OUA.

Il y a eu quelques accrochages, à commencer par un long débat sur la Yougoslavie qui s'est terminé par l'adoption d'une résolution condamnant « la répression politique de purification ethnique des Serbes en Bosnie-Herzégovine ». Les États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, présents en force à Djakarta et préoccupés surtout par le sort des Mousslims de Bosnie, ont donc obtenu la condamnation, encore

qu'indirecte, de la Serbie-Monténégro. Le représentant de Belgrade a donc émis des « réserves », rompant avec le consensus que les négociateurs de Djakarta ont réussi à imposer dans tous les autres domaines - quitte à demander, par exemple, aux Indiens et aux Pakistanais de trouver une autre tribune pour vider leur querelle sur le Cachemire.

La solidarité du Sud s'est exprimée sur plusieurs chapitres : outre celui de la dette, ceux de l'environnement et des droits de l'homme. Aucun pays ne doit, dit le « Message de Djakarta », « se servir de sa puissance pour imposer sa conception de la démocratie et de la protection des droits de l'homme ». Face aux positions des démocraties occidentales, le tiers-monde n'est pas prêt à céder sur sa défense de la non-ingérence. Il reste que ce sommet s'est terminé sur une note plutôt « constructive ». Ce qu'il en adviendra dépendra avant tout de la volonté indonésienne d'imprimer un second souffle à un Mouvement qui, à Djakarta, a tenu à se présenter comme un interlocuteur responsable.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Le « sacre » de M. Suharto

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Une cinquantaine de chefs d'Etat ou de gouvernement et les représentants des autres pays membres du mouvement des non-alignés ont, durant le sommet du sommet de Djakarta, rendu hommage à l'Indonésie, un pays qui, dépassant les cent quatre-vingts millions d'habitants, est aujourd'hui au quatrième rang planétaire pour sa population. Le téléviseur et la presse rapportent sans lassitude les moindres propos et faits et gestes des têtes couronnées, présidents et premiers ministres auxquels Djakarta a offert une hospitalité royale.

Notre pays, disent les Indonésiens, est un grand pays. Le fleuve Boyong, dit Suharto, leur premier chef d'Etat, avait donné à l'archipel une langue, une identité. Son successeur depuis 1966, l'actuel président Suharto, a, quant à lui, lancé le développement économique. A présent, les Indonésiens estiment que la société internationale leur accorde enfin sa juste place. Même s'il fait grincer quelques dents, le dixième sommet des non-alignés est donc, en général, populaire. L'opinion y voit comme une reconnaissance, un peu tardive.

Pour M. Suharto, les vicissitudes de l'évolution sont manifestes. Farouchement anti-communiste, volontiers classé comme aligné sur les Occidentaux, l'Indonésie d'après Sukarno a longtemps été considérée comme peu fréquente au sein du mouvement, et ses

premiers tentatives, dans les années 80, pour accéder à ce titre avaient été infructueuses. Mais la normalisation de ses relations avec la Chine et l'éclatement de l'empire soviétique en ont fait un candidat acceptable. Le président Suharto a habilement joué le rôle de modérateur à Djakarta.

Encore des services à rendre

Doyen des chefs d'Etat de l'Asie du Sud-Est, il donne ainsi une dimension nouvelle à une diplomatie qui ne s'était manifestée, jusqu'ici, que dans les forums régionaux et à l'occasion de la négociation sur le conflit cambodgien (1). La respectabilité de l'Indonésie en sort renforcée. C'est dire, entre autres, que le problème posé par l'annexion en 1976 de Timor-Orient, ancienne colonie portugaise, et la répression qui y a eu lieu depuis feront de moins en moins de vagues.

L'impact du sommet sur la politique intérieure indonésienne est encore plus évident. Agé de soixante et onze ans, M. Suharto doit se décider à briser, ou non, l'un prochain, un aléatoire mandat présidentiel de cinq ans. En pratique, cela ne pose aucun problème, puisque la présidence contrôle le collège électoral de mille membres qui désigne le chef de l'Etat. En outre, les trois partis autorisés - dont les élus à l'Assemblée nationale forment 40 % des membres du collège électoral présidentiel -

se sont déjà prononcés pour une reconduction de M. Suharto.

Enfin, l'armée, qui occupe une place prééminente dans la vie publique indonésienne, pourrait s'accommoder d'une prolongation du statu quo. D'ici là, pour trois ans, le président des cent huit États non-alignés, au nom desquels il s'exprimera à l'automne devant l'Assemblée générale des Nations unies, M. Suharto peut faire valoir qu'il a encore quelques services à rendre à son pays.

L'événement permet également d'occultar l'autoritarisme du régime, et aussi ce que l'on appelle ici les « affaires de la famille », à savoir les activités financières des enfants du président. M. Suharto a toujours défendu ses six descendants, affirmant qu'ils contribuent au développement du pays.

Avec l'hommage que les deux tiers des États membres de l'ONU viennent de rendre à leur président, les Indonésiens devraient être plus enclins à accepter le report des échéances. Après vingt-six ans au pouvoir, dont vingt-quatre comme chef d'Etat, M. Suharto s'est replié en position de décideur, une fois de plus, de l'avenir : personne ne pense en effet sérieusement qu'il s'arrêtera un jour, si ce n'est à la fin de son mandat présidentiel.

J.-C. P.

(1) L'Indonésie a notamment co-présidé, avec la France, la Conférence internationale de Paris, en octobre 1991.

## Une commande de 12 Airbus pour la Chine est en suspens

FARNBOROUGH

de notre envoyée spéciale

M. Jean Piarson, administrateur général d'Airbus International, a annoncé, dimanche 6 septembre, à l'occasion du Salon aéronautique de Farnborough (Grande-Bretagne) qu'il espérait vendre douze avions gros porteurs à la Chine populaire avant la fin de l'année. Cette commande concerne six Airbus A 300-600 et six Airbus

A 330. Elle porte sur un 1,5 milliard de dollars.

Des lettres d'intention ont été signées en 1991 pour les A 330 et ces derniers mois pour les A 300-600. « Nous espérons signer un contrat avant la fin de l'année, mais les commandes sont bloquées du fait de la situation politique », a déclaré l'administrateur-général d'Airbus Industrie.

M. L.

## Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

## LES FINS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre Rioux



Une équipe d'historiens retrace sur quarante-trois siècles les avatars de l'idée impériale. De la Perse à Rome, de Byzance à Vienne ou à Moscou, une rétrospective des violences, des échecs et des espoirs qui ont fait et défit tant d'empires.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

## BON DE COMMANDE « LES FINS D'EMPIRES »

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

PAYS : \_\_\_\_\_

FRANCE (métropole uniquement) : \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 35 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F

DOM-TOM et ÉTRANGER : \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 40 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F

Bulleur et règlement à retourner à :

Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75011 PARIS CEDEX 15 - FRANCE. LM 1/4

## DROITS DE L'HOMME

A l'issue d'une conférence réunie à La Haye

## Amnesty International souhaite une refonte des structures spécialisées de l'ONU

A l'occasion d'une conférence internationale sur les meurtres politiques et les disparitions, réunie aux Pays-Bas du 4 au 8 septembre, le secrétaire général d'Amnesty International, M. Ian Martin, a souhaité « un renforcement des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme », notamment à l'ONU.

LA HAYE

de notre correspondant

M. Ian Martin a préconisé la désignation à New-York d'un « responsable des droits de l'homme », ajoutant que celui-ci « ne devrait pas avoir besoin d'attendre un mandat spécifique pour se saisir des questions de sa compétence », contrairement à ce qui se passe actuellement avec la Commission des droits de l'homme, siégeant à Genève.

La déclaration finale de la conférence, adoptée par cent quarante participants représentant une cinquantaine de pays, précise que ce responsable devrait « diriger un bureau des droits de l'homme et dis-

poser de l'autorité, des ressources et du personnel nécessaires pour devenir le point focal de l'ONU en matière d'information et d'action pour les droits de l'homme ».

La création d'un tel bureau ne mettrait pas fin, selon Amnesty, aux travaux de la Commission des droits de l'homme qui, au contraire, devrait être dotée d'une autorité nouvelle. Elle devrait « pouvoir désigner des rapporteurs afin d'enquêter rapidement sur des situations d'extrême urgence » et « pouvoir mener des actions de surveillance sur le terrain, en cas de situations graves ».

Enfin, l'ONU devrait « accroître l'efficacité et la visibilité des mécanismes existants » en matière de disparitions et de meurtres politiques. Le groupe de travail sur les disparitions et le rapporteur spécial sur les exécutions sommaires pourraient par exemple organiser des conférences de presse, afin de « mettre en lumière les réticences des gouvernements (implicites) à répondre aux demandes d'information, de visites ou de toute autre forme de coopération ».

Amnesty appelle les États à ne plus fermer les yeux, par opportu-

nisme, sur les cas de violations, et à remettre en cause leurs relations « politiques et économiques » avec les gouvernements qui pratiquent l'élimination physique de leurs opposants. Ces régimes sont encore nombreux, a rappelé le secrétaire général d'Amnesty, citant entre autres le Guatemala, l'Ouganda, les Philippines, le Pérou ou la Turquie.

Dans ce mouvement de réévaluation des droits de l'homme, les organisations internationales et nationales ad hoc ont aussi un rôle important à jouer, estime Amnesty. En faisant pression sur leurs gouvernements pour qu'ils interdisent l'exportation d'armes et d'équipements de sécurité vers les zones à risque. Mais aussi en dénonçant « toute forme de meurtres délibérés et arbitraires, qu'ils soient perpétrés par des gouvernements ou (et c'est nouveau) par des groupes d'opposition armés ». Une telle dénonciation, précise Amnesty, « n'implique pas une condamnation des groupes d'opposition en tant que tels, ni n'entraîne aucune légitimation des gouvernements impliqués » mais relève du devoir d'« impartialité ».

CHRISTIAN CHARTIER







هكذا من لامل

## Le Monde ESPACE EUROPEEN

# Chypre, candidat impatient

Alors que les pourparlers pour fédérer l'île semblent piétiner, Nicosie fait pression pour que son entrée dans la CEE ne soit pas totalement conditionnée par le règlement du conflit avec Ankara

### NICOSIE

de notre envoyé spécial

**L**ES Chypriotes réclament justice. Leur République, envahie par l'armée turque en 1974, amputée alors de près de 40 % de son territoire – la partie nord de l'île, où sont toujours cantonnées deux divisions, protectrices d'une République turque de Chypre, reconnue par les seules autorités d'Ankara – sera-t-elle, une seconde fois, victime de cette agression ?

Telle serait bien la situation, estimant-ils, si en raison de la division de l'île et de l'absence de perspective d'une solution politique, les Douze refusaient de prendre en considération la demande d'adhésion à la Communauté européenne qu'ils ont présentée en 1990. Or les pourparlers en vue de la création d'une fédération chypriote, qui viennent de se dérouler au plus haut niveau à New York, sous l'égide de M. Boutros Boutros-Ghali, n'ont abouti à rien de plus que, pour leur part, acceptant les propositions de M. Boutros-Ghali comme base de négociations, trouvant « parfaitement injuste » de faire doubler le prix de cet échec, autrement dit de se voir fermer au nez la porte de la Communauté.

C'est la position que M. Georges Vassiliou, le président chypriote, vient d'adopter, probablement à la fin du mois, à Bruxelles. Conformément aux procédures prévues par le traité de Rome, la Commission européenne doit présenter avant la fin de l'année son « avis » sur la candida-

ture chypriote et, avant cette échéance, M. Vassiliou semble décidé à tout mettre en œuvre pour convaincre M. Delors du bien-fondé de sa thèse.

Dans l'esprit des Chypriotes, cet avis pourrait être l'occasion de rattraper le mauvais tour que leur a joué le Conseil européen lors de sa réunion de Lisbonne en juin dernier. La stratégie mise alors au point par les chefs d'Etat et de gouvernement prévoit une première vague de négociations avec les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) qui sont candidats, mais écarte, pour l'instant, la perspective d'une adhésion de Chypre et de Malte. « Les relations avec Chypre et Malte seront développées et renforcées sur la base des accords d'association et de leur demande d'adhésion et en intensifiant le dialogue politique », lit-on dans les conclusions de la présidence.

En vérité, la situation des Douze n'est pas des plus confortables : la Communauté ne reconnaît qu'un gouvernement, celui de la République (grecque) de Chypre, avec une souveraineté théorique sur la totalité de l'île. En d'autres termes, s'il y avait négociations d'adhésion, en l'état actuel des relations politiques, elles seraient menées avec les seuls Chypriotes grecs, mais concerneraient l'ensemble du territoire.

Cependant, les Chypriotes turcs, déjà hésitants sur l'opportunité d'entrer dans une Communauté dont la Turquie ne serait pas membre, ne veulent pas entendre parler d'une adhésion qui s'effectuerait dans de telles conditions, c'est-à-dire à leur insu, sans qu'ils aient voté au chapitre. « Il ne serait pas normal que notre communauté soit représentée dans des négociations avec l'Europe par la partie grecque », constate M. Zaim Necatigil, un des membres de l'équipe chypriote turque qui participe aux entretiens intercommunautaires.

En différant l'examen de la candidature de Nicosie, les Douze ont le souci de ne pas s'embarquer dans d'inextricables complications juridi-

ques, mais aussi d'éviter de heurter la Turquie, avec laquelle ils souhaitent plutôt, pour diverses raisons géopolitiques (surveillance de l'Irak, établissement de relations harmonieuses avec les ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale...) renouer leurs liens. Sur un plan stricto

sens, le président Vassiliou ainsi que les principaux dirigeants politiques qui l'ont accompagné à New York, constatent maintenant que les pourparlers ne progressent pas, tout à la fois sur le partage du pouvoir au sein des organes centraux de la future Fédé-

Communité afin de leur expliquer qu'ils ne peuvent régler seuls le problème politique. Si les Chypriotes turcs et leurs tuteurs d'Ankara demeurent intransigeants, il reviendra aux Douze d'en tirer les conséquences. « Notre pays ne peut pas être éternellement puni parce que l'armée turque l'a envahi il y a dix-huit ans. Il serait mauvais que la Communauté, qui aspire à jouer un rôle mondial, sacrifie ses principes pour des raisons d'opportunité », souligne M. Alexis Galanos, le président de la Chambre des représentants.

A l'appui de leur requête, les Chypriotes peuvent faire valoir qu'ils présentent, en quelque sorte, une candidature exemplaire. « Contrairement à d'autres, nous n'avons pas rejoint l'AELE, car notre objectif a toujours été d'adhérer à la Communauté. Le traité d'union douanière que nous avons conclu avec la CEE nous a considérablement rapprochés », note encore M. Galanos.

De fait, le gouvernement s'emploie, progressivement, à aligner la réglementation chypriote sur celle de la CEE. L'essor de l'économie facilite les choses. Chypre entend pouvoir rivaliser bientôt avec les pays membres les plus performants de la Communauté. « Nous ne remplissons pas encore les critères de convergence édictés par le traité de Maastricht, qui nous permettraient d'intégrer la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Mais nous sommes convaincus que nous y parviendrons d'ici deux ou trois ans », assure M. Georges Syrimis, le ministre des finances.

Les Chypriotes turcs ne sont pas négligés : « Leur revenu moyen est inférieur au tiers de celui atteint dans le reste du pays. Ils connaîtront certainement, au moins au début, des problèmes de compétitivité, sans s'ils sont capables de tenir leurs salaires. Il faudra des mesures de transition, mais, à terme, la réunification sera bénéfique pour tous », estime un expert du bureau du Plan.

Une opinion que semble partager M. Necatigil, même s'il est néanmoins plus prudent : pour lui, la

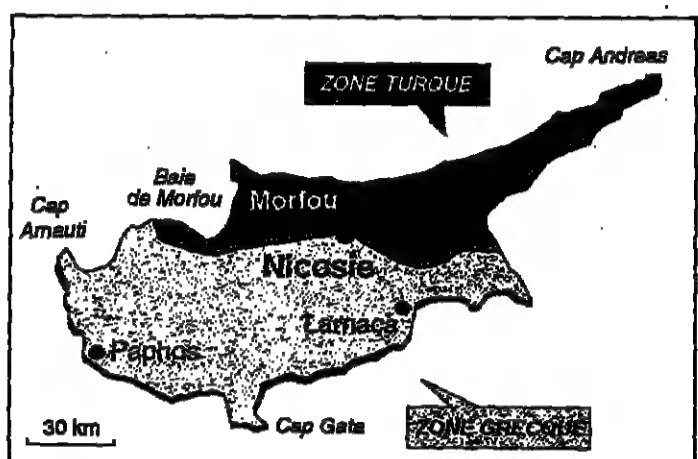
condition nécessaire est que soient acceptés le règlement du problème politique ainsi que la reconnaissance par tous des droits de la communauté chypriote turque. A l'évidence, cette dernière en a assez d'être traitée comme une « non-entité » et crie à son tour à l'injustice. « Le gouvernement chypriote grec adopte une attitude peu cohérente en affirmant que l'ensemble de l'île doit adhérer à la CEE tout en prenant des mesures d'embargo qui nous isolent et rendent une éventuelle adhésion encore plus problématique », observe M. Necatigil.

### Le Parlement européen réceptif

Etablir un calendrier pour les négociations devant conduire à l'adhésion pourrait avoir, comme avantage supplémentaire, de débloquent le processus de normalisation politique, fait-on encore valoir du côté du gouvernement chypriote. En effet, la Turquie prendrait alors conscience que la communauté internationale, et en particulier l'Europe, ne s'est pas résignée à la partition de l'île et qu'elle ne peut espérer confirmer définitivement cette « conquête ».

Si l'on en croit la résolution adoptée par la commission parlementaire mixte CEE-Chypre, à l'issue de sa réunion de la mi-juillet à Nicosie, le Parlement européen pourrait se montrer réceptif aux arguments ainsi développés par le gouvernement chypriote. Ce texte se prononce en effet clairement pour l'ouverture de négociations. Ce qui n'a pas empêché Sir James Scott-Hopkins, le président de la commission mixte, d'inviter ses partenaires chypriotes à la patience : après avoir déposé sa candidature, leur a-t-il rappelé, la Grande-Bretagne a dû attendre onze ans avant d'entrer dans la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE



ment interne, la limitation du nombre des nouveaux adhérents permet – les Douze font-ils au moins semblant de le croire – de retarder une réforme des institutions de la CEE qui, le moment venu, ne manquera pas de susciter de sérieuses tensions entre les Etats-membres.

Les Chypriotes ont été déçus par cette réaction, mais certainement pas au point de renoncer. « Il y a des obstacles, mais pas vraiment de blocage. Nous restons optimistes malgré Lisbonne », explique-t-on au ministère des affaires étrangères.

Les Douze les ont confortés dans cette attitude en les invitant à trouver une solution politique avec la partie chypriote turque et à jouer à fond la « carte » Boutros-Ghali. Une fois le processus de normalisation engagé, plus rien ne s'opposera à l'adhésion de Chypre, leur ont-ils

raisonnés aussi sur la carte de ce nouvel Etat, c'est-à-dire sur les ajustements territoriaux à opérer au profit de la partie grecque. Les Turcs, qui représentent 18 % de la population, occupent actuellement 37 % du territoire. M. Boutros-Ghali propose qu'ils se répartissent grosso modo sur 28 % du territoire tandis que M. Denktash reste ferme sur 30 % : la dispute porte surtout sur la région de Morfou, que tient à récupérer la partie grecque (cette région est propice à la réinstallation des réfugiés qui ont fui le Nord lors de l'intervention de l'armée turque).

### Un objectif permanent

Dans l'hypothèse où aucun signe de détente ne viendrait de New York, les Chypriotes s'apprêtent à se retourner vers les représentants de la

## Un dragon en Méditerranée orientale

Croissance forte, chômage quasi inexistant. Les Chypriotes grecs programment avec application la course vers la prospérité

### NICOSIE

de notre envoyé spécial

**U**NE ville moderne, en plein développement, mais où les nouveaux immeubles, les centres commerciaux, achalandés comme Paris ou à Londres, évitent de trop empiéter sur les espaces verts et les jardins. Une rue vivante, méridionale, animée par une foule chaleureuse qui présente les apparences d'un pouvoir d'achat élevé, un parc automobile très récent... Nicosie, la capitale de Chypre, ou du moins de sa portion sud (la partie grecque), donne une impression de réelle pro-

périté. Depuis l'invasion par l'armée turque en 1974 (qui interrompit elle-même après une série de troubles liés à l'indépendance en 1960), l'île, tout comme sa capitale, est divisée : les deux communautés, grecque et turque, s'ignorent complètement, séparées par une sinistre « ligne verte » que garde, depuis dix-huit ans, les « casques bleus » de l'ONU. Au nord, la « partie occupée », comme on dit du côté grec, ou la « République turque de Chypre », comme l'appellent les Chypriotes turcs, mise en quarantaine par la communauté internationale – l'Etat ainsi créé par le coup de force d'Ankara n'a été reconnu que par... la Turquie – cou-

vre 37 % de la superficie de l'île, pour une population qui représente 18 % des habitants.

Ce sentiment d'opulence, au sud de la ville, n'est pas démenti dans le milieu des années 70, la croissance annuelle s'est régulièrement située autour de 6,5-7 %, à l'exception de 1991 où elle a plafonné à 1-1,5 %. Mais la paix revenue dans le Golfe, l'activité a été relancée, et les experts prévoient, pour l'année en cours, une croissance proche de 8 %.

Cette forte activité se développe dans un cadre plutôt sain : pas de chômage (2 %), mais au contraire une pénurie de main-d'œuvre qui conduit Chypre à recruter des travailleurs dans les ex-pays de l'Est. Cette tension sur le marché du travail favorise une certaine inflation, qui ne dépasse pas un taux à peu près acceptable si l'on se réfère aux normes communautaires : de 5 à 5,5 % en 1991 et en 1992. Cependant, l'apparition de la TVA, qui a été introduite il y a quelques semaines, devrait faire grimper les prix de 7 ou 7,5 % en 1992.

M. Georges Syrimis, ministre des finances, qui a les yeux fixés sur les critères définis par le traité de Maastricht pour accéder à la troisième étape de l'Union économique et monétaire européenne (UEM), s'attache à freiner tant l'inflation que le déficit budgétaire, lequel est évalué à 4 % du PIB pour 1992.

En raison de la dimension limitée du pays (710 000 habitants dont 580 000 Chypriotes grecs), l'économie est largement orientée vers l'extérieur et dominée par le secteur des services. Les exportations agricoles et industrielles, certes dynamiques, ne couvrent que le tiers des importations, qui s'élevaient en 1991 à 2 116 millions de livres chypriotes (environ 17 milliards de francs) (1).

Les principaux produits d'exportation sont, dans l'ordre, en 1991, les vêtements (69 millions de livres chypriotes), les pommes de terre (28 millions), les citrons (19 millions), les chaussures, les médicaments, les cigarettes. La Communauté, avec

laquelle Chypre a signé en 1972 un accord d'association devant conduire à une pleine union douanière au 1<sup>er</sup> janvier 1988, est le principal fournisseur (31 % des importations) et, surtout, le principal client (60 % des exportations).

L'important déficit commercial est, pour une bonne partie, couvert par les recettes provenant du tourisme, qui est, de loin, la principale ressource de l'île. La crise du début 1991, provoquée par la guerre du Golfe (baisse de 40 % du nombre des visiteurs au cours des premiers mois de l'année), est oubliée. L'île avait accueilli 724 000 touristes en 1991, l'année précédant l'invasion turque, la République de Chypre en attend 1 700 000 cette année, les plus nombreux étant les Britanniques (45 %).

Pour parvenir à un tel résultat (les recettes du tourisme représentent 11 % du PIB), le pays a dû consentir un effort d'investissement considérable, d'autant plus qu'avant 1974 l'essentiel des équipements se trouvaient dans la partie nord de l'île, occupée depuis par les Turcs. Le boom continu malgré l'alerte de 1991 : le nombre de lits disponibles a progressé de 60 000 en 1990 à 63 000 en 1991, et 10 000 lits supplémentaires sont en cours d'installation. « Notre préoccupation, désormais, est de préserver nos paysages et notre environnement, de garantir la qualité du service. Nous n'autorisons qu'avec beaucoup de prudence la construction de nouveaux hôtels », explique M. Costakis Papa-georgiou, un des dirigeants de l'organisme du tourisme chypriote.

### Ne pas trop « bétonner »

« Chypre, centre d'affaires internationale », proclament les documents promotionnels publiés par la Banque centrale ou par la Chambre de commerce. Depuis 1973, les autorités locales s'emploient, avec succès, à attirer des « compagnies off shore », ces entreprises étrangères à la recherche d'une base fiscalement

avantageuse et disposant d'infrastructures satisfaisantes pour conduire leurs opérations régionales (ici en direction du Moyen-Orient) et internationales. Environ 8 000 sont enregistrées à Chypre, qui opèrent notamment dans la banque, l'assurance et la communication. Certaines sont de simples boîtes aux lettres, mais au moins la moitié installent des bureaux à Chypre, faisant appel à des cadres expatriés, et fournissant également des emplois à des personnels chypriotes qualifiés. Dans le même esprit, de nombreux amateurs profitent des facilités consenties par le gouvernement pour s'installer dans l'île et faire naviguer leurs navires sous pavillon chypriote.

Pour éviter une île trop « bétonnée », l'accent doit être mis moins sur le développement du tourisme que sur celui des affaires. Afin de faciliter l'intégration à la Communauté, il faut favoriser aussi les investissements directs, nécessaires pour améliorer le savoir-faire industriel et technologique qui n'atteint pas encore le niveau requis pour permettre, en termes de qualité, la comparaison avec les meilleurs : le dragon chypriote ne s'endort pas sur ses succès et programme avec attention les phases à venir de sa course à la prospérité.

L'adhésion à la Communauté y figure comme un passage obligé. La réunification de l'île, ou au moins la pacification, élargirait son assise et donnerait des potentialités nouvelles. Surtout, elle garantirait la sécurité sans laquelle la prospérité demeure fragile. Il reste à trouver l'accord équilibré, capable de convaincre les Chypriotes turcs et leur tuteur d'Ankara.

Ph. L.

(1) Une livre chypriote vaut environ 14 francs.

**Le Monde**  
Edité par le SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guio, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Fereznol,  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon  
Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 48-60-30-10



# ESPACE EUROPEEN

REVUE DE PRESSE

## Le « compte spécial Erich Honecker »

Une organisation caritative de l'Eglise protestante de RFA a orchestré le détournement des fonds versés par Bonn à Berlin-Est pour le « rachat » des prisonniers politiques

L'HEBDOMADAIRE hambourgeois *Die Zeit* vient de publier une enquête met-  
tant en lumière le rôle du  
Diakonisches Werk, une  
organisation caritative de l'Eglise  
protestante de RFA, dans le détournement  
de la libération de prisonniers politiques  
condamnés en RDA. Plus de 2 mil-  
liards de deutschemarks ont ainsi  
été versés à Berlin-Est pour le « rachat »  
des prisonniers politiques, qui servait de « trésor de  
guerre » au régime communiste.

Ludwig Geissel est non seulement  
un protestant convaincu, mais égale-  
ment un homme d'affaires avisé.  
Fondateur de l'organisation caritative  
Broet für die Welt (pain pour le  
monde), il n'a jamais manqué d'idées  
pour alimenter ses caisses charita-  
bles. Il n'a pas son pareil pour faire  
affluer les dons, et monter également  
des affaires comme la mise en  
conservation d'espèces antiques ou  
de harengs norvégiens, dégageant  
d'importants bénéfices, toujours pour  
la bonne cause. Le premier chan-  
celier de la RFA, Konrad Adenauer,  
avait même voulu faire de ce profes-  
sionnel du « charity business » un  
secrétaire d'Etat à l'économie huma-  
naire, mais Ludwig Geissel déclina  
l'offre, préférant accepter la fonction  
de fondé de pouvoir des Eglises pro-  
testantes ouest-allemandes pour les  
relations avec la RDA. C'est lui qui  
négociait avec les dirigeants commu-  
nistes l'achat de l'usine d'acier de  
Duisburg, et en particulier avec des  
hommes du « Kooka », le « départe-  
ment de coordination commerciale »  
d'Alexander Schalch-Golodkowski,  
qui s'efforçait de faire affluer en  
RDA les devises dont ce pays man-  
quait cruellement. Au fil des années,

une complicité s'était établie entre  
l'équipe de Geissel et ses partenaires  
allemands, qui se traduisait par des  
rencontres régulières, soit à Stuttgart,  
soit à Leipzig, où, l'alcool aidant, on  
ne cultivait pas la méfiance, en  
dépit des oppositions idéologiques  
qui les séparaient.

C'est donc tout naturellement vers  
Ludwig Geissel que le gouvernement  
de Bonn s'est tourné, en 1963, lors-  
qu'il s'est agi de mettre en œuvre le  
cynique contrat imaginé par les diri-  
geants de Berlin-Est pour remplir ses  
caisses : le « rachat » par la Républi-  
que fédérale des prisonniers politi-  
ques condamnés à l'Est, des hommes  
contre des deutschemarks, chacun  
d'entre eux étant précédemment évalué  
en fonction de son âge, de sa forma-  
tion, de sa notoriété.

### Le « Commerce B »

A l'époque, le ministre des affaires  
internationales, Rainer Barzel  
(CDU), s'était posé le problème de la  
« moralité » d'un tel commerce, mais  
était parvenu à une double conclu-  
sion : tout d'abord, que le déshon-  
neur ne pouvait atteindre ceux qui  
condamnaient injustement, et  
ensuite, qu'il convenait de payer en  
nature, et non pas en espèces. Ainsi  
pensait-il pouvoir s'assurer que la  
contre-valeur des prisonniers rachetés  
pourrait servir à améliorer l'ordinaire  
de la population de la RDA, sous  
forme de livraison de fruits, de  
chaussures, de sous-vêtements, qui  
faisaient particulièrement défaut de  
l'autre côté du mur.

Le Diakonisches Werk de Stutt-  
gart, animé par Ludwig Geissel, fut  
donc chargé d'organiser les livraisons  
de marchandises, dont la nature et  
les quantités avaient été préalablement  
discutées entre les deux gouverne-  
ments. Au début, le système fonc-  
tionna dans l'ignorance de Bonn :  
quelques oranges apparurent sur les  
tristes étals des boutiques est-  
allemandes en même temps que  
plusieurs centaines de prisonniers  
d'opinion retrouvaient la liberté et  
prenaient le chemin de l'Ouest.

Dans les documents officiels, ce  
poste des échanges interallemands  
était pudiquement désigné sous le  
nom de « Commerce B », et le  
compte des fonds publics affectés à  
ces opérations était réduit à sa plus  
simple expression : le président de la  
Cour fédérale des comptes se contentait  
d'apposer son visa les yeux fer-  
més sur des affaires gérées en tout  
petit comité. L'un de ces « initiés »,  
Edgar Hirt, adjoint du ministre  
social-démocrate Egon Franke, a  
même été condamné à trois ans de  
prison pour s'être servi au passage  
dans le « Commerce B ».

La pénurie de devises se faisant de  
plus en plus aiguë en RDA, les diri-  
geants de Berlin-Est imaginaient de  
tourner la règle du jeu imposée par  
Bonn avec la complicité, au moins  
passive, du Diakonisches Werk. Dès  
les années 70, les marchandises  
livrées en échange des prisonniers  
n'avaient plus grand-chose à voir  
avec les biens de consommation  
occidentaux destinés par la popula-  
tion : il s'agissait presque exclusive-  
ment de pétrole, d'argent et de ca-  
viar, des matières qui présentaient,  
dans l'optique de Berlin-Est, l'in-  
mense avantage d'être cotées en  
Bourse, et donc de pouvoir faire l'ob-  
jet d'un négoce sur le marché inter-  
national.

Par l'intermédiaire d'une firme  
écran au Liechtenstein, la marchan-  
dise livrée « sur le papier » était  
immédiatement transformée en  
devises, qui revenaient à la banque  
d'Etat de la RDA sur un « compte  
spécial Erich Honecker ». Le Dia-  
konisches Werk et les firmes de négoce  
ouest-allemandes mandatées par  
Ludwig Geissel ne pouvaient pas  
ignorer la manœuvre, qui était trans-  
parente pour tous, mais tant soit  
peu les incriminations du marché à  
terme des matières premières.

« Notre mission n'était pas de véri-  
fier que les biens commandés étaient  
physiquement présents en RDA », se  
défendent aujourd'hui les intéressés.  
Il nous suffisait de savoir que la RDA  
en avait la libre disposition. » Ajour-  
d'hui, Ludwig Geissel affirme qu'il

« aurait même fait un pacte avec le  
diable pour sortir de prison ces pau-  
vres gens ».

En vingt ans, ce sont ainsi plus de  
3 milliards de deutschemarks (plus  
de 10,5 milliards de francs) qui ont  
transité sur ce compte spécial. Le  
secrétaire général du parti s'avait  
cependant la libre disposition que  
d'une petite partie de ces sommes, de  
l'ordre de 1 million de deutschemarks  
par an, qui lui servait à finan-  
cer les gestes, petits ou grands, de  
générosité ou de « solidarité protés-  
tante » qu'il effectuait de temps à  
autre. On apprend ainsi que cet  
argent avait financé l'achat de cent  
soixante véhicules de marque  
Chrysler, la marque préférée d'Erich  
Honecker, pour la nomenclature de  
Berlin-Est. En novembre 1980, ce  
même compte a été débité d'une  
somme correspondant au rachat de  
834 prisonniers comme « soutien à la  
République populaire de Pologne », en  
difficulté depuis le développement  
du syndicat Solidarnosc.

Mais l'essentiel de cet argent res-  
tait bloqué pour garantir des crédits,  
d'un montant trois ou quatre fois  
supérieur, consentis par les banques  
occidentales à la RDA. Au len-  
demain de l'unification allemande, le  
3 octobre 1990, les fonctionnaires  
chargés d'expertiser l'ancienne ban-  
que d'Etat constatèrent que le  
« compte spécial Erich Honecker »  
était créditeur de la somme de  
2 105 781 064,92 deutschemarks.

Le Diakonisches Werk n'a pas  
abandonné ses anciens amis es-  
t-allemands aux prises avec la justice  
de leur nouveau pays. C'est lui qui  
assura en 1990 une retraite discrète à  
Alexander Schalch-Golodkowski, qui  
craignait la vindicte populaire après  
sa mise en liberté sous caution, et  
qui assure les frais de défense de son  
adjoint Manfred Seidel, principal  
interlocuteur de Ludwig Geissel dans  
le fameux « Commerce B ».

LUC ROSENZWEIG

## Le pari de M. Mitterrand

La presse étrangère s'est vive-  
ment intéressée à la prestation  
télévisée de M. François Mit-  
terrand, comme si tous les voisins  
de la France avaient bien  
conscience que le vote du  
20 septembre déterminera l'ave-  
nir de toute la Communauté et,  
au-delà, des pays officiellement  
candidats ou qui aspirent à le  
devenir.

Par sa « magistrale apparition  
télévisée », le président de la  
République a atteint deux objec-  
tifs, explique le Financial Times :  
« D'abord, il a fait baisser la tem-  
pérature de ce qui avait été jus-  
qu'alors une dispute publique  
passionnelle et mal informée. (...) Ensuite, il a résisté aux pressions  
des adversaires comme des par-  
tisans de Maastricht [et refusé]  
d'envisager son départ, au moins  
dans un avenir proche, per-  
mettant ainsi de tenir la politique  
industrielle française en dehors du  
débât. »

Et le quotidien économique lon-  
donien de conclure que si rien  
n'est gagné, M. François Mit-  
terrand a permis au « oui » de regar-  
der du terrain et à ses partisans  
de respirer.

### Une certaine capacité à rêver

A Francfort, la Frankfurter  
Allgemeine Zeitung partage cette  
incertitude et l'étend à l'Alle-  
magne : « Un rejet du traité de  
Maastricht [par la France] ne  
détruirait pas seulement le projet  
sur lequel Mitterrand a bâti son  
deuxième mandat. Pour Bonn  
aussi un « non » aurait de lourdes  
conséquences : un pilier de la  
politique extérieure allemande  
serait abattu d'un seul coup. »

« Sans doute Maastricht n'est-il  
pas le terrain idéal pour dévelop-  
per de larges visions de l'avenir »,  
constate amèrement *The Inde-  
pendent*, mais le quotidien londo-

nien n'en défend pas moins l'ap-  
probation du traité, même si les  
Français auront tendance à  
« juger la personnalité de M. Mit-  
terrand et ses résultats ». « Un  
des plus grands services que la  
Communauté peut rendre à l'Euro-  
pe de l'Est, écrit-il, est de lui  
montrer ce qu'est un modèle de  
coopération supranationale sta-  
ble. C'est un nouveau mode de  
comportement pour les nations.  
Il suppose une certaine capacité  
à rêver. Mais les nations ont  
besoin de rêves. La seule solu-  
tion alternative au rêve européen,  
c'est le cauchemar du nationa-  
lisme d'extrême droite, tradition-  
nel en Europe occidentale jus-  
qu'en 1945 et toujours de plus  
en plus fort dans les Balkans. »

*The Times* ne partage pas cet  
avis. Sans faire référence à l'in-  
tervention de M. Mitterrand, le  
quotidien conservateur consacre  
un éditorial au système moné-  
taire européen et à la monnaie  
unique et développe les avan-  
tages qu'aurait un « non » français  
à Maastricht : « Si les Français  
votent en faveur du traité, les  
dirigeants de la Communauté  
n'auront sans doute pas le cou-  
rage de procéder à un réaligne-  
ment de leurs monnaies. Ils aban-  
donneraient ainsi tout espoir  
d'utiliser les réajustements  
monétaires comme instruments  
de la reprise économique et lais-  
seraient leur sort politique et éco-  
nomique à la merci de la Bundes-  
bank. Ceux qui veulent une  
politique économique euro-  
péenne plus active doivent sou-  
haiter que les Français votent  
« non » (...). »

Comme quoi le « chétivisme »  
n'est pas une spécialité anglaise  
et peut emprunter de bien  
étranges voies !

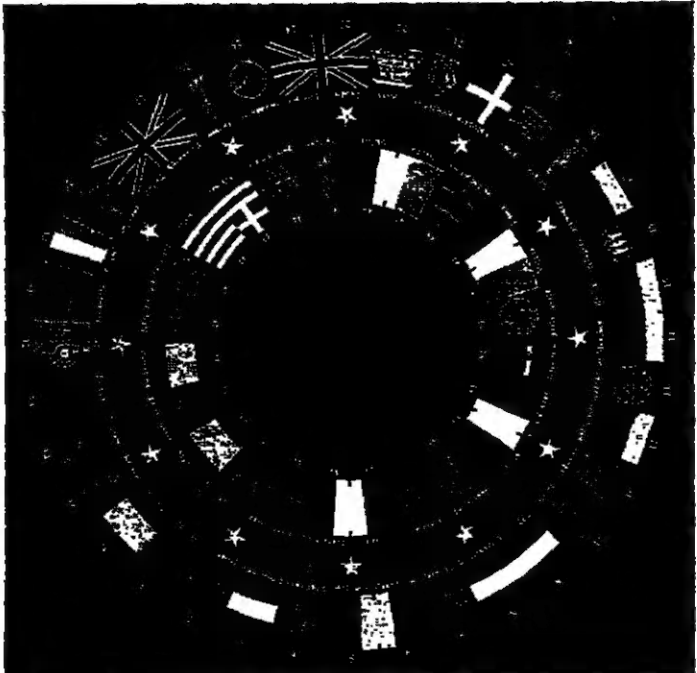
L. R.

## A vos dés, citoyens européens !

AMSTERDAM

de notre correspondant

EN ces temps de référendum  
décisif, de crispation politi-  
que en France et de sus-  
pense fébrile à l'étranger,  
l'artiste intrépide qui  
affirme que la construction euro-  
péenne « est un jeu » s'expose à des  
sourires au mieux narquois, au pire  
compétissants. Seul s'il emploie  
« jeu » au sens littéral du mot, comme  
le fait le néerlandais Jaap Hoeksma,  
en parlant jureur d'être de philosophie  
politique. Avec une citation d'Aristote  
en tête : « La démocratie est un jeu »  
et l'esprit de Rome en arrière-pensée,  
il a conçu un divertissement unique  
en son genre, croisement  
hybride du Monopoly et du Jeu  
de l'Oie, dont les participants ne se  
disputent rien de moins... que la fon-  
ction de premier ministre des Douze.  
« C'est un jeu de pouvoir et de  
hasard », précise Jaap Hoeksma en  
soulignant le couvercle d'un écran de  
carton bien frappé des étoiles de la  
CEE. Elles ornent le titre de son  
ingénieuse création, qu'il a élaborée  
avec une érudition de marathonnien et  
qui est enfin éditée (1) : *Eurocracy*.  
En concevant ce terme sur les bords



de l'université d'Amsterdam, l'auteur  
était bien sûr loin de se douter qu'une  
certaine Margaret Thatcher revendi-  
querait un jour à Bruges la patente de  
l'eurocratie. Mais l'homonymie ne  
l'affecte pas ; au contraire. Un autre  
auteur premier ministre britannique,  
Edward Heath, qui fait aujourd'hui  
partie du Comité de patronage du jeu  
avec le Belge Tindemans, le Néerlan-  
dais Dankert ou le président (alle-  
mand) du Parlement européen, en a  
profité pour faire un jeu de mots de  
circonstance : « *Eurocracy* ou le ca-  
uchemar de Maggie ! »

Cauchemar pour Maggie, mais  
aussi pour les adeptes du « non » à  
Maastricht. Car *Eurocracy* est... euro-  
cracy. Les premières lignes de la règle  
du jeu empruntent d'aise tous les fédé-  
ralismes : « Les douze Etats membres  
représentent, pour ce jeu, un seul Etat  
avec un seul gouvernement et un seul  
parlement ! » D'autant que les joueurs  
symbolisent des partis (socialiste, libé-  
ral, conservateur ou... anti-européen)  
nationaux qui doivent concourir à  
coups de dés et avec l'appui de  
groupes socio-professionnels (des  
monarchistes aux fonctionnaires en  
passant par les nationalistes ou les  
agriculteurs), des villes des plus riches  
pays de la Communauté, pour acqué-  
rir un nombre de voix suffisant au  
Parlement et prétendre à des por-  
tefeuilles ministériels. Les joueurs fran-  
çais devront mettre sous l'éclouffeur  
l'amour qu'ils pourraient porter à  
Strasbourg : ici, c'est à Bruxelles que  
se font et défont les carrières euro-  
péennes !

Le joueur qui a pu former un gou-  
vernement monopolitaire a gagné. C'est  
la version « Pyrrhus » d'*Eurocracy*, la  
plus sommaire. Une seconde  
variante, dite Europe des patries, per-  
met à un pays de faire main basse sur  
les onze autres ; mais il y a une jus-  
tice, si l'on peut dire : « Ce coup  
d'Etat déguisé est aussi possible depuis  
un petit pays », précise Jaap  
Hoeksma, faisant écho au souci d'éga-  
lité entre les Etats membres qui  
tarquade La Haye. La dernière  
variante, baptisée Mega-Eurocracy,  
est à la fois la plus longue - au moins  
quatre heures - et la plus développée  
puisqu'elle permet la constitution  
d'un gouvernement de coalition avec,  
à la clé, négociation, motion de cen-  
sure et élections anticipées. « Tenir  
compte des intérêts des autres en négo-  
ciant, n'est-ce pas cela l'Europe ? », fait  
valoir l'auteur d'*Eurocracy*, qui  
accorde à son jeu des vertus pédago-  
giques pour les pro-européens, et théra-  
peutiques pour les anti : « En faisant  
l'Europe de leur propre main, leur  
pour l'irrationnelle pourrait s'atténuer. »

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Ars Acqui, P.O. Box 1043, 6501 BA  
Nijmegen (Pays-Bas).

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13  
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris



### Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

Il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal.  
Pour le rencontrer Ion International vous propose un choix de per-  
sonnes dont le caractère défini par une véritable étude psychologique  
s'harmonise avec le vôtre.

La réussite est sûre car les contacts sont renouvelés jusqu'au  
succès complet.

Pour en savoir plus, mais sans invitation à une Conférence d'information  
le mercredi 16.09.92 à 19 h 30 au Centre Chaillet Galliera 28, avenue  
Georges V 75008 PARIS.  
Invitation gratuite et sans aucun engagement de votre part.

### Ion International

Une écoute attentive et chaleureuse...

Pour recevoir une documentation complète, gratuite, faites 36.15 code Ion  
sur votre Minitel ou retourner ce coupon :

M., Mme, Mlle \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45.26.70.85  
BORDEAUX AQUITAINE (33420) Grézillac - Tél. : 57.74.96.85  
TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél. : 61.39.48.58  
BRUXELLES - Tél. : (02) 625.89.21 - GENÈVE - Tél. : 622.74.64.88

**CHOISISSEZ LE 3<sup>ème</sup> CYCLE DE MANAGEMENT QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ÉTUDES MAIS VOTRE ESPRIT D'ENTREPRISE**

Un réseau d'Instituts dans les Régions  
Admission sur dossier et entretiens par jurys  
de chefs d'entreprise

**Rentrée : le 24 septembre 1992**

**Instituts Européens des Entrepreneurs**

en partenariat avec  
le Ministère de l'Industrie  
et l'F.E.E.

Service Commun d'Informations  
I.E.D.E., rue Chamberland, 87100 Limoges  
Tél. 55 79 86 51

ROPEEN  
it impatient

erranée orientale



## POLITIQUE

## La campagne pour le référendum

Le livre a fait mentir la fable. Il a rattrapé la tortue. M. Philippe Séguin avait comparé la campagne du référendum du 20 septembre à la célèbre course où la plus rapide, sûr de gagner, s'endort en laissant son concurrent prendre une avance qu'il ne peut plus réduire. Cette fois, le peloton des «oui», emmené par MM. Michel Rocard, Pierre Bérégovoy, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, a refait son retard sur les échappés du «non». Le champion du «oui», M. François Mitterrand, a repris sa place au centre de la course. Aidé par les autres?

Pas vraiment aidé par le rôle d'équipier du président. M. Giscard d'Estaing attribue la remontée des «oui» à la sagesse des Français, qui, selon lui, «ont vu les choses différemment» quand ils ont compris que le «non» pouvait l'emporter. Bien avant, par conséquent, l'émission du 3 septembre sur TF1, même si l'ancien chef de l'Etat, invité de l'heure de vérité, ce dimanche 6 septembre, sur Antenne 2,

concède que l'intervention de M. Mitterrand a été «réussie». M. Jean-Pierre Chevènement, qui défend un «non» socialiste au traité, fait la même analyse: la «peur du non», puissamment orchestrée, a renforcé le «oui» dans les

## Le vent tourne

intentions de vote mesurées par les sondages.

**A**FFRONTÉE à M. Chevènement et à M. Charles Pasqua au cours de l'émission «Sept sur sept», dimanche, sur TF1, M. Simone Veil martèle ce clou qui s'est révélé efficace. Mitterrand, explique-t-elle, «aurait pu n'être qu'une étape», ratifiée sans débats, comme l'Acte unique en 1987, mais le référendum en a fait autre chose. Rejeter le traité, ce serait casser l'Europe. L'argument principal du «non» — un «non» à Maastricht qui ne serait pas un «non» à l'Europe — est ainsi contré: si ce n'est qu'une étape, pourquoi le réfé-

discours. L'incertitude change de camp: «si le «non» l'emportait...», dit-on à présent, et non plus: «si le «non» l'emporte». MM. Jean-Louis Bianco, au «Forum RMC-Express», et M. Laurent Fabius, venu parer à la braderie de Lille, affirment à l'unisson: «Rien n'est acquis». Ce sont néanmoins les conséquences du «oui» que l'on explore, et non plus celles du «non». M. Mitterrand en sera-t-il renforcé? L'opposition sera-t-elle en position de résister pour cohabiter avec le chef de l'Etat, à partir de mars prochain, si elle l'emporte aux élections législatives?

M. Giscard d'Estaing en fait son affaire: on dit «oui» à l'Europe en septembre, «non» au socialisme en mars, et l'opposition sera prête à assumer ses responsabilités «avec détermination». M. Veil l'assure: «Le «oui» ne sera pas celui de M. Mitterrand...» Pour M. Jacques Chirac, qui s'exprime dimanche dans les Dernières Nouvelles d'Alsace: «Il faut répondre à la question posée et ne pas vouloir, à cette occasion régler son compte au socialisme».

Contredisant le chef de son parti, M. Pasqua observe, lui, que le président de la République a repris sa place de «champion du camp des «oui» et que les deux dimensions du vote sont indissociables. Si l'on veut dire «non» à M. Mitterrand, «pourquoi attendre?», demande le président du groupe RPR du Sénat. A Reims, dimanche, M. Jean-Marie Le Pen anticipe sur le défilé du camp des «non» au sein de l'opposition et fait une nouvelle tentative pour

leur enlever le drapeau de l'hostilité au pouvoir. Se réclamant à la fois de Clovis et des soldats de l'An II, il lance: «La patrie est en danger!»

**O**MMIPRÉSENTE, de Grand-Quevilly (le chef de M. Fabius en Seine-Maritime) à l'émission de RTL et du Monde, en passant par Radio-J. M. Elisabeth Guigou tient à ménager toutes les chances du «oui». Aussi conforte-t-elle, sur cette dernière station, l'impression que M. Mitterrand a voulu donner le 3 septembre: son intérêt personnel serait si peu en jeu dans la ratification de Maastricht et il aurait si bien entendu le message des Français qu'il pourrait envisager de partir sur un sucubo du «oui». «Il y a certainement une interrogation chez lui», affirme le ministre délégué aux affaires européennes. Alors, comme dirait M. Pasqua, que demande le peuple?

PATRICK JARREAU

## Un entretien avec M. Charles Millon

Il est impératif de dénoncer la supercherie des partisans du «non», nous déclare le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale

«Vous comptez depuis le début de la campagne parmi les farouches partisans du «oui» à Maastricht. Qu'importe-t-il, selon vous, d'entreprendre à présent pour empêcher le succès du «non»?

— Il est impératif de dénoncer la supercherie à laquelle participent ceux qui, dans l'opposition, sont pour le «non». Démontrer qu'au-delà d'un combat contre le traité de Maastricht, ils se prononcent contre l'Europe, qu'ils remettent en cause toute la construction européenne. Leur critique de la bureaucratie de Bruxelles cache la peur des institutions. Leur critique de la libre circulation des personnes et des biens est une remise en cause de l'Acte unique. Il est crucial que les trois personnages de l'opposition qui mènent actuellement le combat contre Maastricht soient des hommes qui étaient tous trois, lors de la ratification de l'Acte unique, ministres du gouvernement de la cohabitation de Jacques Chirac. Lors du printemps des rénovateurs de 1989, Philippe Séguin et Philippe de Villiers ont même déposé et voté avec moi une motion de censure exigeant une véritable union montataire, critiquant le gouvernement français pour son incapacité à faire face au défi européen et réclamant dans les meilleurs délais une politique étrangère et une défense communes. Il est quand même assez extraordinaire de voir ces partisans du «non»

critiquer la Banque européenne d'émission sous l'argument qu'elle sera autonome du politique, alors qu'eux-mêmes proposent, en 1986, l'autonomie de la Banque de France.

— Je veux bien croire que ces partisans du «non» aient pu évoluer, voire changer d'avis. Toutefois, je crains que certains n'obéissent davantage à des critères de politique intérieure édictés par beaucoup d'arrière-pensées, qu'ils pensent plus à des enjeux immédiats qu'à l'avenir de l'Europe et de nos enfants.

— Enfin, lorsque j'entends un ami comme Jean-François Deniau expliquer qu'il ne peut recommander le «oui», compte tenu de ce qui se passe en Yougoslavie, je suis attristé et je ne comprends plus. Je reviens de Yougoslavie. Tous mes interlocuteurs n'attendaient qu'une seule chose: que l'Europe puisse parler d'une seule voix pour agir. Tous m'ont dit: «Ne vous répliquez pas sur vous-mêmes, travaillez pour une Europe unie qui, enfin, pourra nous tirer vers le haut».

— Comment comptez-vous déjouer cette supercherie que vous dénoncez?

— Tout d'abord en démontrant que les dispositions du traité de Maastricht répondent, sur bien des points, aux critiques adressées à la politique européenne actuelle: contrôle de la technocratie par les élus, politique de proximité grâce à l'application du principe de subsidi-

arité, monnaie unique garantissant la stabilité des échanges, décision de mettre sur pied une politique étrangère et de sécurité.

— Ensuite, en amenant les partisans du «non» à dire le fond de leur pensée. J'aimerais qu'ils nous disent enfin quelle est leur Europe. On ne le sait même pas. Eux savent en tout cas très bien que l'opinion publique est dans la grande majorité favorable à l'Europe, mais ils savent aussi que les Français nourrissent de vraies peurs en raison de la situation économique et internationale — et ils en jouent. Ils sont en train de nous faire croire qu'ils sont européens et que ce sont les institutions européennes qui sont mauvaises. C'est une maxime contactuelle: la grille à des partisans du «non» refusent la construction européenne et souhaitent revenir à de simples accords de coopération entre les nations. Je crains qu'ils n'aient oublié les leçons de l'histoire: si l'espace européen ne s'organise pas d'une manière concertée, la grille à des concessions mutuelles de chacune des nations, il sera ordonné à terme par une nation qui empruntera une démarche hégémonique.

— Êtes-vous aussi de ceux qui craignent que ces partisans du «non» n'hypothéquent les chances de succès prochains pour l'opposition?

— La victoire du «non» serait redoutable. Car je crains alors que par effet d'entraînement elle ne

provoque dans notre pays la cristallisation d'un courant politique aux accents nationalistes et populistes. On ne joue pas impunément avec les peurs: peur du chômage, peur de la compétition, peur de l'immigration.

— Certains partisans du «non» sont en train de révéler leurs véritables convictions, qui ne sont pas libérales, mais interventionnistes, protectionnistes et nationalistes. Une victoire du «non», en provoquant éventuellement une censure dans l'opposition, hypothéquerait l'alternance.

— Les partisans du «oui» doivent, eux, s'engager pour démontrer à nos concitoyens que la construction européenne est le meilleur rempart contre les tentations nationalistes et xénophobes qui apparaissent un peu partout en Europe.

— N'oublions pas que Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi ont lancé la construction européenne au lendemain de la dernière guerre mondiale pour que plus jamais nous ne soyons menacés de cet déchaînement nationaliste et xénophobe... C'est pas au moment où se réveille en Europe ces passions mafieuses (Yougoslavie, Allemagne...) que nous pouvons prendre le risque, par égoïsme ou par tactique, de remettre en cause la construction européenne.

Propos recueillis par DANIEL CARTON

## Le PR ne veut pas laisser à M. de Villiers le monopole des «valeurs»

L'université d'été du Parti républicain, réunie les 4 et 5 septembre à Aime-la Plagne, a organisé un débat sur les «valeurs», ne voulant pas laisser à M. Philippe de Villiers le monopole d'un tel thème.

AIME-LA PLAGNE (SAVOIE)

de notre envoyé spécial

Il y a des indices qui ne trompent pas. Bien plus qu'une rituelle université d'été, c'est un conseil de famille en rangs compacts que le Parti républicain avait convoqué à Aime-la Plagne, vendredi 4 et samedi 5 septembre. Comme il est de rigueur dans les moments graves, la «famille libérale, européenne et modérée» avait mobilisé l'ensemble de la parenté — «record d'affluence», ne réjouissent les organisateurs en pointant les six cents participants — pour se livrer à une grande introspection identitaire où il fut beaucoup question de «racines» et de «repérage».

Cette refondation, les dirigeants du PR ont conçue sous la forme d'un long débat sur les «valeurs». La thématique étant dans l'air du temps, il était devenu urgent de ne pas en laisser le monopole à M. de Villiers, leur fils rebelle, fondateur de Combat pour les valeurs. «Nous avons perdu les élections de 1981 sur les valeurs, les socialistes perdront celles de mars 1993 également sur les valeurs», a assuré M. Pascal Clément, député de la Loire. Après avoir exploré les concepts de «liberté», «responsabilité», «dignité», «égalité», «sécurité»,

«moralité», «vérité», les militants vont maintenant s'atteler à renouer le contact avec les citoyens désemparés.

Et comme pour mieux mettre en scène cette reconquête de la France profonde, les discussions se sont enchaînées dans un décor de café du commerce, avec parasols et affiche du menu du jour, où l'on affirmait son «made-in-france» du parfait républicain en sirotant de l'orangeade. Ce travail de «rafistolage» ne s'arrête pourtant pas au folklore d'un zinc de sous-préfecture. Lorsque M. Gérard Longuet, président du PR, a souhaité que son parti soit «l'outil de la victoire de l'opposition», il ne faisait qu'exprimer à demi-mots de fortes ambitions. Ce n'est probablement pas un hasard si, en coulisses, on se remet à caresser l'espoir de former au Palais-Bourbon un groupe PR autonome, affranchi de la tutelle du «petit-fils» de l'UDF.

L'absence

de M. François Léotard

Bien sûr, de tels projets impliquent la victoire du «oui» le 20 septembre. «Seule la victoire du «non» peut nous priver de la certitude de la victoire en mars prochains», a averti M. Longuet, précisant qu'il craignait «sincèrement l'éclatement de l'opposition dans un tel cas de figure». «Ce serait une formidable désintégration», a-t-il ajouté. Combien de temps nous faudrait-il pour retrouver le climat de confiance que nous avons mis si longtemps à bâtir? L'opposition, a-t-il rappelé, avait jusqu'à présent réussi à surmonter deux écueils: les affrontements électoraux avec le Front national — désormais prosaïques — et la guerre des candidatures à l'Élysée, canalisée à travers le système des primaires. Mais, a admis le président du PR, «l'Europe nous a pris de vitesse».

Reste que si M. Longuet plaide en faveur de la ratification du traité de Maastricht — «le France, selon lui, ne peut pas être le mauvais élève de la classe européenne» — le PR n'a pas l'intention de faire du zèle lors de la campagne référendaire. On se contentera du strict nécessaire, préférant aux grands-messes les réunions avec les élus locaux. L'UDF, faut-il observer, était initialement hostile à la tenue du référendum. Mais, surtout, on redoute qu'un trop grand zèle du «oui» ne réveille M. Mitterrand.

A cela s'ajoute l'absence de la scène publique de M. François Léotard. «Révisons de ce qu'il aurait été la campagne si François Léotard avait eu toute la liberté de s'exprimer», a lancé M. Longuet, avant d'ajouter: «Peu-être certains, au soir du 20 septembre, regretteront-ils de l'avoir entravé». Le conseil de famille ne pouvait s'achever sans un vibrant hommage au chef éloigné qui, avouent les militants, la voit mouillée, leur «manque tant». Ce sont ses jeunes inconditionnels qui s'en sont chargés en scandant à pleins poulmons: «Léotard président! Léotard président!»

FRÉDÉRIC BOBIN

o Rectificatif. — M. Emile Arrighi de Casanova, dont le Monde a publié un portrait de vue dans son supplément «Heures locales» daté 6-7 septembre, n'est pas président du comité économique et social de la Corse mais ancien président de cette assemblée. Il est actuellement président de la section des Économies régionales et de l'aménagement du territoire du Conseil économique et social. Le comité économique et social de la Corse est présidé par M. Pascal Calcondi.

DIDIER LOUIS

## M. Giscard d'Estaing souhaite redéfinir les compétences entre la Communauté et les Etats membres

«Le oui va gagner, je le crois et je l'espère», a déclaré M. Valéry Giscard d'Estaing, au terme de l'émission «L'heure de vérité» sur Antenne 2, dont il était l'invité dimanche 6 septembre. Jugant le retournement en faveur du «oui» antérieur à l'intervention télévisée de M. Mitterrand, jeudi 3 septembre sur TF1, le président de l'UDF a expliqué que «dans un premier temps, le «non» relevait d'une espèce de lutte». «On était contre», a-t-il dit. Contre les socialistes, un peu contre l'Europe, on était contre Bruxelles. Quand les gens ont vu que le «non» pouvait gagner, ils ont réfléchi différemment en raison des implications pour la France et pour l'Europe».

Opposé à l'idée «inutile et non judicieuse» d'une dissolution de l'Assemblée nationale au lendemain du référendum, déplorant «la confusion complète» entretenue par M. Philippe de Villiers et ses amis,

M. Giscard d'Estaing a néanmoins minimisé les conséquences politiques de ce référendum sur l'opposition: «Il faut laisser passer les quelques semaines suivantes. A mon avis, on verra que la coupe a été portée de nos élections n'est pas profonde. Elle le sera peut-être localement. Des personnes qui auront pris des positions très marquées et qui se sont coupées de leur électorat auront peut-être, elles, des problèmes. Mais sur le plan national, je ne le pense pas».

## Protéger le principe de subsidiarité

Se plaçant dans l'hypothèse d'un succès de l'opposition aux élections législatives, M. Giscard d'Estaing a ajouté: «Le point important, c'est: est-ce que ceux qui ont voté contre acceptent d'appliquer le traité de Maastricht? Évidemment oui! Le fait qu'il y ait un débat, c'est une chose. Mais une fois que la France

se sera prononcée, se sera engagée, il faudra appliquer le traité.» «Il faut déjà penser à l'après-Maastricht», a-t-il ajouté.

L'ancien président de la République a précisé qu'en cas de victoire de l'opposition il proposerait «une négociation sur la définition des compétences du niveau communautaire, du niveau national et du niveau local» afin de mieux «protéger» le principe de subsidiarité. Le calendrier de l'union montataire lui semble également «trop étendu». Enfin, il estime qu'il faudrait songer «à développer une politique économique plus dynamique» et «à rechercher nous-mêmes un meilleur équilibre du couple franco-allemand». A ce propos, il a qualifié de «grave faute» la tentation «de transformer peu à peu la campagne sur le référendum en campagne anti-allemande».

Dans un entretien à Libération du lundi 7 septembre, M. Giscard d'Estaing émet une autre suggestion concernant l'adhésion d'autres pays à la Communauté. «Je proposerais au Parlement européen, annonce-t-il, qu'on ne l'ouvre pas à la ratification du traité de Maastricht, qui pourrait rester incomplète, mais à son entrée en vigueur effective, et qu'on ne se prononce définitivement sur les nouvelles candidatures qu'après avoir abouti à un accord sur la mise à jour des institutions communautaires. Sinon, nous risquons de perdre peu à peu (...) vers une sorte de Société des nations, de SDN géométriquement une zone de libre-échange. Adieu, alors, le grand rêve de l'Europe unie».

## M. Jean-Marie Le Pen proclame «la patrie en danger»

REIMS

de notre correspondant

Pour le lancement de sa campagne référendaire contre le traité de Maastricht, le Front national a rassemblé près de deux mille personnes, dimanche 6 septembre, à Reims. Son président, M. Jean-Marie Le Pen, n'a pu assister à la messe, avec ses militants, dans la cathédrale, comme il en avait publiquement manifesté le désir. Souhaitant préserver la neutralité du lieu de culte, l'archevêque de Reims, Mgr Balland, avait supprimé l'office religieux. M. Le Pen n'a pas prononcé son allocution sur le parvis, mais sur une place attenante.

Se fondant sur l'avis défavorable de l'épiscopat et sur «les risques manifestes de troubles à l'ordre public», le préfet de la Marne, M. Jean-Paul Marty, avait pris un arrêté d'interdiction. Devant cette double menace, le chef de file de l'extrême droite s'est insurgé contre

«un évêque progressiste» et «un prêtre marxiste». Prenant des intonations guerrières, M. Le Pen s'est adressé aux «frères de France», en convoquant le ban et l'arrière-ban de l'histoire: Vercingétorix, Saint Louis, Jeanne d'Arc, les «époux» de Verdun... En hommage à Clovis, baptisé à Reims, incantation à ses yeux du «guerrier farouche dont on sait qu'il avait une efficacité certaine dans le martèlement de la francisque», le président du Front national a appelé à la mobilisation générale en faveur du «non» à Maastricht.

Il s'est déclaré sauveur d'une France qui serait menacée par un traité qualifié de «honteux, illégal, illégitime, irrégulier», et il a morigéné les tenants de la ratification qui se rendraient coupables, selon lui, de «forçure», de «bêtise», et livreraient «notre drapeau à une synarchie anonyme». Pour faire bonne mesure, M. Le Pen a exigé «le jugement» et «le châtiment» de leurs actes. Sous les applaudissements des militants électrisés et le regard de l'Ange au sourire de la cathédrale, il a proclamé «la patrie en danger» et s'est exclamé: «Lèvez-vous pour bouter hors les complices de la trahison!»

La cathédrale avait été fermée et ses acles bouclés par plus de trois cents policiers. Peu avant le discours du président du Front national, plusieurs personnes, dont un cameraman de FR3 Champagne-Ardenne, ont été molestées au cours d'échauffourées n'impliquant pas les forces de l'ordre.

DIDIER LOUIS

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...  
**LANGUES ÉTRANGÈRES**  
 Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme «pro» ou un BTS + lycee.  
 Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.  
 Programmes langue générale, langue des Affaires.  
 INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE  
 Documentation et Tests gratuits:  
 LANGUES & AFFAIRES - Soc 5318, 35, rue Collange  
 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42.70.81-88 +







سكزا من لامل

# SOCIÉTÉ

## ENVIRONNEMENT

### M<sup>me</sup> Royal interdit l'importation de déchets australiens

M<sup>me</sup> Ségolène Royal n'a attendu plus de quelques heures, samedi 7 septembre, pour prendre la décision d'interdire l'importation de déchets australiens en France. Après l'affaire des hôpitaux allemands, réglée rapidement au mois d'août, elle a considéré qu'il était impossible d'accepter l'avenir des déchets industriels, des animaux, en l'occurrence l'Australie.

L'affaire, pourtant, était parfaitement connue. L'usine Tredi de Saint-Vulbas (Ain) avait passé un marché avec des industriels australiens pour décontaminer des

transformateurs électriques refroidis au pyralène - une opération de routine pour cette usine ultra-spécialisée. L'autorisation pour l'importation de quelque 1 000 tonnes a été accordée par le DRIE (Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement), conformément à la convention de Bâle entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai dernier et publiée au Journal officiel le 2 septembre au titre du ministère des affaires étrangères - donc avant le contreseing de M<sup>me</sup> Royal (le Monde du 3 septembre).

Transportée par un navire panaméen, le Maria Laura, les

première cargaison de 11 tonnes devait être déchargée à Havre le 11 août. Le mouvement Greenpeace avait l'intention d'organiser un siting d'écocitoyens à l'occasion de la prise de décharge de la Maria Laura sur Anvers, en Belgique, puis sur Felixstowe, l'avant-port de Londres. Alors qu'il était en retour à Havre, les militants de Greenpeace décidaient de mener une opération spectaculaire, samedi 5 septembre, pour attirer l'attention du public sur « le trafic international des déchets ». Mais la police est intervenue à l'aube, interpellant la plupart des membres du commando (le Monde

du 6-7 septembre). Les militants du mouvement australien ont été chargés sur des camions remorqués et emportés le jour même, vers l'usine de Saint-Vulbas.

M<sup>me</sup> Royal affirme que cette expédition de militants australiens est la dernière, et qu'elle ne sera pas suivie. Le directeur de l'usine Tredi de Saint-Vulbas, M. Edmond Couty, a déclaré dimanche « furieux » contre une décision qui, pour lui, est une entreprise de sabotage de quelque 12 millions de francs et « une mise en danger de la vie de cinquante-cinq salariés de l'usine ».

Après la destruction de 15 000 hectares en Corse

### Des maires créent un « collectif de lutte contre les incendiaires »

Plus de quinze mille hectares de forêts, de cultures agricoles, de gros maquis ont brûlé en trente-six heures, en Corse. Plus de mille hommes restent encore mobilisés sur l'ensemble des deux départements où quatre-vingt avions porteurs d'eau, six hélicoptères et des Puma de l'armée de l'air sont en alerte. Lundi matin 7 septembre, la situation était totalement maîtrisée mais la persistance de quelques foyers résiduels. La veille, les maires de plusieurs cantons dans la région de Corte avaient décidé de créer un « collectif de lutte contre les incendiaires ».

Plus de quinze mille hectares ont été ravagés. Le centre de la Corse a vu les forêts de pins de Laricio, de Vezani, Corte, Antisanti, détruites. A la périphérie sud de Bastia, à Casunova, zone semi-urbaine, la situation, longtemps critique, a nécessité l'évacuation de plusieurs maisons d'habitation.

La cellule de crise mise en place à la préfecture de Haute-Corse fait état de plus de cent trente mises à feu « dont la quasi-totalité sont d'origine criminelle », précise un responsable de la cellule. Pouvoirs publics et population se mobilisent pour dénoncer la source de ces incendies. Le préfet de Haute-Corse en appelle à l'association des maires du département pour « trouver un consensus avec les forces de police et l'autorité judiciaire pour isoler les incendiaires ».

berger du Cortinais. Il faut isoler les incendiaires qui sont souvent connus, il faut les mettre en quarantaine, les boycotter dans tous les domaines, ne plus acheter leur fromage ».

Une manifestation est prévue pour le 15 octobre et des comités communaux de prévention seront constitués. A la préfecture, on approuve l'initiative de création d'un collectif de lutte contre les incendiaires. « Le mouvement actuel de l'opinion formé par les élus et soutenu par la population permet de penser que la population pourra être sensibilisée à l'interdiction de brûler », déclare le préfet. « Les incendiaires qui ne respectent pas la loi de silence et qui brûlent à la Corse. Une loi de la trouille », selon M. Vincent Carloti, maire d'Aléria, qui veut un sursaut de civisme pour combattre.

MICHEL CODACCHIONI

## BASTIA

Si 1992 n'a pas été l'année la plus rouge en matière de superficie brûlée, jamais la Corse n'avait connu un ravage incendiaire aussi rapide. Quinze mille hectares en moins de deux jours. Des incendies attisés par des vents soufflant en rafales à plus de 150 km/heure. Peu à peu, la Corse connaît le désastre écologique : la Corse « est en état de légitime défense. Il faut agir vite ». Les élus de la région ont décidé de créer un « collectif de lutte contre les incendiaires ».

## La loi de la trouille

A Corte, dimanche après-midi, les maires de plusieurs cantons ont réuni leurs électeurs pour constituer un « collectif de lutte contre les incendiaires ». Pour la première fois les maires de la Corse ont décidé de créer un « collectif de lutte contre les incendiaires ».

## Des milliers d'hectares brûlés

Un incendie, né samedi 5 septembre dans un maquis à 40 km au nord d'Aléria, a ravagé plusieurs milliers d'hectares de pinède en Antiqua. La feu, qui a brûlé une usine d'exploitation de la forêt, a entraîné la fermeture de l'autoroute Athènes-Salonique pendant plusieurs heures, samedi, est considéré comme le plus important incendie en Attique depuis dix ans. L'incendie a été éteint dans la nuit de samedi à dimanche. (AFP, AP, Reuters.)

## MÉDECINE

### Deux mois après la greffe

### L'homme ayant reçu un foie de babouin est décédé

L'homme âgé de trente-cinq ans sur qui l'on avait greffé, le 21 juin dernier, un foie de babouin, est décédé dimanche 6 septembre à l'hôpital universitaire de Pittsburgh (Pennsylvanie) (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). L'homme, qui avait subi une hépatite B, a été greffé à la suite d'une hépatite B que les professionnels de la route, qui avaient participé, du 29 juin au 9 juillet derniers, au mouvement de protestation contre l'entrée en vigueur du permis à points.

C'est parce que ce patient souffrait d'une forme grave d'hépatite B, ayant subi une greffe hépatique, que l'équipe du professeur Thomas Starzl, les chirurgiens américains postulaient que le foie de babouin résisterait d'autant mieux au virus de l'hépatite B que cette maladie semble épargner ces singes. Le patient ne devait pas mourir en cause les programmes de xélogreffes hépatiques en cours, mais il est apparu que ce type d'intervention pouvait, dans certains cas, moyennant un traitement antirejet efficace, être mis sous FK506, ce qui est une certaine efficacité.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES

Le Monde et MÉDECINE

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

### Des chauffeurs routiers appellent à la grève contre le permis à points

Les chauffeurs routiers ont appelé, dimanche, à la suspension du travail pour demander la suppression de l'application du permis à points par le Groupement des coordinations nationales des professionnels de la route (GCNPR). Cet appel a été lancé par le GCNPR, association, créée le 1<sup>er</sup> septembre, qui réunit les professionnels de la route, qui avaient participé, du 29 juin au 9 juillet derniers, au mouvement de protestation contre l'entrée en vigueur du permis à points.

Samedi 5 septembre, au cours de cette réunion, le Syndicat de la coordination des professionnels de la route (SCPR) avait, pour sa part, lancé une lettre ouverte à M. Jacques Roché, président de la commission de suivi de l'application du permis à points. Le SCPR menace, en cas d'échec de la rencontre, de lancer un mouvement le 20 septembre prochain.

A Avallon, M. Daniel Leiffert, plus

## Enquête : les jeunes aiment-ils encore écrire ?

L'enseignement du français encourage-t-il les élèves à écrire ? Le sujet de leur plume pour couler dans le papier leurs émotions, leurs désirs, leurs opinions, ou les condamner à un bachelage impersonnel ?

« Out, un enfant peut apprendre à l'école la plume d'écrire », affirme avec force l'enseignant professeur Daniel Pennac. Comme lui, bon nombre d'instituteurs et d'enseignants de français font du roman, nouvelles, BD, feuilletons, à leurs élèves.

Mais, même en l'absence de l'école, beaucoup de jeunes continuent d'écrire. Un sondage auprès de 355 lycéens, 80 % d'entre eux écrivent des textes pour eux-mêmes ou leurs amis (cor-

## La somme du Monde de l'éducation de septembre

Le programme de l'équipement, du logement et des transports, invité, dimanche 6 septembre, du Forum RMC/Express, a exprimé ses doutes sur l'immensité d'un nouveau conflit des routiers : « Des gens très politisés, qui appellent à la grève, qui appellent à la grève, qui appellent à la grève... »

Le programme de l'équipement, du logement et des transports, invité, dimanche 6 septembre, du Forum RMC/Express, a exprimé ses doutes sur l'immensité d'un nouveau conflit des routiers : « Des gens très politisés, qui appellent à la grève, qui appellent à la grève, qui appellent à la grève... »

Le programme de l'équipement, du logement et des transports, invité, dimanche 6 septembre, du Forum RMC/Express, a exprimé ses doutes sur l'immensité d'un nouveau conflit des routiers : « Des gens très politisés, qui appellent à la grève, qui appellent à la grève, qui appellent à la grève... »

## DÉFENSE

### Selon une enquête interne

### 30 % des sous-officiers et des engagés ratent leur reconversion dans la vie civile

Pour environ 30 % des sous-officiers subalternes et des hommes du service, le retour à la vie civile est marqué par un échec de leur reconversion. C'est la conclusion d'une enquête de l'Observatoire social de la défense (OSD) qui porte sur la reconversion des militaires à la vie civile et qui constate que les risques d'échec sont les plus élevés.

L'enquête a été menée auprès de sous-officiers subalternes (jusqu'au grade de sergent-chef) et de militaires du rang engagés dans les trois armées de la gendarmerie, qui ont choisi de quitter l'uniforme en 1991-1992 pour aller travailler dans le secteur privé.

« Si l'on se réfère au chômage (14 %), si l'on se réfère à leurs capacités (16 %), l'OSD. Leur reconversion est marquée par un échec de leur reconversion. Deux tiers des militaires ont trouvé leur emploi avant de partir et un tiers, en réalité, ont quitté l'armée. »

L'enquête de l'OSD remarque que cette population des militaires quittant l'uniforme avant quinze ans de service est, en général, « vulnérable », mais que, pour autant, elle se reconvertisse majoritairement dans le secteur privé.

Si 30 % d'entre eux ont enregistré un échec, environ 34 % ont obtenu un emploi, et les 16 % restants auront, selon

## Quitter l'armée

### « avec détermination »

Quant aux 16 % dont le passage dans les armées a été neutre d'un point de vue professionnel, l'OSD précise qu'il s'agit, pour l'essentiel, de sous-officiers d'un niveau scolaire élevé (plus de 60 % ont au moins le bac) dont l'engagement dans l'uniforme a été un choix personnel, mais qui n'ont pas trouvé dans l'armée ce qu'ils avaient cherché à l'origine.

« La recherche d'une activité professionnelle, est-elle indiquée ? L'enquête, ils ont trouvé des emplois modestement rémunérés qui correspondent à leur niveau de formation et à leur expérience. Ils ont rencontré de réelles difficultés, avec des périodes de chômage (30 % d'entre eux) ou avec des salaires inférieurs à leur niveau de formation. »

« Un bon diplôme, une solide formation technique sont des facteurs avérés favorables à une reconversion », selon l'OSD. « Mais l'absence de la réussite est la principale cause du départ des militaires. »

## L'armée de terre française commande ses premiers chars Leclerc

La Délégation générale pour l'armement (DGA), qui gère le matériel de la défense, a annoncé, samedi 5 septembre, la commande à GIAT-Industries d'une première tranche de soixante-huit chars de combat AMX-Leclerc, à livrer en 1993 et 1994, dans le cadre d'un programme d'achat pour le matériel de l'armée de terre française qui prévoit - comme l'avait annoncé M. Pierre Joxe - d'avoir 500 chars à la fin de 1997. Le premier régiment de chars de combat sera équipé de chars de combat AMX-Leclerc (Marte).

Le programme AMX-Leclerc a été lancé en 1982. Au lieu des mille chars prévus, il n'en reste que mille. Le programme AMX-Leclerc a été lancé en 1982. Au lieu des mille chars prévus, il n'en reste que mille. Le programme AMX-Leclerc a été lancé en 1982. Au lieu des mille chars prévus, il n'en reste que mille.

## Pour assurer la surveillance du golfe Persique

### Le Koweït achète à la France douze vedettes armées

L'émirat du Koweït, dans le golfe Persique, vient de passer commande aux chantiers navals français Simonet-Marine de douze vedettes armées de surveillance, pour une somme de 60 millions de francs. Ce contrat a été signé par l'intermédiaire de la SOFRESA, une société de commercialisation des armements français au Proche et au Moyen-Orient, qui, depuis le début de l'année, a réalisé avec plusieurs pays de la région un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs de commandes militaires. Il comprend également une assistance technique des spécialistes français.

Pour passer ce contrat, Koweït a attendu la conclusion d'un accord-cadre, intervenu en mai dernier avec la France, en matière d'échanges militaires. Au début de l'année, le même émirat avait acheté à la France pour 12 millions de francs d'équipements de plongée sous-marine à des fins militaires.

**(Publicité)**

**DIFFÉRENCES**

**NUMÉRO SPÉCIAL SUR LES ANTISEMITISMES**

**Septembre 1992**

Sixante-huit pages illustrées sur les répressions antisémites, celles du présent, en France et à l'étranger (Japon, États-Unis, Russie, Algérie). Avec des textes de Léon Follak, Jean-Paul Bertaud, Pierre-André Taguieff, Michel Soutou, Sylviane Dufour-Kamara, Paul Bouchet, Pierre Vidal-Naquet, Primo Levi, Jacques Chénou, Abdelhak Hadid, Michel Wierzbicki, Jacques Julliard, Marc Haffen, Charles Palant, Mireille et la collaboration d'Albert Memmi.

Un numéro neuf, précis, original, lucide, sur l'esprit d'un ouvrage. A commander au siège du MRAP : 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : 48-06-88-00. Prix : 40 F.







# Malivai Washington le conquérant

## La résurrection de Gianni Bugno

## Les résultats

## Revanches olympiques

## Jeune maître et vieille légende

10



*Les délices d'un conte africain  
et les délires d'une chronique provinciale*

■ Des inédits des Beatles inédits publiés. - Plusieurs titres inédits des Beatles devraient être publiés prochainement dans le cadre d'un grande anthologie des Beatles du groupe que préparent les compagnies EMI et Apple. Parmi ces chansons, on retrouvera des titres enregistrés en 1962, des légendaires «*Let It Be*» appartenant à la collection EMI, lorsque le groupe de Liverpool était à son apogée. - (Reuters)

**JEAN-MICHEL FRODON**

*Pupi Avati offre une jolie chronique douce-amère tandis qu'Agnieszka Holland fantasmait sur un fait divers*

DANIEL HEYMANN

Comment survivre au malheur? Comment vivre l'absence? Le sang a-t-il vraiment une voix? La famille élective n'est-elle pas plus forte que tout, et l'amour encore plus fort? Bonnes questions que cette histoire peut inspirer. Mais

*Un colloque préparatoire à des « Assises internationales du cinéma » s'est tenu au Lido. Passage éclair, et applaudi, de Jack Lang*

« Les intervenants qui lui emboîtent le pas élèvent très haut les spectres de la «standardisation» et de l'«auto-censure». Curieusement, on évoque plus souvent les méfaits de la distribution, et de la diffusion que les problèmes de création ou d'inspiration. Carlo Lizzani dénonce le système italien de distribution «paleolithique, infantile et incompetent», l'Argentin Fernando Solanas plaide pour «le droit de son peuple à connaître des films autres qu'américains», Gaston Kaboué, le Burkinabé, renchérit en demandant, lui, le droit du sien à «accéder à sa propre image».

Hilla la « virago de la libre circulation », chargée de diriger les négociations du GATT sur le droit moral des auteurs, condamne une fois de plus « l'étroite mortalité de la télévision », sa « concurrence déloyale », puis lance vigoureusement aux cinéastes assemblés : « Le mal vient aussi de vous-mêmes, des producteurs qui bradent leurs films aux chaînes pour des diffusions massives, de la surenchère dilapidant des budgets de cinquante

**Isabelle Huppert  
et Redjep Mitrovitsa  
à l'assaut  
de la Bastille**



Là, sous la direction de Claude Régy, deux acteurs sont au travail : Isabelle Huppert et Jean-Pierre L  aud. Ils paraissent si fragiles dans l'immensité, le monde d'un opéra sans mesure. Un monde né part    faire peur. Mais ni l'un ni l'autre n'ont peur. Chacun est un roi. Et l'opéra, c'est une zone impossible    atteindre et en même temps essentielle    ma vie», confie Isabelle Huppert. C'est la passion de la vie.

*Jeanne est un oratorio dramatique, « pont » entre le théâtre et l'opéra. « Si le théâtre est un chant parlé, ce que je crois, explique Radjep Mitrovitica, c'est le moment de le mon-*

OLIVER SCHMITZ

► Du 9 octobre au 31 octobre à 19 h 30 (en alternance). De 50 F à 495 F. Tél. : 44-73-13-00. Minitel : 3615 THEA puis OPERA.

On attend mieux en 1993. Sur la suggestion d'Étienne Sciolé, on rédigeait un article des statuts de la Biennale de Venise qui parle d'«activités permanentes» pour préparer les Assises de l'art prochain. Tout le monde se quitte assez content. Costa Gavras, qui a abandonné quelques heures le montage de son nouveau film (*«Vous verrez, c'est très bizarre»*), bazarde : «Il faudrait peut-être cesser de lancer des anathèmes.» Paix sur la lagune aux cinéastes de bonne volonté.

D. H.















هكذا من رايهم

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Générale vous informe

CADENCE 2  
Sicav obligataire française  
à revenus trimestriels

(Ouvrte au public le 1<sup>er</sup> décembre 1991)

3<sup>e</sup> dividende 1991/1992 :  
20,00 F, mis en paiement  
le 11 août 1992 (+ crédit  
d'impôt de 0,04 F pour les  
personnes physiques).

Objectifs de placement :  
Principalement investie en  
obligations françaises afin  
de distribuer un revenu  
régulier proche de celui du  
marché obligataire tout en  
préservant le capital sur  
moyenne période.



CONJUGIONS TALENTS.

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

PLAN  
D'ÉPARGNE  
EN ACTIONS

SICAV ELIGIBLES AU P.E.A.

Le **CA** Agricole communique que les Conseils d'Administration de :  
**UNIFRANCE ATOUT-FUTUR UNI-REGIONS**

ont décidé de rendre ces SICAV éligibles aux dispositions de la loi du 10 juillet 1992 relative au plan  
d'épargne en actions (P.E.A.)  
Ces SICAV ayant pris l'engagement de **CA** au minimum le pourcentage d'actions françaises  
prévu par la loi.

**CA** SEGESPAR

ÉCONOMIE

La France en panne de clignotants sociaux

La perte d'influence des syndicats provoque la défaillance des modes traditionnels de régulation.  
La crise de l'emploi domine le paysage de la rentrée sociale

La France sociale tourne au ralenti. Référendum européen oblige, le gouvernement a renvoyé plus tard l'examen des grands dossiers, l'approche des élections présidentielles incite les syndicats à la prudence et le climat général, hormis les séquelles de la loi Ruffin, apparaît plutôt calme. Pourtant, la montée du chômage comme l'incapacité collective à aborder de front la crise des régimes de retraite ou, à un degré moindre, l'assurance-maladie confirment que la société française ne parvient toujours pas à s'adapter aux conséquences du ralentissement économique. D'autant plus que l'affaiblissement des corps intermédiaires, la privation de clignotants sociaux fiables comme des moyens d'assurer l'expression organisée des mécontentements et leur règlement par la négociation.

En septembre 1991, les syndicats partaient en croisade contre la politique économique du gouvernement, certains (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FEN) tentant de jeter les bases d'un « pôle réformiste », d'autres (FO et CGT) lançant des appels à la grève. Totalement occulté par les prochaines échéances, politiques comme syndicales, l'automne 1992 n'est pas celui des grandes manœuvres. Alors que M. François Perrot, président du CNRS, assure que « la France doit échapper à la tentation d'interrompre le processus d'intégration européenne » et s'engager « en faveur du « oui », les syndicats déclinent le débat européen en ordre dispersé. Malgré son bilan (confirmer lors des dernières élections des conseils d'entreprise), la CGT met de côté ses velléités de contestation en questionnant son complexe son discours « réformiste » sur celui du Parti communiste. Le CFDT, favorable à la ratification des accords de Maastricht, est loin d'avoir jeté toutes ses forces dans la bataille et Force ouvrière, jadis considérée comme la plus engagée dans la communauté communautaire, se retranche derrière une prudente neutralité.

La peur  
du chômage

A l'approche des élections présidentielles du 1<sup>er</sup> décembre, qui pourraient bien se solder par un taux d'abstention record, les considérations prévalent visiblement. L'attentisme, il est vrai que l'accord réformiste l'UNEDIC - signé le 1<sup>er</sup> juillet entre le patronat, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC - a une nouvelle fois illustré le dilemme du syndicalisme français : accepter au nom du « réalisme » (en l'occurrence la pérennité du régime d'assurance-chômage) de renoncer sur des avancées sociales ou, au contraire, adopter une position de refus mais abandonner toute possibilité de peser sur le cours des événements.

Le silence des consciences se fait lors des discussions qui ont lieu au sein du gouvernement.

Le Parlement libyen adopte une loi sur la privatisation. - Le Congrès national du peuple, le Parlement libyen, a adopté une loi autorisant la privatisation des entreprises du pays, a annoncé jeudi 1<sup>er</sup> septembre la télévision. Selon celle-ci, la loi est d'application effective à partir du jour de sa promulgation, mercredi, et permet aux individus ou aux groupes d'exercer des professions libérales ou d'investir librement dans le secteur privé. Le dirigeant libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, avait annoncé qu'il « libérerait » les Libyens « l'entière liberté sur le plan économique » et préconisé notamment une « privatisation » de l'enseignement et de la santé pour répondre à leur peu d'efficacité. - (AFP.)

retraites de la Sécurité sociale. La constitution d'un fonds de solidarité (le Monde du 30 juillet) permettant à l'État d'assurer les dépenses d'assurance-vieillesse non directement liées au régime de cotisation - une occasion de confier aux partenaires sociaux, gestionnaires au titre de la « Sécurité sociale » - et de l'équilibre comptable - des autres prestations. Les syndicats, pour le patronat, sont-ils prêts à prendre en charge ces dépenses mais indispensables (calcul plus restrictif des pensions, allongement de la durée de cotisation) qu'aucun gouvernement n'a osé adopter ? ou qu'eux-mêmes n'ont jamais voulu ?

Rien ne dit que M. René Teulade, ministre des affaires sociales, parviendra à convaincre ses interlocuteurs qu'ils sont, finalement, mieux placés que lui pour assurer l'avenir de l'assurance-vieillesse. Pouvoirs publics et représentants de la « société civile » ne parviennent pas encore à avoir pris conscience que persévérer dans l'immobilisme ne peut qu'entretenir un sentiment de défiance, déjà bien ancré, à l'égard d'un système basé sur la solidarité.

En revanche, M. Teulade a bien trouvé un terrain d'entente avec les syndicats de médecine et les caisses d'assurance-maladie pour soumettre au Parlement, courant octobre, le dispositif de maîtrise des dépenses de santé - baptisé « suspendu » fin juin afin de ne pas troubler la préparation du référendum. A cet égard, l'annulation de la convention conclue par le Conseil d'Etat offre aux partenaires sociaux une marge de manœuvre pour négocier la répartition sur des bases plus solides, même si la faiblesse et la versatilité des organisations professionnelles du monde de la santé rendent aléatoire la réussite d'un mécanisme de rationalisation.

Dernier soul, et non des moindres, pour le ministre des affaires sociales : l'absence de reprise économique accélère la dégradation des comptes de la Sécurité sociale. Cette année s'achèvera avec un déficit de 7,2 milliards de francs, contre un excédent de 1,6 milliard en 1991. M. Teulade n'a pas exclu un « équilibre » qui l'amènerait dans les prochains mois à modifier la contribution générale (CG) ou les cotisations salariales. En attendant, au passage, verra-t-il les réformes de l'assurance-maladie et créer une prestation spécifique prenant en charge la dépendance des personnes âgées.

Enfin les entreprises, la situation de l'emploi. Malgré un léger reflux en juillet, la France compte 2,9 millions de chômeurs. La montée des licenciements économiques (près de 10 % en un an) n'incite pas à l'optimisme et l'on voit mal comment M. Pierre Bérégovoy pourra tenir les engagements qu'il a pris à l'égard des chômeurs de longue durée. Le ministre du travail, M. Martine Aubry, assure que les services aux familles ou aux consommateurs reculent d'importants gisements d'emplois et ne manque pas une occasion de s'en saisir.

Pékin interdit les institutions financières privées. - Le gouvernement chinois a interdit les institutions financières privées, affirmant en même temps les grands risques que celles-ci couraient à leurs clients de leur mauvaise gestion, a indiqué dimanche 6 septembre le journal les Nouvelles du consommateur chinois. Un décret a récemment été pris en ce sens par le gouvernement, a souligné cette publication. Ces agences de crédit se sont multipliées dans plusieurs régions chinoises afin d'accompagner le développement des entreprises privées. Les autorités chinoises ont en effet réformé le système financier du pays, mais pour conserver le contrôle, par le biais de la Banque populaire ou de la banque centrale. - (AFP.)

prendre au « réflexe licenciement » des employeurs. De son côté, le CNPF dénonce « des critiques stériles et sans fondement » et qualifie de « solution illusoire » le partage du travail proposé par le gouvernement. Mais avancer de réelle proposition alternative.

Mais que la peur du chômage contribue à freiner l'expression de revendications salariales, les derniers conflits illustrent encore les faiblesses des organisations représentatives. Au début de l'été, le soudain et interminable bras de fer des routiers contre l'instauration du permis à points a reflété non seulement le peu d'influence des syndicats (qui n'ont jamais « percé » cette profession) mais aussi l'incapacité des patrons du transport à exercer des pouvoirs publics à comprendre suffisamment la situation des travailleurs. La que, derrière l'objet du conflit, les relations du travail étaient en cause (qui est le maître, le patron ou le chauffeur, en cas d'infraction ?) la relation sur la vitesse ou le temps de conduite ?). Les patrons, il a fallu un épisode dramatique - la mort d'un routier - pour que soit abordé le lancinant problème des effectifs. Chez les dockers, la CGT s'accroche à un modèle d'organisation sociale totalement archaïque.

Manque  
de contre-pouvoirs

Selon l'Union des industries métallurgiques et chimiques (UIMM), la défaillance des modes traditionnels de régulation sociale, qui s'est manifestée par l'apparition de multiples coordinations, y compris dans les milieux agricoles, induit « un climat fragilisé de plus en plus imprévisible ». « C'est dév-

TOTAL : résultats du 1<sup>er</sup> semestre 1992

Les comptes consolidés de TOTAL qui seront examinés par le Conseil d'Administration du 22 septembre prochain font apparaître pour le 1<sup>er</sup> semestre 1992 les résultats suivants :

Résultats consolidés :	1 <sup>er</sup> semestre 1992	1 <sup>er</sup> semestre 1991	2 <sup>e</sup> semestre 1991
En millions de francs			
• Chiffre d'affaires	68 755	69 584	70 111
• Marge brute d'auto-financement	5 287	7 614	6 040
• Résultat opérationnel des secteurs d'activités	3 403	5 767	4 565
• Résultat net part du Groupe	1 906	3 047	2 200
• Résultat par action (en FF)	10,4	18,8	10,4

La baisse de 47 % du résultat net qui s'est établie par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1991, s'explique par la chute de 3 610 MF du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre 1991, s'explique dans un contexte économique difficile, où les espoirs de reprise de l'économie mondiale ne se sont pas confirmés. Cette conjoncture s'est traduite par une faible demande de produits pétroliers, en particulier dans les pays de l'OCDE, et par un niveau déprimé des prix et des marges. Les effets en sont accentués par la faiblesse croissante du dollar vis-à-vis des monnaies européennes : stable en moyenne semestrielle (5,48 F contre 5,55 F en 1991), il clôture à 5,13 F contre 6,14 F au 30 juin 1991.

La baisse des résultats qui s'est établie dans l'ensemble de la profession, par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1991, doit être appréciée dans le contexte de la situation particulière créée par la guerre du Golfe qui avait porté à un niveau exceptionnel les marges de raffinage du 1<sup>er</sup> trimestre 1991.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des secteurs d'activités du Groupe se situe à un niveau comparable à celui du 1<sup>er</sup> semestre 1991. L'analyse par secteur montre une légère baisse du chiffre d'affaires des activités pétrolières dont l'augmentation des volumes n'a pas compensé la baisse des prix. En revanche le chiffre d'affaires de la chimie a sensiblement progressé, au-delà de l'indépendance des acquisitions réalisées.

La marge brute d'auto-financement s'établit à 5 287 MF contre 7 614 MF au 1<sup>er</sup> semestre 1991. Le bénéfice net par action passe de 18,8 F à 10,4 F. Ce chiffre prend en compte la progression de 10 % du nombre d'actions depuis un an. L'impact des éléments exceptionnels sur les résultats est très faible comme au 1<sup>er</sup> semestre 1991.

Résultat opérationnel par secteur d'activité :  
Le résultat opérationnel s'établit à 3 403 MF et se décompose de la façon suivante :

En millions de francs	1 <sup>er</sup> semestre 1992	1 <sup>er</sup> semestre 1991	2 <sup>e</sup> semestre 1991
• Exploration et Production	1 315	1 418	1 521
• Trading et Moyen-Orient	304	542	495
• Raffinage et Distribution	932	3 084	1 784
• Chimie	852	723	765
TOTAL	3 403	5 767	4 565

Le secteur Exploration-Production dont les résultats sont voisins de ceux du 1<sup>er</sup> semestre 1991, a vu sa production s'accroître. Calculée selon les normes SEC, cette production a augmenté globalement de 9 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1991, dont 7 % pour le gaz (5,0 Gm<sup>3</sup> contre 4,7 Gm<sup>3</sup>) et 12 % pour l'huile (3,8 Mt contre 3,4 Mt). Les prix de vente moyens du brut et du gaz ont baissé respectivement de 10 % et de 6 % sur la même période.

La baisse du résultat du secteur Trading Moyen-Orient s'explique surtout par l'impact de la chute des taux de fret (-40 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1991) qui a pesé sur les résultats du Transport Maritime et, de façon indirecte, sur ceux du trading de produits dont les marchés internationaux étaient au demeurant très déprimés. Par ailleurs, la production de pétrole brut au Moyen-Orient a diminué de 5 % (7,5 Mt contre 7,9 Mt), en particulier aux Emirats Arabes Unis.

Le secteur minier, maintenant rattaché au secteur Trading Moyen-Orient, a confirmé son retour à la rentabilité.

Le secteur Raffinage-Distribution est responsable de l'essentiel de la chute du résultat opérationnel. Le semestre a surtout été marqué par :  
- une baisse importante des marges de raffinage en Europe. En moyenne, la marge dégagée par une raffinerie européenne complexe est passée de 5,2 \$/b au 1<sup>er</sup> semestre 1991 à 2,1 \$/b au 1<sup>er</sup> semestre 1992. Ce faible niveau, dû à une conjoncture déprimée et à un fort niveau des stocks en début de période, s'est maintenu durant l'été ;  
- le maintien de faibles marges aux États-Unis au 1<sup>er</sup> trimestre.

Il faut toutefois noter le bon comportement de la distribution en Europe grâce à l'accroissement des parts de marché et à la poursuite de l'effort de rationalisation, qui ont permis d'augmenter la productivité du réseau. La croissance des ventes d'essence sans plomb contribue à cette évolution.

Le secteur Chimie confirme sa progression malgré la faiblesse des prix de ses marchés. L'augmentation du résultat est obtenue grâce aux très bonnes performances d'Hutchinson, au bon niveau de rentabilité dans les peintures et aux progrès importants réalisés dans les résines et les encres en raison notamment des actions de productivité entreprises depuis deux ans. Les investissements bruts du Groupe se sont élevés à 7 891 MF contre 8 582 MF au 1<sup>er</sup> semestre 1991.

Le ratio d'endettement ressort à 30 % au 30 juin 1992 contre 31,5 % au 30 juin 1991. Il avait été de 25 % au 31 décembre 1991 après l'augmentation de capital réalisée en octobre.

TOTAL Société Mère : le bénéfice s'élève à 3 047 MF, contre 2 273 MF au 1<sup>er</sup> semestre 1991.



TERMINALE  
PILOTE BAC B  
Prépa intégrée  
Sciences Po  
ou école  
de commerce  
INSTITUTION  
FRILLEY

Première Prépa HEC créée en 1864, l'Institution FRILLEY bénéficie de 138 ans d'expérience et d'un réseau de 100 000 anciens. Une tradition de qualité suivie par la rigueur désormais aussi au service des jeunes qui veulent réussir le BAC B et intégrer la même année Sciences Po ou une école de commerce telle que CEFAM, CESEM, EBS, EPSCI, ESSCA, ICD, ou accéder ensuite au meilleur niveau d'une prépa HEC.  
Institution Frilley :  
63 avenue de Villiers, 75017 Paris.  
Tél. 42 67 81 18







c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demande - p : prix précédent



[illegible]

Les températures auront leur plus-part dans les régions un avant-goût d'automne : les minimales seront comprises entre 7 et 10 degrés sur la moitié nord, entre 11 et 14 sur le midi jusqu'à 17 sur le littoral méditerranéen ; quant aux maximales, elles seront le plus souvent comprises entre 17 et 20 degrés, atteignant cependant encore 23 à 28 degrés sur les régions méditerranéennes.

Le vent sera partout faible à modéré du secteur ouest ou nord-ouest, un peu soutenu sur les côtes de la Manche.

<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>N</b>	<b>O</b>	<b>P</b>	<b>T</b>	<b>*</b>
averse	brume	ciel convect	ciel degage	ciel mitigeux	orage	pluie	temple	usage

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 1 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

## Seigneurs et bûcherons

vous hebdomadaire, on peut déjà qu'il sera insupportable. L'insupportable, l'éternel public des fatuités, des vanités, des complaisances et des conivances. Et en même temps, qu'on y replongera comme dans un bol de cacahuètes tant pour vérifier que cet univers vertigineux est bien vide qu'il a l'air.

Tandis que la télé se voit si belle en son écran et que les fresques de ses petits-enfants l'ont rendue si douce, elle a d'incompréhensibles années folles, deux tectoniques

possédés s'étaient  
côte à côte. Pivots. Deux  
bûcherons massifs, un Russe  
un Roumain, Pavel Lounguine et  
Lucian Pintilie, réalisateurs respec-  
tifs de deux films, *Luna Park* et *La*  
bandes de skinheads moscovites  
du post-communisme. Le second,  
Roumanie.  
Deux torrents, violence brute  
et de satire amère. Les deux bar-

bus laissaient entrevoir un cinéma ■ la tronçonneuse et à la mitrailleuse, un cinéma des pogroms et ■ d'un continent en fusion ■ en émergence, ■ nôtre, l'autre Europe. Dans ■ français appliqués mais

pur et à tout prendre miraculeux, les deux bûcherons nous rappelaient que quelque part, ■ bonne distance des petits fours et des ■ peuples ont froid et faim et apprennent tranquillement ■ haïr. Il est des pays où l'histoire continue de s'écrire dans la neige et le sang.

Un des invités de Pivot, Philippe Labro, note qu'au même moment, la France célèbre la sortie du dernier Sautet : les **■■■■■** d'une violoniste et de deux luthiers, du coussu main, qualité France. A notre corps défendant, on se sentit alors presque coupable d'aimer Sautet et nos restaurants à nappe blanche et nos jardins tranquilles.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 7 septembre

**23.20** **Le Désert**  
Magazine : Les Arts : L'art en mouvement  
d'Alain Jaubert : L'amore à Torino, d'Alain  
Jaubert : Le temps de voir..., de Pierre Co-  
libouf : Beaubourg 3, d'Alain Jaubert  
Michel : La Beyron.

**CANAL PLUS**

**20.35 Cinéma :**  
**La Belle Noiseuse.** ■■■■  
Film franco-suisse de Jacques Rivette  
(M). Avec Michel Piccoli, Emmanuelle  
Béart, Jens Birkin. (Version courte.)

**22.40 Flash d'Informations.**

**22.45 Documentaire : Année 80,**  
**le journal du nouveau réalisme.**  
De Brigitte Comand et Mathias Ladoux.

**23.45 Cinéma : Dilettante.** ■■■■  
Film français de Jean-Pierre  
Carré (1990). Avec Dominique Pinon, M.  
Lemaire, Dossigne, Jean-Claude Dreyfus.

**M6**

**20.45 Cinéma : Vampire,**  
**vous avez dit vampire ?**  
Film américain ■■■■ Tom Holland (1988)  
Avec Chris Sarandon, William Regalado,  
Amanda Beaupre.

**22.30 Téléfilm : Partie gagnante.**  
De Jerry London, avec Whoopi Goldberg,  
Dorlan Harwood.

**0.10 Cinéma : Culture rock.**

**ARTE**

**20.40 Cinéma :**  
**Wozzeck en scène.** ■■■■

**22.05** Cinéma : *Notturmo*. □ Film franco-autrichien ■ Fritz (1988). Avec Udo Samel, Daniel Olbrychski, Michaela Wiedmann.

## FRANCE-CULTURE

<b>21.30</b>	<b>Avignon 92.</b> Le Puppelle fragmentaire Joséphine et son... de Jean-Michel Michonoff.
<b>22.40</b>	<b>La Radio dans les yeux.</b> L'actualité du cinéma. Avec Thierry Jousseau, Antoine de Beaque, Laurence Givernet.
<b>0.08</b>	<b>Du jour au lendemain.</b> Avec Michèle Lagny (De l'histoire d'un cinéma).
<b>0.60</b>	<b>Musique : Code.</b> Lighthouse Hopkins (jusqu'à sa 11 septembre).

## FRANCE-MUSIQUE

**20.30** Concert (en direct d'Utrecht) : Requiem pour solistes, chœur, cordes et basse continue, Vivaldi pour violons, chœur, cordes et basse continue, de Biber, par le Chœur et l'Orchestre baroque d'Amsterdam dirigé par Ton Koopman. A 22.15, Musique en direct du Japon, du Sémajari d'Indonésie, du Maroc.

**23.09** *Ainsi le nuit*, par Anne-Marie Roby, Trio n° 3 en sol majeur K 496, de Mozart ; Cuesac et cordes en fa majeur, op. 74 n° 2, de Haydn.

**0.30** *Dépêche-notes*.

**0.33** *L'heure Héro*.

## Mardi 8 septembre

Au pays de l'or noir, de Stéphane Bernas  
cont. avec les voix de Thierry Wermuth  
Christian Félissier.

**21.40 Magazine : Faut pas rêver.**  
Egypte : danseuses orientales, koles et  
parades, de Patricia Micalet et Laurent Des  
sauts : Pyénées : pays aux deux visages, de  
Corinne Glowacki et Philippe Bigot ; Pérou  
Quollor'it, le père ! ■■■ hommes ours  
de Jean-Javier de Lenclos et de Thierry d  
Lenclos.

**22.35 Campagne pour le référendum.**

**22.50 Journal et Météo.**

**23.05 Sport : Premier Raid Paris-Moscou.**  
Pécin.

**23.10 Courts métrages : Libre Court.**  
Faux et usage de faux, de Frédéric Varlet  
Hermann Heintel, onthologique, de Jacques  
Mitsch ; Alain Lacroix, sociologiste, de  
Jacques Mitsch ; Histoire d'ogre, de Marcel  
Digout ; L'Artiste, de Serge Thébaud ;  
Madame Piri, de Jacques Mitsch.

**CANAL PLUS**

**15.15 Magazine : Télé's dimanche.**  
Présenté par Michel Denize (rediff.).

**16.10 Cinéma :**  
■ ■ ■ *Topo et le Showgirl.* ■ ■ ■  
■ ■ ■ britannique de Bernard Rose (1990)  
Avec Emily Lloyd, ■ ■ ■ Sutherland, Patric  
Kensit.

**17.50 Sport : Tennis.**  
Don des Etats-Unis, résumé.

**18.00 Canaille peluche.**  
Don Coyotes ■ Sancho Panda.

**■ ■ ■ En clair jusqu'à 20.35**

**18.30 Ça cartoon.**

**18.50 Le Top. Florent Pagny, « Tue moi ».**

**19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.**  
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de  
Carnot. Invité : Nicolas Viciot.

**Le Journal du cinéma.**  
Présenté par Isabelle Giordano.

**20.35 ■ ■ ■ Celine blanc.** ■ ■ ■  
■ ■ ■ de Philip Noyce (1989)  
■ ■ ■ Sam Neill, Nicole Kidman, Billy Zane.

**22.05 Flash ■ ■ ■**

**22.15 C ■ ■ ■**  
■ ■ ■ La Valse des pantins. ■ ■ ■  
■ ■ ■ américain de Martin Scorsese (1983).  
■ ■ ■ Robert De Niro, John Lee, Diahnne  
Abbott (v.o.).

**M 6**

**14.20 Magazine : Destination musique.**

**17.15 Jeu : Zygopops.**

**17.35 Série : Campus Show.**

**18.05 Série : Torrance mécanique.**

**19.00 Série : Les Rouges du paradis.**

**19.54 Six minutes d'informations. Météo.**

**20.10 Série : Madame est servie.**

**20.45 Téléfilm : Un chien pour deux.**  
De Michael Landon, avec Michael Landon,  
Victor French.

**22.25**

Film italo-espagnol de Sergio Corbucci (1967). Avec Franco Nero, Lorenzana Nussli, Jose Bolea.

**ARTE**

- 17.00** **Téléfilm :**  
**Crime et Châtiment**  
D'André Weis (1991, 100 min., 16/9)
- 19.00** **Court métrage :**  
**Pourvu qu'on ait l'ivresse.**  
De Jean-Daniel Poller (N), (tradit.).  
De Sur Saint.
- 19.30** **Documentaire :** **Famille 87,**  
De Sur Saint.
- 20.30** **1 1/2 Journal.**
- 20.40** **Soirée thématique :**  
**Eugène**  
Pierre-André Boutang (tradit.).
- 20.41** **Documentaire :** **La Cantatrice.**  
Présentation du personnage Ionesco.
- 21.00** **Théâtre :** **Les Chaises.**  
Pièce d'Eugène Ionesco, mise en scène  
Jean-Luc Boutès, avec Denise Gence,  
Dux.
- 22.20** **Documentaire :** **Eugène**  
De Jill Evans.
- 23.10** **Documentaire :** **Katéidoscope.**  
De Philippe Nahon.
- 23.25** **Théâtre :** **Le Lazot.**  
Pièce d'Eugène Ionesco, mise en scène  
Sylvain Dhomme.
- 01.30** **Documentaire :**  
Extrait du dernier discours officiel d'Eugène

**FRANCE-CULTURE**

**11.30** **Legio patria nostra.**  
La Légion étrangère (rediff.).

**22.40** **Musique : Les Nuits magnétiques.**  
Du sud au nord : ornamances : médicament  
et autres remèdes. 1. La reine des prés  
seule pleureur.

**11.15** **Du jour au lendemain.**  
de Jean-Louis Leroy (Madame X).

**0.50** **Musique : Coda.**

## FRANCE-MUSIQUE

**20.30** Concert (donné le 13 août, lors du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Sonate pour piano op. 31 n° 1 en ré majeur, Sonate pour piano op. 35 n° 1 en ré mineur, Sonate pour piano op. 35 n° 2 en sol mineur, Sonate pour piano op. 35 n° 3 en ré mineur, Sonate pour piano op. 35 n° 3 en ré mineur, Dussak, ■ Andreä Staler, piano.

**22.00** Les Voix de la nuit. Par Henri Gounod. Le Médécin malgré lui, extrait, de Gounod.

**23.00** Les Deux Trios. Trio pour piano, clarinette, et violoncelle, d'André Rieu, Trio pour piano, violon et violoncelle n° 1 en fa majeur op. 18, de Saint-Saëns.

**0.30** Informations.

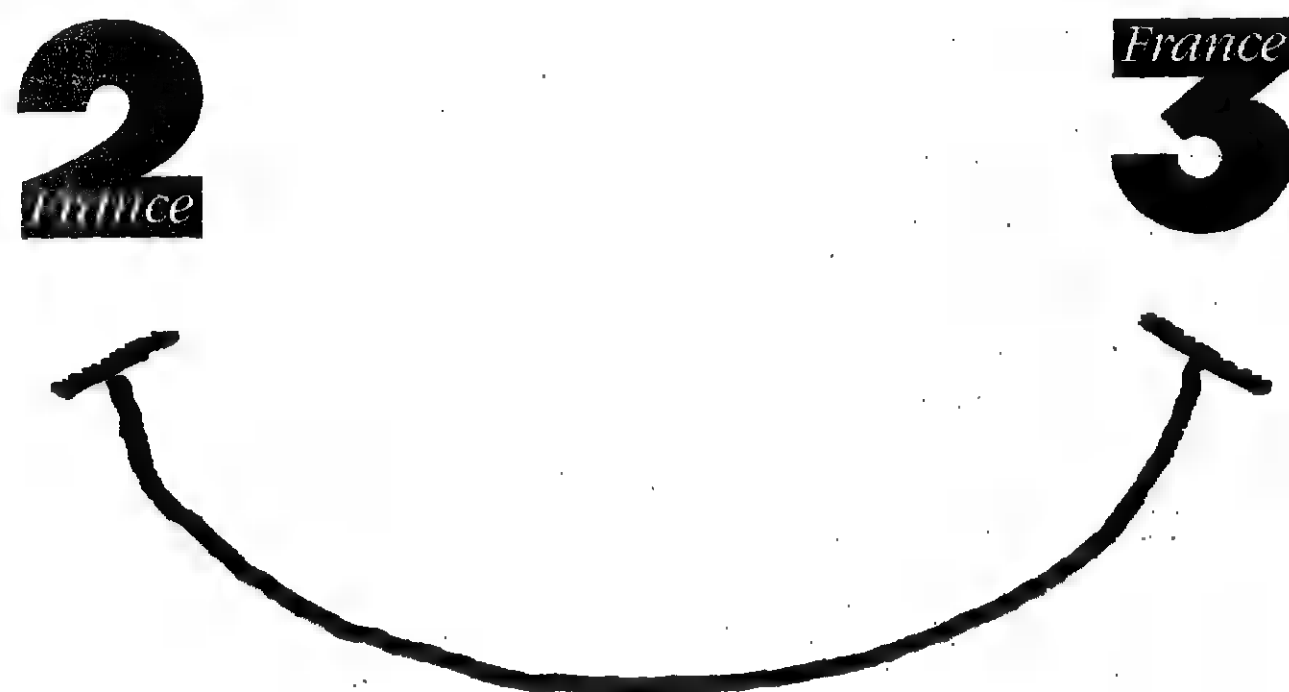
**0.32** L'Écho.







هكذا من الإلهام



Aujourd'hui 7 septembre 1992, la télévision publique change. Elle adopte une enseigne commune : France Télévision. Chacune des deux chaînes, clairement identifiée, porte un nouveau nom : Antenne 2 devient France 2, FR3 devient France 3. Ce changement constitue notre engagement au service des téléspectateurs et des citoyens. Allumez votre poste sur France 2 et France 3, vous le vérifierez.

Engagement, d'abord, de fidélité aux valeurs et aux missions du service public. Ces nouveaux noms aux couleurs de notre pays expriment la légitimité de la télévision publique, son ancrage dans la collectivité nationale, sa volonté de faire une télévision originale au service de tous.

Engagement, ensuite, de complémentarité entre France 2 et France 3.

En mutualisant en commun les moyens respectifs des deux chaînes pour révéler de nouveaux talents, investir dans la création et renforcer la qualité des émissions, France Télévision veut proposer la meilleure télévision au public.

En diversifiant l'offre, en relayant d'une chaîne à l'autre les grands événements du monde, en partageant les rôles pour satisfaire les attentes contrastées des téléspectateurs, France Télévision veut rapprocher les chaînes des publics.

Les liens qui unissent les chaînes de France Télévision et leurs téléspectateurs ont toujours été forts et marqués par la confiance. Ils doivent être renforcés encore pour que France 2 et France 3 soient plus que jamais la télévision pour tous.

2  
France Télévision  
3



هكذا من ربح

# Le Monde

France  
3

## L'impossible pari ■ Pierre Bérégovoy



En promettant de créer 100 000 emplois de longue durée avant le 1<sup>er</sup> novembre, le gouvernement a sans doute eu des difficultés. Les premiers résultats laissent mal augurer de l'avenir.

page 27

## Quand les magnats helvétiques divorcent



Les démissions conjuguées de Marc Rich (négoce), et de Rudolf Sprüngli (chocolats Lindt et Sprüngli), deux hommes d'affaires de premier plan, ont senté la presse à scandale suisse, et aussi les milieux financiers.

page 31

## Le textile trahi par Bruxelles



Les principaux patrons européens du textile ont tenté en vain de convaincre la Commission de Bruxelles. Motif : le renouvellement des quotas d'importation, fixé par le Communauté économique européenne du GATT.

page 35

MODE D'EMPLOI	26
Finance : Humour, par José Doyère.	
La cote des mots. Bloc-notes.	
ACTUALITÉ	27 et 28
Sous-entendu à la City.	
POSSIBLES	30
L'OCDE.	
PERSPECTIVES	31 à 33
Reading, La Mecque américaine des bonnes affaires. Les grands chantiers de Taiwan.	
OPINIONS	34 et 35
La chronique ■ Paul Fabre. Livres.	
■ lecture. L'UEM, une	
■ lecture. Paul Kirch.	
CONJONCTURE	36
L'emploi : nouvelle dégradation. La	
■ : assombrissement. La	
■ : reprise avec faux-col.	

# L'ÉCONOMIE

## Les salades miraculeuses de Santiago

Au Chili, la lutte contre la pauvreté passe par le développement de technologies « populaires » comme la culture sans terre

correspondance

Le contraste saisissant ces deux petites arrières-cours séparées par un grillage dans le bidonville chilien de La Pinera. La première présente le trop habituel spectacle d'une parcelle-boue jonchée de déchets. La seconde est toute différente : des cages, des pneus coupés en leur moitié, couverts de sacs plastiques, des sacs poubelles sont suspendus aux murs de tôle et de planches. De ces étranges récipients émergent de splendides salades, des brocolis, des radis, des choux-fleurs et toute une variété d'autres légumes. Leurs racines, entourées de petites éponges, baignent dans une eau additionnée d'une solution chimique, sous une feuille de polyester.

Si Manuel, les habitants de ce baraquement, sont les artisans de ce potager miraculeux, l'ingénieur en est un ingénieur chilien, Manuel Marulanda. Il n'en a pas à son coup d'essai : il a lancé la culture hydroponique (hors sol, dans des solutions nutritives) son pays en 1985, pour l'exporter au Venezuela, au Salvador, au République dominicaine, au Panama et au Costa-Rica. Chaque fois dans le cadre de projets soutenus par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Encouragée par le succès des expériences précédentes, l'organisation l'a fait au Chili.

Bruno Andrieu

Lire la suite page 53



## Le duel Sony-Philips

En lançant ensemble, il y a déjà dix ans, le disque compact, le japonais Sony et le néerlandais Philips avaient donné à l'électronique grand public une « locomotive » qui a tiré le marché pendant les années 80. Mais depuis, aucune autre nouveauté n'a vraiment pris le relais, et les fabricants subissent de plein fouet la récession mondiale. Chute des ventes et des bénéfices, suppressions d'emplois, tous sont touchés, y compris les géants asiatiques. Aujourd'hui, les deux anciens alliés contre-attaquent mais en ordre dispersé. Objectif : remplacer la traditionnelle et vieillissante cassette audio par des produits neufs dotés de son numérique. Le minidisc de Sony affrontera dès l'an prochain le compact numérique (DCC) de Philips, lequel tente en outre d'imposer seul sur le marché vidéo le disque compact interactif (CDI).

Lire page 28 l'article de Pierre-Angel Gay

## Le réveil du Vietnam

Sans attendre la levée de l'embargo américain, ce pays si pauvre s'est remis au travail, aidé par les retrouvailles des Chinois d'outre-mer. Peut-il devenir dans dix ans un nouveau tigre asiatique ?

HO-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

AN-DONG, le supermarché de Cholon, a ouvert ses portes sans attendre que les travaux du deuxième étage terminés. Il a fallu mettre des gardes au premier escalier roulant du Vietnam, qui conduit au rayon de l'habillement, pour empêcher les visiteurs de passer leur temps à monter et descendre. Le sous-sol est un royaume de la « bouffe » asiatique, avec ses viandes laquées, ses sucreries et ses viandes laquées. A quelques centaines de mètres de là, on trouve un ensemble, Khu Binh Tay, qui comprendra des restaurants, des magasins et un hôtel.

A Nguyen-Tri-Phuong, bordée de petits commerces contigus de quatre étages, réservés à des appartements. Le vieux marché de ce quartier de Ho-Chi-Minh-Ville, le Kim Bien, est le lieu de rencontre et des pensionnaires

sont provisoirement dispersés dans les rues avoisinantes où leurs échoppes s'entassent dans un chaos de passages étroits et grouillants de monde.

A Cholon vivent, selon les statistiques, un demi-million de Chinois, qui ont retrouvé ces derniers mois. Sur les grandes avenues, les produits de l'électronique la plus moderne débordent des trottoirs. Les restaurants A-Dong et Aro-En-Ciel, autrefois, les fait paraître neuve et offrent de nouveau des centaines de couverts. Dans le quartier et le long boulevard Tran-Hung-Dao, qui relie au centre de Ho-Chi-Minh-Ville, les bâtiments se multiplient. On remet même en état des bâtiments, naguère utilisés par les Américains, pour accueillir les légions d'hommes d'affaires qui débarquent, désormais, des avions de Cathay Pacific et de Singapore Airlines. Hongkong, Singapour et Taipei, les métropoles chinoises de la région, ont relancé leurs liens avec la communauté chinoise du Vietnam beaucoup plus l'aise depuis

qu'elle ne se retrouve plus dans l'état de guerre entre Pékin et Hanoï.

QUARANTAINE TERMINÉE ■ Ainsi, les retrouvailles des Chinois d'outre-mer, qui comptent parmi les principaux moteurs du développement économique en Asie du Sud-Est, se font au Vietnam : un oublié du développement est sorti d'une longue léthargie. Les seuls Américains, peut-être avec moins d'entraînement par le passé, entendent le réveil.

L'ancienne Saigon-Cholon, une métropole de cinq millions d'habitants rebaptisée Ho-Chi-Minh-Ville en 1975, avec ses nombreux magasins, hôtels, restaurants, cafés, en constitue la meilleure illustration. Il y en a pour tous les goûts, chinois, japonais, coréens, occidentaux.

Jean-Claude Pomonti

Lire la suite page 32

## 1<sup>re</sup> année d'université, erreur d'aiguillage ?

INTÉGREZ L'AFIG ! Année de formation initiale à la gestion préparant à l'entrée des 2<sup>es</sup> cycles de l'Institut Supérieur de Gestion

Clôture des inscriptions le 25 septembre 1992

GROUPE

ISG

Pour tout renseignement, contacter le 01 45 53 60 00



## MODE D'EMPLOI

## FINANCE

## La Bourse à qui perd gagne

Depuis juin, la Bourse de Paris perd du terrain, en dépit d'un récent sursaut. Mais cela n'empêche pas certaines actions de tirer leur épingle du jeu. Palmarès des gains et des pertes

UX premiers jours de janvier, le marché boursier, stimulé depuis le début de l'année par le dynamisme de Wall Street, paraissait prometteur. Les analystes les plus pondérés sur une hausse annuelle oscillant entre 12 et 15 points à 20 au cours du premier trimestre. Mais l'euphorie a fait long feu. Après quelques mois de hausse, l'indice CAC 40, progressant de 15 %, culminait le 11 mai à 1 077,39 points et s'apprêtait à battre un record historique. Le doute commençait à s'insinuer dans les esprits professionnels de la finance. L'atonie de l'économie mondiale, la hausse des taux d'intérêt allemands, les incertitudes sur la chute du dollar en août sapèrent le moral des investisseurs.

Tant et si bien que, à la fin de l'année, jusqu'à la mi-juillet, l'évolution du CAC 40 devint négative. En l'espace de trois mois (juin, juillet, août), l'indice perdait 17 points, pour tomber mardi 25 août à 1 067,72 points. Il se reprenait le lendemain pour atteindre son niveau du début de l'année.

Cette performance, cependant, selon les évolutions très différentes de la Bourse, selon le type d'activité. Sur le quinzaine de septembre, cinq d'entre eux font mieux que la moyenne etregistrent des performances positives. Il s'agit des branches métallurgie-mécanique, électricité-électronique, industrie de consommation non alimentaire, distribution chimie, cette dernière progressant même de 15 %.

**LANTERNES ROUGES** En revanche, du côté des lanternes rouges, figurent, avec des baisses allant jusqu'à 20 %, les secteurs de l'immobilier, le foncier et, dans une moindre mesure, les valeurs pétrolières. L'événement, à la fin du premier trimestre, a été la diffusion de la crise immobilière dans les valeurs du CAC 40. L'importance des provisions prises par les établissements financiers, la baisse des prix liés à l'immobilier et le niveau particulièrement élevé des dividendes ont pesé sur les yeux des investisseurs.

La récession a également pesé sur les performances des valeurs immobilières. C'est notamment le cas d'Oliver, le holding de M. Christian Pellerin, qui a cédé 42 % depuis le début de l'année. Unibail, le holding de l'UIC perdait sur la même période plus de 30 %. Mais, parmi les quinze valeurs les plus dépréciées du marché à règlement mensuel, six sont liées de près ou de loin à l'immobilier.

LES GAGNANTS	LES PERDANTS
CSE	Centrest... - 63,5 %
Mérieux	Dynaction... - 50,8 %
Michelin	Euro Disney... - 50,3 %
Plastic Omnium	Dev. rég. Sud-Est... - 47,5 %
Bafip	Majorette... - 44 %
Géophysique	Valloire... - 42,5 %
Primagez	Oliver... - 42 %
MMB	Compagnie Bancaire... - 41,5 %
Nord-Est	Via Banque... - 40,5 %
Lafayette	UGC... - 40,4 %

Les dix plus fortes hausses et les dix plus fortes baisses des actions françaises du marché à règlement mensuel depuis le 31-12-91 (au 2-9-92).

Compte également de leurs engagements immobiliers, du niveau des activités, du crédit n'ont pas été à la hausse. Ainsi, la Compagnie bancaire, Via Banque, le Comptoir d'entrepreneurs, le Crédit foncier de France, Suez et Paribas abandonnent entre 10 et 40 %. Les valeurs d'échappée pas à cette déflation envers la pierre et des compagnies comme UAP, AGF et le GAN perdent entre 10 et 30 %. De l'avis général des analystes, ces secteurs ont peu d'avenir de se relever avant la fin de la crise de l'immobilier. Réputé comme étant insensible à la conjoncture, le secteur des assurances, le luxe n'échappe pas à la tendance générale et aux conséquences de la chute du dollar et à la baisse de la consommation aux États-Unis et au Japon. Les valeurs comme LVMH, Hermès

Dior et Clarins sont en baisse de 10 % à 20 %. Mais elles sont devenues en quelque sorte « cycliques », c'est-à-dire sensibles à la reprise de l'activité.

Victimes également de la longueur de l'économie mondiale et du tassement du prix du pétrole, les pétrolières ont vu leur cours baisser. C'est notamment le cas de Elf-Aquitaine, qui a perdu respectivement 14 et 17 %.

Mais, dans la foulée, les performances globales des valeurs ont su tirer leur épingle du jeu. Le CAC 40 a été investi par les gestionnaires britanniques de préférence à une stratégie de « stock picking », de sélection des valeurs, plutôt que de jouer le marché. Les valeurs d'ensemble semblent donc avoir été jugées judicieuses. Les titres solides, ceux de portefeuille, ont progressé appréciablement. C'est le cas de l'Air liquide, qui gagne 11 %, Saint-Gobain, en hausse de 10 %, et Alcatel-Alsthom, en progression de 7 %. Le certificat d'investissement Rhône-Poulenc peut être placé dans cette catégorie et a gagné, lui, plus de 20 %. Mais, oublier aussi le titre Michelin (+56,7 %), qui, après une descente en enfer l'an dernier, reprend le terrain perdu, mais essor, qui progresse de 34 %.

Enfin, au début de l'année, dans leurs prévisions, les analystes avaient, d'ici l'été, complètement révisé. Les rares gestionnaires présents se refusent à envisager le pire. Ils estiment que le marché est à ses plus bas niveaux, avec un PER (Price earning ratio), rapport du cours sur les bénéfices, revenu autour de 12. Une prudence qui s'explique notamment par la succession d'événements politiques, les élections sur Maastricht à l'élection présidentielle américaine en novembre. Ce qui promet une année avec de nombreuses incertitudes. Mais cinq ans après le krach d'octobre 1987, on envisage un rebond d'ampleur. Certains optimistes invétérés évoquent même à nouveau la reprise... mais pour 1993.

Dominique Gallois et Eric Leser

## HUMEUR ■ Par Josée Doyère

## Les angoissés des sondages

VOUS n'en avez pas assez des sondages ? Alors, moi, si. J'en ai plus qu'assez. Les sondages autour de 50/50 pour un « oui » ou pour un « non », les multipliant tellement qu'on en a eu assez. C'est logique, complètement contradictoire. C'est logique, d'ailleurs, qu'ils soient contradictoires : chacun sait que le sondage d'erreur est de 2 %, ce qui rend complètement insignifiants les résultats.

En plus, le 52/48, qui semblait complètement gonflé à 40 %, s'est effondré. On occupe tout le débat politique, qui est de savoir si les Français veulent une Europe puissante, une Europe riche, face aux géants que sont les États-Unis et le Japon - ou bien s'ils sont prêts à se laisser dominer par le marché. Le contenu du traité, les arguments en sa faveur ou en sa défaveur devraient être débattus d'une manière grave.

Et puis, les sondages, apparemment décidés, ne les empêchent pas de changer d'avis en presque quinze jours. Et même la veille du scrutin. On se demande si les sondages vraiment fiables à l'avenir. Le sondage ne peut pas être, comme indiqué plus haut, portant sur des faits et non sur des intentions.

Et les abstentionnistes, alors, ceux qui décident d'aller à la pêche, que feront-ils ? Il me semble avoir entendu sur une radio qu'une de leurs associations les appelait à voter, mais je ne me souviens plus si c'est pour ou contre le fameux traité. Où allons-nous, en France, si les pêcheurs à la ligne renoncent à surveiller le bouchon pour se précipiter aux urnes ?

Tout cela devient dérisoire. Les sondages multiples donnent aux Français l'impression de manipuler l'opinion publique, sous prétexte de la servir. On occupe tout le débat politique, qui est de savoir si les Français veulent une Europe puissante, une Europe riche, face aux géants que sont les États-Unis et le Japon - ou bien s'ils sont prêts à se laisser dominer par le marché. Le contenu du traité, les arguments en sa faveur ou en sa défaveur devraient être débattus d'une manière grave.

Et puis, les sondages, apparemment décidés, ne les empêchent pas de changer d'avis en presque quinze jours. Et même la veille du scrutin. On se demande si les sondages vraiment fiables à l'avenir. Le sondage ne peut pas être, comme indiqué plus haut, portant sur des faits et non sur des intentions.

## Rectificatif

Les lecteurs méritants auront remarqué que plusieurs erreurs ont été commises dans le numéro du 1<sup>er</sup> septembre. Il ne s'agit pas, hélas, du dernier jour de l'année. Les erreurs, les six graphiques de la production industrielle, dépourvus de titres, devaient être lus dans le même ordre d'habitude, c'est-à-dire de gauche à droite : Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, États-Unis, Japon. À la rubrique « Secteur », les deux courbes de la production industrielle européenne qui permettaient de porter un jugement, le plus sûr possible, sur tous les autres jugements.

D'autre part, l'article de François Rachline publié sous le titre « Opinions » sous le titre « Misme de la prévision » a été malencontreusement amputé de sa conclusion. L'auteur y développait l'idée que la prévision ne peut pas être l'anticipation d'un événement, mais qu'elle est une situation dont les acteurs pensent qu'elle arrivera : « Dans un monde complexe comme le nôtre, anticiper consiste donc plus seulement à établir des prévisions, mais à se préparer à ce que les événements qui permettront de porter un jugement, le plus sûr possible, sur tous les autres jugements. »

## BLOC-NOTES

## D'une semaine... à l'autre

**FAIBLE HAUSSE DES PRIX EN ITALIE.** La hausse des prix a été limitée à la fin de l'année, annoncée le 1<sup>er</sup> septembre à 0,1 % (le Monde du 3 septembre).

**LE DOLLAR EN BAISSE.** Le billet vert a atteint, le 1<sup>er</sup> septembre, face au deutschemark, son plus bas niveau historique de l'après-guerre sur l'ensemble des places européennes (le Monde du 3 septembre).

**AUSTERITÉ CHEZ LUTHANSIA.** La compagnie aérienne a présenté, le 1<sup>er</sup> septembre, un plan de restructuration comportant un blocage des salaires pendant un an et des suppressions d'emplois en trois ans (le Monde du 3 septembre).

**BAISSE DES BÉNÉFICES DE TOTAL.** La baisse de 47 % des bénéfices du premier semestre a été annoncée, le 1<sup>er</sup> septembre, par la compagnie pétrolière. Le 3 septembre, une baisse de 5,9 % de la valeur de l'action (le Monde des 3 et 4 septembre).

**HAUSSE DU CHÔMAGE EN SUÈDE EN AOÛT.** La progression de 2,6 % du nombre de demandeurs d'emploi en août, contre 2,4 % en juillet, porte le taux de chômage à 7,1 % de la population active : un record pour le pays (le Monde du 3 septembre).

**CONFLIT CHEZ GENERAL MOTORS.** Le 2 septembre, septième usine a été arrêtée par suite de la grève qui a conduit à 27 août, entraînant la mise au chômage technique de 10 000 salariés (le Monde du 1<sup>er</sup> et 3 septembre).

**ADJUSTEMENT DU BUDGET CALIFORNIEN.** 51,6 milliards de dollars pour 1992-1993, le 2 septembre, par le Parlement de l'État de Californie qui avait bloqué jusque-là le budget (le Monde du 1<sup>er</sup> et 3 septembre).

**LE BILAN AMÉRICAIN SUBVENTIONNÉ.** Le président américain George Bush a annoncé, le 3 septembre, le déblocage de 1,1 milliard de dollars pour subventionner l'exportation de produits agricoles américains (le Monde du 3 septembre).

**EMPRUNT BRITANNIQUE.** Le gouvernement britannique a annoncé, le 3 septembre, son intention d'emprunter 7,3 milliards de livres (7,3 milliards de dollars environ) en devises, pour soutenir le livre sterling (le Monde du 3 septembre).

**MARDI 8 SEPTEMBRE.** France : grève et journée d'action des personnels civils de la défense, à l'appel de la CFTD et de la CGT, contre le plan de restructuration du ministre Pierre Joxe. Europe : début de la visite du premier ministre chinois Li Peng en Italie, en Espagne et aux Pays-Bas.

**MERCREDI 9 SEPTEMBRE.** Paris : université d'été des petites et moyennes entreprises (jusqu'au 16 septembre). Conseil des ministres : examen du projet de loi Sapin sur la prévention de la corruption et la moralisation de la vie économique et financière.

**JEUDI 10 SEPTEMBRE.** Canada : reprise des négociations franco-canadiennes sur la pêche. Merbuihan (de Berder) : 3<sup>e</sup> université d'été européenne de l'environnement, en présence du ministre Ségolène Royal (jusqu'au 11 septembre).

**FRANCE :** délai pour s'inscrire aux élections locales en vue du scrutin sur le 15 septembre 1992.

**VENDREDI 11 SEPTEMBRE.** La Couronne : Fête de l'Humanité (jusqu'au 13 septembre). Conseil des ministres du Conseil de l'Europe (jusqu'au 13 septembre).

**SAMEDI 12 SEPTEMBRE.** Grande-Bretagne : élections des ministres des affaires étrangères des Douze sur la base du CEE-Turquie.

**DIMANCHE 13 SEPTEMBRE.** Tokyo : visite officielle du président russe Eltsine (jusqu'au 13 septembre).

**THAÏLANDE :** élections législatives.

**LUNDI 14 SEPTEMBRE.** France : lancement d'actions de PEA (Plan d'épargne actions).

**BRUXELLES :** nouvelle séance de négociations entre la CEE et la Roumanie en vue de conclure un accord d'association (jusqu'au 15 septembre).

**WASHINGTON :** reprise des négociations israélo-arabes (jusqu'au 24 septembre).

## LA COTE DES MOTS

## Tour de table

Le roi Arthur, quand il consultait chacun de ses preux chevaliers, faisait un tour de table. C'était d'autant plus une situation que la table était ronde, d'où le mot « tour de table » qui désigne l'ensemble des personnes qui se réunissent autour d'une table, pour discuter, échanger, se connaître, se connaître, se connaître.

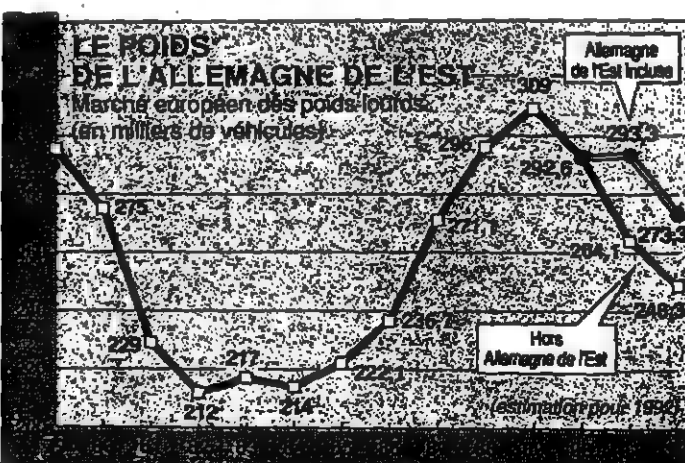
Dans le langage moderne de la finance et de la Bourse, ce mot a repris son sens initial. L'anglais pool, pour désigner la réunion de différentes personnes qui apportent des capitaux, puis l'ensemble des personnes réunies pour une opération financière, un investissement, un montage financier. L'extension linguistique réalisée ici est quelque peu étonnante et l'on peut se demander si elle n'est pas le résultat d'une certaine réserve devant des formules du type : « Le tour de table a décidé d'augmenter de 30 % son investissement dans... »

Pourtant, cette acception a été ratifiée très officiellement en 1987, assortie d'une double : « Réunion de différents apporteurs de capitaux, sans appel public à l'épargne, ayant pour objet la répartition des capitaux apportés. »

« Note : 1. La matière du crédit (en monnaie nationale ou en devises), 2. Le tour de table est constitué exclusivement par des banques et/ou des sociétés financières. 3. Pour le capital social (constitution, augmentation) d'un organisme, quel qu'il soit, le tour de table peut comprendre des personnes physiques et morales. Lorsque le capital social d'un organisme a été obtenu intégralement par le même actionnaire, il n'y a pas de tour de table. » (Cela va de soi, mais ça ne l'est pas.)

Ce n'est pas le moins critiqueable à nos yeux, d'autant que les équivalents licites ne manquent pas : les associations, les co-investisseurs, les partenaires financiers, les cofinanciers, etc., etc., que les termes généralistes ont explicités en un tour de main par le contexte.

Jean-Pierre Colignon



## eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. par l'État. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international 3<sup>e</sup> année.

Pour la première année, les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent. La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'I.E.P. ou d'une maîtrise.

**Date des épreuves :**  
- 1<sup>re</sup> année (1 session) : 7 et 8 juillet 1992  
- 2<sup>e</sup> année (2 sessions) : 10 et 11 septembre 1992  
Inscription avant le : 15 juin (1<sup>re</sup> session)  
15 septembre (2<sup>e</sup> session)

**Renseignements - Inscription**  
E.S.L.S.C.A.  
1, rue Bougainville - 92077 Nanterre - Tél. : (1) 45-51-32-59.  
Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949  
Diplôme visé par l'État.



سكزا من ريجول

## L'impossible pari de Pierre Bérégovoy

Malgré les efforts du gouvernement, la bataille engagée contre le chômage de longue durée, qui touche plus de 900 000 personnes, semble perdue d'avance : depuis la mi-1991, le nombre de nouveaux arrivants n'a cessé d'augmenter

En promettant que, d'ici au 1<sup>er</sup> novembre, il aurait réglé le dossier des 900 000 chômeurs de longue durée, Pierre Bérégovoy a sans doute sous-estimé les difficultés. Malgré les 10 milliards de francs de crédits supplémentaires annoncés (le Monde daté 2-7 septembre), les premiers résultats semblent bien insuffisants pour contrer les effets d'une conjoncture maussade et l'enchaînement mécanique du chômage.

**P**LUS que la perspective de trois millions de chômeurs, le million de chômeurs de longue durée fait craindre le pire sur le plan social. Lorsque, dans un discours d'inauguration du 1<sup>er</sup> avril, Pierre Bérégovoy affirmait qu'une « solution individuelle » avait été trouvée, il se référait à la loi du 1<sup>er</sup> novembre pour laquelle des chômeurs de longue durée, la France comptait alors officiellement 917 000 demandeurs d'emploi (1). Parce qu'elle avait également pris conscience du risque, Edith Cresson avait déjà annoncé, en septembre 1991, un programme de même nature, avec la même échéance mais un objectif plus modeste : 500 000 personnes à qui il était proposé soit un emploi, soit une activité d'intérêt général, soit une formation.

Pratiquement, rien n'a changé depuis avril. Il y avait encore 910 000 chômeurs de longue durée à l'ANPE, en données brutes (et 934 600, en données corrigées) en juin, date du dernier bilan connu de l'ANPE. La moyenne de présence sur les listes de tous les chômeurs atteignait toujours 115 jours, soit seulement un jour de moins que le mois précédent (390), et cinq jours de plus qu'un an auparavant.

**En juin, la durée de présence moyenne sur les listes de l'ANPE de tous les chômeurs atteignait 389 jours.**

Pis encore : on estimait, toujours en juin dernier, qu'à peine plus d'un tiers des chômeurs de longue durée, soit 113 000 personnes, avaient bénéficié de la première étape de l'action engagée à la fin de l'année dernière, le savoir l'entretien individuel avec les services spécialisés de l'ANPE. Ce qui était peu à quatre mois de l'échéance fixée, sachant que la procédure avait été engagée par Edith Cresson sept mois auparavant. A ce rythme on peut tout juste espérer que la phase préliminaire du « bilan personnel » pourra être achevée dans les temps.

**CONSULTATION** ■ Le pari de Pierre Bérégovoy, comme celui d'Edith Cresson, n'est pas, en soi, plus l'obligation, comme toute loi, d'avoir à régulièrement s'assurer de la situation de

ses ouailles. Mais lors qu'il s'agit bien de trouver une « solution individuelle » pour chacun, on a le droit de demander ce qu'il advient à l'issue de cette consultation. Las, du point de vue aussi, les résultats ne sont pas probants, tant s'en faut.

Au total, on assure qu'un tiers, plus, des 362 000 chômeurs soumis au contrôle ont eu une proposition d'emploi. Ce qui ne veut pas dire – et on ne le sait pas – qu'ils ont accepté le poste, ni même qu'ils correspondent au profil demandé. Moins nombreux encore (à peine un sur dix) sont ceux qui ont été orientés vers une formation, et une proportion équivalente se sont vu offrir une formation à niveau par l'Agence, leurs capacités à exercer un travail ayant été jugées insuffisantes.

Pour les autres, soit plus de la moitié du total, la situation est plus tristement éloquent. Deux chômeurs de longue durée sur dix (environ) ont l'objet d'un nouvel entretien, « approfondi » cette fois : 4 %, environ, ont été orientés vers d'autres organismes, dont celui de la médecine du travail. Pour le quart restant, enfin, l'ANPE admettait ne pas être en mesure de faire une proposition immédiate, soit en raison de leurs aptitudes, soit parce qu'aucune offre correspondante n'existait pour eux sur le marché du travail.

A ce compte-là, et avec les mêmes critères de traitement, il y a donc peu de chances pour que la promesse de Pierre Bérégovoy se réalise. Mathématiquement, rien ne permet en effet d'en finir à la date fixée avec le chômage de longue durée, à moins, ce qui ne serait qu'une conséquence inévitable, que n'augmentent les radiations sur les listes de chômeurs. De fait, celles-ci auront été très nombreuses au cours du mois de juillet 1992 : 10 000 pour un niveau annuel habituel de l'ordre de 5 000. Mais les syndicats de l'ANPE, si prompts à dénoncer les « tripatouillages » des radiances du chômage, sont sur ce point très vigilants. Et, tout en dénonçant extrêmement critiques à l'égard des méthodes choisies par le premier ministre, ils n'ont pas encore prononcé ce qui leur paraît fort à un anathème.

**NOTE INTERNE** ■ De toute manière, la bataille engagée semble perdue, pour des raisons de fond, dans la mesure où les résultats par une note interne à l'ANPE, établie à la moitié de l'année, il en ressort notamment que le premier ministre aurait le tort confondre le stock et les flux. Les 900 000 chômeurs de longue durée de novembre 1991 ne sont pas ceux d'avril 1991 (certains ont été reclassés entre-temps), mais l'effectif est augmenté ou renouvelé de ceux qui, après avoir été chômeurs, le deviennent.

Or, comme dans un tonneau de Danaïdes, il apparaît que, depuis le début de l'année, 70 000 à 80 000 personnes entrent tous les mois dans le chômage de longue durée, en dépassant les 365 jours d'inscription à l'ANPE. Malheureusement pour le gouvernement, un apport aussi important, à ce niveau, n'a pas été compensé depuis 1986 ou 1987, lorsque restaient à l'ANPE les radiations de la moitié des chômeurs, la sidérurgie et la construction navale entre autres.



Cette fois, le gonflement du chômage de longue durée, mécaniquement dû, pour une large part, à l'accélération des licenciements intervenus à la fin 1990 et au début de l'année 1991. L'an dernier, les chômeurs au

chômage ont atteint près de 4,2 millions, en progression de 5,2 % par rapport à l'année précédente, ce qui paraissent s'être maintenues à ce rythme en 1992. Parallèlement, le marché du travail a subi une situation générale de

l'économie ont fait subir leur influence, qu'on sait néfaste. Au début de l'année 1991, le nombre de sorties de l'ANPE, pour les chômeurs de moins d'un an, a baissé de 2 %, par rapport à 1990. Ce qui a représenté un déficit de 100 000 placements. Logiquement, les chômeurs de longue durée ont davantage pâti de la mauvaise conjoncture puisque, au lieu des 735 000 qui avaient retrouvé un emploi en 1990, on n'en comptait plus que 684 000 en 1991, en diminution de 7 %.

**MATHÉMATIQUE** ■ Le nombre d'entrées au chômage de longue durée, selon une probabilité évidente, a cru régulièrement chaque trimestre depuis la mi-1991. De respectivement, 10,3 %, 18,2 %, 21,2 %.

Ces trois phénomènes – l'accélération des inscriptions, la faiblesse des sorties du chômage en général et du chômage longue durée en particulier – ont continué pendant les premiers mois de 1992. Et rien ne permet de penser

qu'ils ne poursuivront leurs effets jusqu'à la fin de l'année, a fortiori, jusqu'en novembre. Cela revient à dire que l'engagement de Pierre Bérégovoy, sur un dossier aussi essentiel, était tout sauf raisonnable.

Quand le chômage de longue durée atteint des crêtes quasiment inconnues, pour des raisons qui tiennent à la fois au mode de fonctionnement des entreprises elles-mêmes, il est illusoire de croire régler le problème en quelques mois. Mais, surtout, quand l'économie ne crée pas d'emplois ou pis, depuis deux trimestres, en déclin, la tâche devient insurmontable. Fin novembre, c'est sûr, les critiques pleureront pour condamner celui qui aura pris trop de risques. Les effets d'annonce peuvent se mesurer contre leurs auteurs présomptueux.

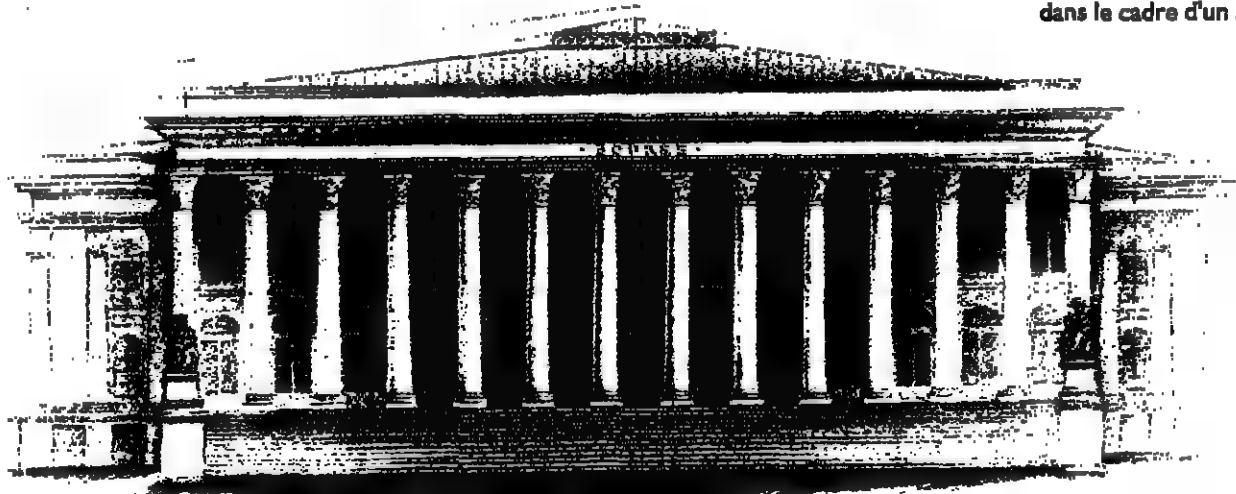
Alain Bérégovoy

(1) En données brutes, 1 611 000 depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 1 96 000 depuis plus de trois ans.

**OFFRE EXCEPTIONNELLE**

**DE LA PRUDENCE A L'AUDACE, 4 PLACEMENTS SELON VOTRE TEMPÉRAMENT.**

Chacun de ces placements bénéficie d'une protection du capital et d'une performance élevée sur la Bourse.



**LION PERFORMANCE RENDEMENT**  
garanti au terme de 8 ans\*  
100% du capital  
+ 4,5% l'an de revenu capitalisé  
+ 60% de la hausse de la Bourse  
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés.

**LION PERFORMANCE INDICE FCP**  
garanti au terme de 5 ans\*  
100% du capital  
+ 100% de la hausse de la Bourse  
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés, dans le cadre d'un PEA.

**LION PERFORMANCE PLUS**  
garanti au terme de 3 ans\*  
100% du capital  
+ 100% de la hausse de la Bourse  
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés.

**LION PERFORMANCE AUDACE FCP**  
offre au terme de 5 ans\*  
75% du capital  
+ 150% de la hausse de la Bourse  
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés, dans le cadre d'un PEA.

**CREDIT LYONNAIS**  
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Les souscriptions sont limitées en montant et dans le temps. Renseignez-vous vite dans nos agences.

\*La protection du capital et les performances s'appliquent au capital investi, hors frais et droit d'entrée. La hausse de la Bourse est mesurée par l'évolution de l'indice CAC 40.

**CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM**

**CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS**

- Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 11 mois : soirs et samedis).
- Enseignement de haut niveau. Coût : 700 F/an.

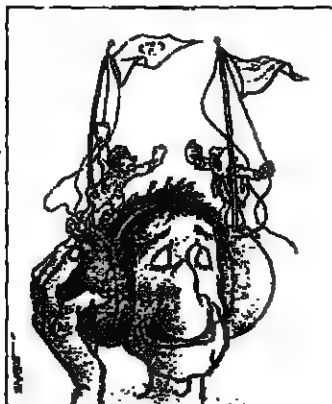
Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite à : Bureau du Marketing Industriel, CNAM : 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

Tél. : 40-27-22-24, de 14 h à 17 h.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1<sup>er</sup> octobre 1992



ACTUALITÉ



# Le duel Sony-Philips

Magnétoscopes et chaînes hi-fi ne font plus recette. Le marasme n'épargne personne, pas même les géants asiatiques. Philips et Sony partent à la reconquête du public avec des produits baptisés DCC, CDI et minidisc

**R**ÉTROGRADÉ. Qui aurait imaginé que Matsushita, troisième conglomérat nippon et treizième entreprise mondiale, à qui tout semblait réussir, serait un jour en difficulté ? Par Standard and Poor's, l'une de ces agences de notation financière spécialisée dans l'évaluation de la qualité des dettes des entreprises ? Au premier rang des usagers mis en avant par l'agence figure, certes, l'un des plus incroyables succès dont le Japon a été témoin. Matsushita avait prêté 20 milliards de yens (750 millions de francs) à une mystérieuse femme de soixante ans, Nui Onoue, propriétaire d'un restaurant d'Osaka spécialisé d'avoir emprunté 10 milliards de yens. Elle a 10 milliards de francs !

La seconde raison invoquée par Standard and Poor's n'a, elle, rien d'anecdotique : la chute de la cote de la société japonaise du département électronique grand public du magnétoscope sous les marques Technics, Panasonic, National et JVC. Début 1991, la cote avait subi un recul de 15,5 % et celle de l'équipement vidéo de 11 %, celle d'équipement audio de 5 %.

**RETRAIT DE TOSHIBA** • Les difficultés de l'empire Matsushita n'ont rien d'isolé. Tous ses concurrents ont été affectés. De Pioneer, l'un des premiers fabricants japonais de platines laser, qui a vu son cours chuter de 18,5 %, à Akai qui a vu, sur six mois, ses produits de produits vidéo chuter de 19,9 % et celles d'équipements audio s'effondrer de 47,3 %.

Toshiba, lui, a préféré jeter partiellement l'éponge en abandonnant la production de magnétoscopes, lecteurs de disques compacts, lecteurs de cassettes, produits « son ». Pas d'effet d'annonce, pas de fermeture d'usine, pas de suppressions d'emplois... le retrait du géant nippon s'est fait sur la pointe des pieds, mais c'est quand même un grand nom de l'industrie japonaise qui a disparu des rayons « hi-fi ».

L'Europe n'est pas mieux lotie. Le retrait de Grundig hypothèque un avenir préparé, pour l'heure, par la fermeture d'une usine de produits à Barcelone, le désengagement partiel de la vidéo et la suppression de 3 000 emplois. La société allemande BASF Magnetics, filiale du groupe chimique allemand spécialisée dans la production de bandes magnétiques, a achevé quant à elle son dernier exercice avec 234 millions de pertes (795 millions de francs) et prévoit de nouvelles en 1992. C'est dire si elle ne s'attend pas à une reprise.

Enfin, malgré les titres flatteurs dont ils se parent, l'inventeur Philips et le créateur Sony ont subi les mêmes épreuves. La multinationale néerlandaise annonçait le 6 août dernier une baisse semestrielle de 10 % de son chiffre d'affaires, - 63 % pour le bénéfice net, reculs entiers dus à une activité électronique grand public. Quant au géant nippon, ses 5 milliards de francs de profits annuels masquent, en réalité, une dégradation de son résultat d'exploitation de 44 %. Pour Philips, c'est pour Sony, l'heure n'est pas à l'optimisme : l'un et l'autre insistent sur la « fragilité de l'économie ». Plus qu'un symbole pour les investisseurs qui ont révolutionné la technique du disque compact.

Faute de reprise, 1991 s'annonce aussi noire que 1991. Une année où, déjà, le marché japonais - saturé - avait décliné de 5 % et où les ventes en Europe, avaient diminué de 1 % pour les télévisions et de 3 % pour les magnétoscopes, selon l'European Association of Consumer Electronics Manufacturers (« le Monde de l'économie » du 10 mars). « Quant au marché français, il a chuté de 10 % », déclare Alain Elbail, directeur du marketing et de la communication de Sony France. La chute est due

profonde. Et durable, sans doute, malgré l'ampleur du plan de relance japonais. Pour la première fois, en effet, l'industrie de l'électronique grand public n'a plus de « locomotive ». Depuis le lancement, il y a déjà dix ans, du disque compact, qui avait démarré dans une phase de maturité, elle se dispose à l'une des plus grandes nouveautés de l'essor de l'électronique du secteur. Le DAT (Digital Audio Tape), cette mini-cassette numérique lancée en 1987, n'a pas réussi à s'imposer, ni le caméscope numérique qu'à un public relativement limité. Avec des produits phares déjà anciens, le secteur subit de plein fouet la dépression mondiale.

Pour ne pas risquer de devenir une simple industrie de renouvellement, l'électronique grand public doit imposer de nouveaux produits de grande diffusion. Une fois de plus, Philips et Sony ont choisi de frapper fort et de remplacer, après un quart de siècle de bons et loyaux services, la cassette audio, dont il se vend encore un milliard d'exemplaires par an (viernes ou préenregistrés). Chacun a donné depuis 1987 des signes de renouvellement. Les deux géants rivaux ne recommenceront cette fois l'erreur de timing du disque compact, arrivé trop tard sur le marché, alors que les ventes de 33 tours avaient déjà chuté de 40 %. D'Eindhoven à Tokyo, l'analyse est la même. Mais la bataille, programmée pour Noël, se fera en ordre inversé.

Avec sa nouvelle DCC (Digital Compact Cassette) ou, en français, cassette numérique, Philips privilégie la continuité : même forme, même taille, même vitesse de déroulement que la cassette, mais, cette fois, un son CD. Moyennant quoi, le nouveau lecteur, ses nouvelles cassettes et son nouveau lecteur, ses nouvelles cassettes (le Monde du 1<sup>er</sup> février). La compatibilité de nos produits d'aujourd'hui avec l'héritage est le seul vrai fil conducteur de la stratégie de Philips, souligne le PDG de Philips Electronics grand public. Nous n'imaginons pas lancer un produit en demandant à nos clients

de renoncer à leurs habitudes de collection. Une stratégie d'innovation qui a permis le succès du lancement du disque compact, appliqué en l'occurrence à la définition, où la multinationale néerlandaise a fait le choix, avec le français Thomson, d'une norme intermédiaire rendant possible un passage en douceur des chaînes hi-fi et Secam vers la future HDMac.

Avec son minidisc et l'abandon de la bande magnétique, Sony joue la miniaturisation du disque compact, préenregistré ou enregistrable une fois, donc la rupture avec la cassette traditionnelle. « Avec son aspect de disque informatique ou de jeux vidéo, il s'adresse aux teenagers d'aujourd'hui », assure la direction marketing de Sony France. DCC ? Minidisc ? Avec des lecteurs vendus à des prix voisins de 4 000 à 5 000 francs et des supports numériques de qualité numérique, les deux standards seront directement concurrents. Et chaque groupe se battra en avant, les multiples

alliances avec les éditeurs de logiciels qui devraient lui permettre de conquérir les marchés, qu'il soit, aujourd'hui, possible de les départager.

**DÉVÉLÉ** • Mais divergence avec un troisième produit, le disque compact interactif (CDI), dans Philips a fait le champion. Contrairement aux deux précédents, il ne remplace rien d'existant. Dérivé du format de disque compact, le CDI ne remplace pas une cassette, mais un support de données sur lesquelles le spectateur peut intervenir. Après dix années de recherche et plus de 2 milliards d'investissements, le géant d'Eindhoven jette son poids dans la bataille de l'audio. Aux États-Unis, il lance le produit à un prix de 30 \$ après avoir vendu 15 000 appareils en un an. « Conforme aux prévisions », assure-t-il, mais il faut attendre qu'il soit commercialisé pour en juger. « Progressivement », en Europe, il avance la date de lancement. C'est chose faite depuis le printemps en Grande-Bretagne ; ce sera fait en France en septembre avec un lecteur vendu aux alentours de 5 000 francs.

« Nous faisons le CDI », dit le président de Philips Electronics grand public, pour qui le CDI est un produit destiné à toutes les familles, un produit devenant d'emblée le maître de la télévision. « Pas moins », dit-il, que les produits de Sony ne soient privés de leur compétitivité. S'imposer une compatibilité avec les produits de Sony, disent-ils, « condamne à toujours regarder dans le rétroviseur ».

Réponse d'ici trois à cinq ans ! « En gros », explique un expert, « on considère qu'un produit est un succès si on a vendu une quantité qui n'a pas atteint un point de saturation de pénétration des ménages. » Autrement dit, tant qu'il n'a pas été adopté par

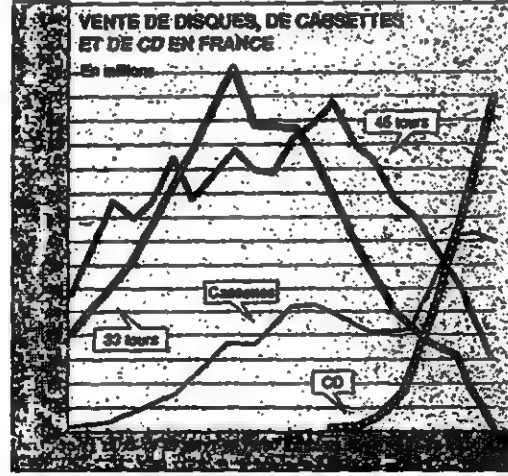
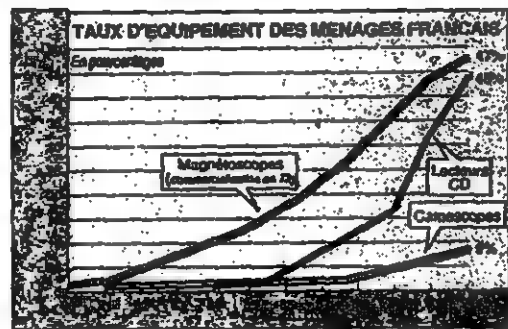
1 % des foyers. Un pourcentage fatidique que le magnétoscope a mis près de dix ans à atteindre et le lecteur de disques compacts, deux ou trois. « Le vidéodisque laser, par exemple, poursuit cet expert, est un produit déjà ancien. Près des dix années 70, il n'a été commercialisé qu'en 1981. Et n'est que cette année, à la fin de l'été, qu'il a atteint le pourcentage des États-Unis. » Ce qui, franchi, il peut espérer atteindre avant de maintenir un rythme de croissance, puis d'entamer un déclin. Un cycle toujours répété.

**STARTING-BLOCKS** • C'est bien ce qui séduit les groupes concurrents, qui attendent dans les starting-blocks - les produits de Sony et Philips - de savoir quel sens le vent va prendre. « Toute la question est de savoir de quel côté va pencher Matsushita », remarque un analyste. Philips n'est pas le marché japonais et n'a plus, aujourd'hui, les moyens d'imposer un produit seul.

Impossible, dans ce cas, pour Philips et Sony, de tabler sur les trois lancements programmés dans les mois à venir pour améliorer leurs résultats de fin d'année. Impossible d'embellir de cette manière les comptes de l'an prochain. Les deux groupes ne peuvent compter que sur leurs propres forces, leurs gammes de produits économiques. On le voit, le groupe néerlandais engagé dans une impressionnante plan de restructuration, baptisée Centurion, qui se traduit par 53 000 suppressions d'emplois, qu'il vient de renforcer encore en annonçant de 2 à 3 milliards de francs d'économies supplémentaires (le Monde du 3 septembre).

Le format japonais de l'audio n'a pas d'ailleurs. Prouver que l'adversité n'a pas entamé leur capacité à défricher de nouveaux marchés. Prendre l'avance avant que n'arrive, quelques années, ces fameux produits « multimédias », liés à des micro-ordinateurs, qui les mettront en concurrence avec de nouveaux venus : Apple, Sharp ou encore IBM. Rien de moins.

Pierre-Angel Gay



## La « famille CD »

Au départ, le disque compact (CD) ne devait avoir qu'un seul usage : le stockage de son « numérique », c'est-à-dire décomposé en langage informatique fait de 0 et de 1. La surface d'un CD est en effet composée de « trous » de « plots » correspondant aux 0 et aux 1. Aujourd'hui, des données, des images ou des données informatiques peuvent être stockées sous forme numérique. Le CD a donné naissance à une famille de produits d'électronique grand public. Parmi les principaux : le CD Rom, un disque compact multimédia destiné aux micro-ordinateurs. Ses capacités ont fait de lui un moyen de stockage et de diffusion de banques de données ; le CDI, également d'application multimédia, se branche directement sur le lecteur de CD et permet de visionner sur un grand écran des programmes éducatifs, culturels ou de jeux ; le CD Photo, que Kodak s'apprête à commercialiser, permet de visionner sur un téléviseur ou un micro-ordinateur des photos préalablement reproduites sur un CD ; le minidisc de Sony fait également partie de cette famille. C'est un disque compact classique mais de taille réduite, qui peut dans certaines versions être enregistré, comme les cassettes.

Le CD Photo, que Kodak s'apprête à commercialiser, permet de visionner sur un téléviseur ou un micro-ordinateur des photos préalablement reproduites sur un CD ; le minidisc de Sony fait également partie de cette famille. C'est un disque compact classique mais de taille réduite, qui peut dans certaines versions être enregistré, comme les cassettes.

## Soupçons à la City

Les prestigieux analystes boursiers de la City sont-ils aussi indépendants qu'on le croyait ? Terry Smith, qui révèle dans un livre comment les entreprises cotées maquillent leurs comptes, a été sanctionné par la banque d'affaires qui l'employait. Malaise

LONDRES correspondance

**D**ANS les banques d'affaires de la City, il y a un mur invisible, communément appelé la « muraille de Chine ». D'un côté de cette barrière infranchissable, se trouvent les affaires publiques d'achat, les luttes par procuration et les coups de la Bourse. C'est la « corporate finance », comme on dit, le département phare qui alimente les caisses des banques. De l'autre, s'organisent les émissions de titres, la gestion du portefeuille et enfin la « recherche ». C'est là que travaillent les analystes, spécialistes d'un domaine industriel particulier et chargés de suivre l'évolution des entreprises du secteur. Leur indépendance d'esprit passe pour le meilleur garant de l'étalement de cette « muraille ».

À la même titre que la loi du silence, la séparation géographique et hiérarchique entre les sections, ou le système draconien de similitudes limitant l'accès à certains bureaux, doivent empêcher l'« insider dealing » (le boursicolage) : le fait de révéler ce que l'actionnaire ordinaire n'apprendra que plus tard.

En fin d'été, les analystes courent sur le fameux « mur » de la City. Terry Smith, de la banque d'affaires de la City, a été sanctionné par la banque d'affaires qui l'employait. Malaise

conglomérat de spiritueux ne peut pas un de ses clients, Rodi Muller demande à son analyste d'en retarder au moins la publication. Plus l'intéressé, qui lui suspend le 1<sup>er</sup> septembre, le degré d'indépendance des jeunes analystes de la « recherche ». En fait, à Londres des années 80, c'est une profession-vedette qui est devenue la sienne.

Dans la foulée du « Big Bang », la déréglementation du Stock Exchange en octobre 1986, toutes les firmes les plus sérieuses se sont mises en quête d'analystes, autrement dit de spécialistes boursiers, capables de voir au-delà des austères rapports annuels. Leur tâche consiste à recommander aux investisseurs d'acheter, de vendre ou de sous-estimer une entreprise. Les résultats sont ainsi présentés à l'assemblée générale des actionnaires et à la presse sous un jour meilleur. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City.

**FRANC-TIREUR** • Ces manipulations, parfaitement légales, permettent entre autres à une compagnie de sous-estimer ses profits. Les résultats sont ainsi présentés à l'assemblée générale des actionnaires et à la presse sous un jour meilleur. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City.

conglomérat de spiritueux ne peut pas un de ses clients, Rodi Muller demande à son analyste d'en retarder au moins la publication. Plus l'intéressé, qui lui suspend le 1<sup>er</sup> septembre, le degré d'indépendance des jeunes analystes de la « recherche ». En fait, à Londres des années 80, c'est une profession-vedette qui est devenue la sienne.

Dans la foulée du « Big Bang », la déréglementation du Stock Exchange en octobre 1986, toutes les firmes les plus sérieuses se sont mises en quête d'analystes, autrement dit de spécialistes boursiers, capables de voir au-delà des austères rapports annuels. Leur tâche consiste à recommander aux investisseurs d'acheter, de vendre ou de sous-estimer une entreprise. Les résultats sont ainsi présentés à l'assemblée générale des actionnaires et à la presse sous un jour meilleur. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City.

**FRANC-TIREUR** • Ces manipulations, parfaitement légales, permettent entre autres à une compagnie de sous-estimer ses profits. Les résultats sont ainsi présentés à l'assemblée générale des actionnaires et à la presse sous un jour meilleur. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City. Le franco-tireur dévoile le surcoût des noms des principaux faillites, ce qui n'importe pas à la City.

communicateurs. Ils ont en quelque sorte le visage humain de la City », explique Michael Hughes, directeur de la banque Barclays de l'ère Wedd.

**AUTO-CENSURE** • L'affaire Smith a jeté la suspicion sur ce métier prestigieux. Le public découvre ce que les investisseurs avaient compris depuis des années : les pressions exercées par la « corporate finance » sur les chercheurs par crainte d'embarras, d'un client, d'un potentiel. Certaines grandes maisons de courtage préfèrent retirer leurs analystes de la circulation pour éviter la perte de leur mandat. D'autres demandent à leurs analystes de se faire discrets, de se concentrer sur les données, de ne pas émettre de suggestions. À l'heure de la récession, dans les marchés financiers, de la restructuration et de la rationalisation des activités, l'autocensure s'étend, dans la recherche, de la « corporate finance » sont partagées entre les départements. Si nous écrivons quelque chose de négatif sur un client, nous risquons de fin d'année risque de s'en ressentir », déclare un analyste d'un grand cabinet de la City.

À présent, on se méfie, on exige l'anonymat pour débiter avec un journaliste. Notre interlocuteur nous raconte une histoire, mais qu'il alimente la chronique

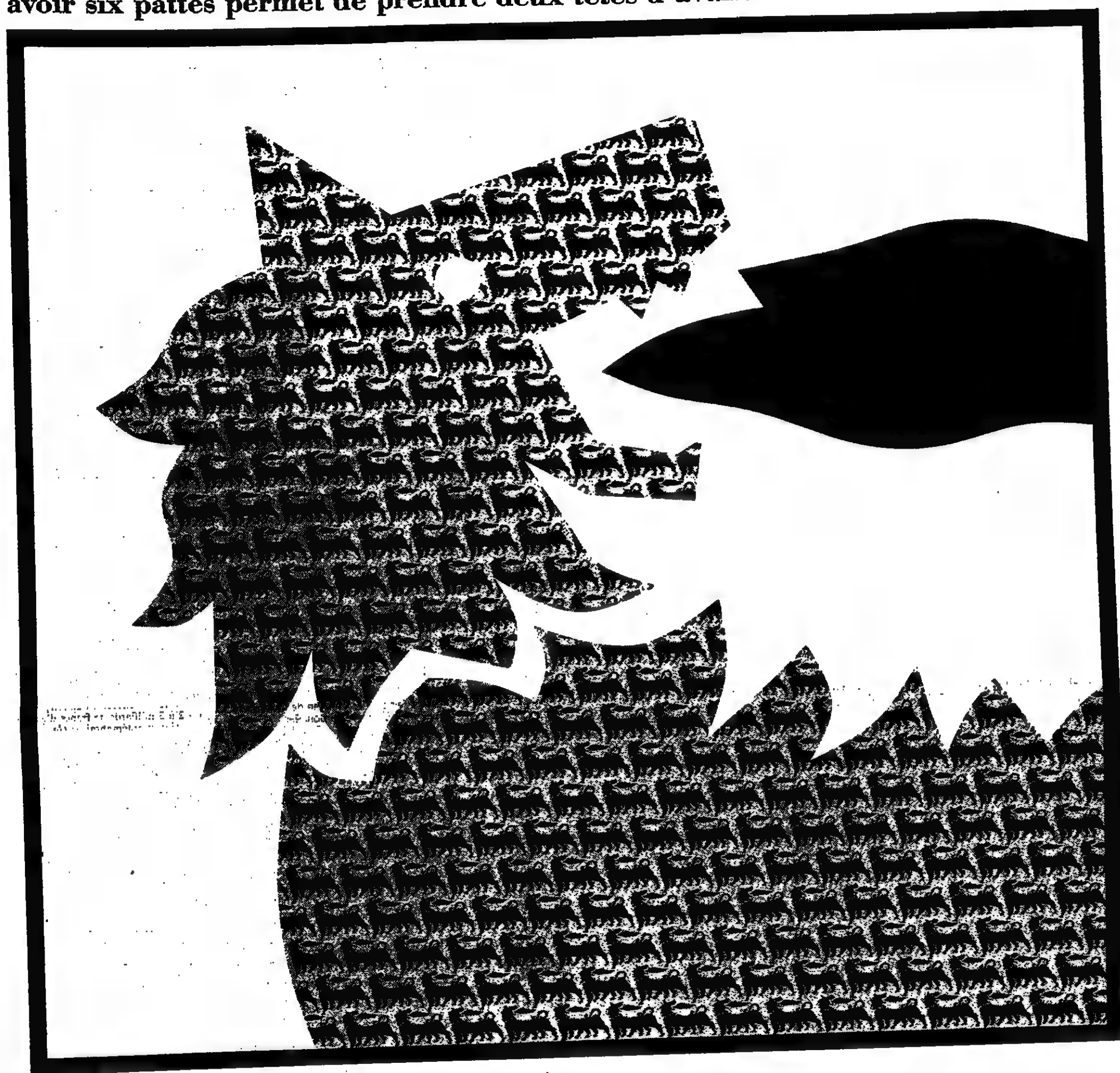
que : une banque conseil candidate à la direction d'une opération de privatisation en Italie publie au même moment un travail de recherche très critique sur l'économie transalpine. Fureur du « corporate finance » et colère du chef du Trésor à Rome. Dans les jours qui suivent, cette firme va sortir une nouvelle fois, signée du même nom, un rapport très optimiste sur le même pays, signée du même nom. « Comment voulez-vous développer des relations d'affaires avec Grand Met si au même moment vous avez un de vos types qui affirme que le pays est corrompu ou trafiqué ? La « muraille de Chine » est une superbe hypocrisie », affirme un banquier français. Chacun s'interroge sur la manière de rétablir la confiance. Les uns soulignent le caractère superficiel de nombreuses analyses, le manque de véritable expérience industrielle des analystes. Les autres voudraient en faire des superconsultants chargés de l'évaluation des risques du marché, respectés même par le client que par l'épargnant.

Le débat n'en est sans doute qu'à ses débuts. L'éditeur d'Accounting for Growth a refusé de retirer la vente l'ouvrage, promettant de devenir un best-seller. UBS-Philips et UBS ont contacté les meilleurs cabinets d'avocats londoniens.

Marc Roche



Dans le pétrole, le gaz, la chimie et l'environnement, avoir six pattes permet de prendre deux têtes d'avance.



Dans ■ chien ■ six pattes  
■ retrouvons ■ force d'un grand  
groupe international  
conscient de sa propre mission ■  
l'égard de l'environnement.

Présent dans le monde entier  
avec plus de 100 sociétés  
contrôlées, il est l'un des groupes  
industriels leader en  
Europe ■ dans le monde.  
Troisième groupe européen

pour les réserves d'hydrocarbures  
qui ont atteint 5 milliards  
de barils en équivalent pétrole ■  
1991: pour la disponibilité  
d'hydrocarbures de ■ propre  
production: 825.000  
barils/jour en équivalent pétrole;  
pour les quantités de brut  
transformées dans ses propres  
raffineries en Italie et ■  
l'étranger: un million barils/jour.

Les ventes totales de produits  
pétroliers s'élèvent à 950.000  
barils/jour. Leader européen dans  
la distribution et la vente du gaz  
naturel: 141 millions de  
mètres cubes/jour.

Leader européen et mondial  
dans la chimie.  
pour la production d'éthylène,  
polyéthylène, PET, PVC,  
élastomères, fibres acryliques

et intermédiaires pour la  
détergence. Leader mondial pour  
l'ingénierie et la pose de  
pipe-lines ■ mer et sur terre,  
pour les procédés de production  
d'ammoniac, d'urée, MTBE  
et ETBE, pour la conception  
et la construction de turbines  
à gaz et de compresseurs à  
grande puissance.

Un Groupe qui, tant en Italie

que dans le monde entier,  
montre d'avoir de bonnes jambes.



L'énergie globale.

Agip, AgipPetroli, Snam: énergie. EniChem: chimie. Enirisorse: métallurgie et ■tivités minières "non oil". Nuovo Pignone, Snamprogetti, Saipem: mécanique, ingénierie et services. Savio: mécanique textile. Terfin: activités diverses. Sofid, Eni Int. Holding B.V.: financier. Eniricerche: recherche scientifique.

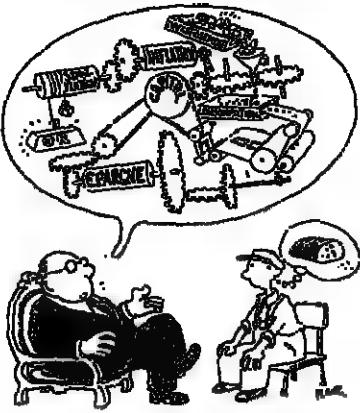


هكذا من لا يمل

L'ECONOMIE

DOSSIER

## L'OCDE



Conçue dans la logique de l'après-guerre, l'instance de coopération entre pays développés, la démocratie politique, l'économie de marché, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) trouve aujourd'hui dans une impasse.

L'éclatement du bloc socialiste du capitalisme en valeur reine mondiale et non plus la chasse gardée des Etats membres de l'Organisation, alors que de nombreux pays en pleine industrialisation répondent maintenant aux critères d'entrée. Dès lors, peut-elle légitimement longtemps garder portes closes aux nombreux pays capitalistes comme la Hongrie ou la Tchécoslovaquie ou à d'autres pays en pleine industrialisation comme la Mexique ou la Corée du Sud ?

Sans le proclamer à haute voix, l'OCDE regroupe en fait les pays les plus industrialisés et les plus riches de la planète. Or, en général, les prétendants au « Club » n'ont pas autant de moyens que les vingt-quatre membres en titre. De là, à l'organisation du sectarisme, il n'y a qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir. Reste qu'en répondant à l'afflux de demandes, il est peu probable qu'elle puisse survivre dans ses structures et son fonctionnement actuels. Une nouvelle définition du statut de ces différentes organisations internationales, dont les responsabilités respectives ne sont pas toujours clairement identifiées, l'OCDE est donc en quelque sorte victime de son succès. Considérée par ses détracteurs comme une machine à paperasserie et à grands discours inutiles, toujours prête à débiter sans réserve les modes successifs de la pensée économique (keynésianisme, monétarisme, ultra-libéralisme, etc.), elle joue un fait un rôle discret mais apprécié tant de ses membres... que des candidats à l'entrée. Une sorte de grand laboratoire d'expertise et de dialogue économique informel qui permet à chacun de se situer face à ses partenaires mais néanmoins concurrents, à l'abri des grandes négociations internationales où l'affrontement est de rigueur.

Dossier établi par Catherine LAM

## Le « Club des pays riches » ?

Succédant en sursis le 30 septembre 1961 à l'Organisation européenne de coopération économique mise en place le 16 avril 1948 pour gérer l'aide américaine au plan Marshall, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une institution intergouvernementale réunissant 24 pays d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale, du Pacifique partageant les mêmes valeurs : la démocratie politique, l'économie de marché.

On l'appelle parfois le Club des pays riches. Et pour cause : les 24 pays membres représentent 75 % de la population du monde, mais seulement 15 % de la production du monde, les quatre cinquièmes des exportations et les quatre cinquièmes de l'aide économique aux pays en voie de développement.

Selon la convention d'origine, son objectif est de réaliser la plus haute croissance économique et sociale dans le monde - par la coordination des politiques des Etats membres - et d'harmoniser les efforts à l'égard des pays en voie de développement. Cette philosophie de coopération, qui, quels que soient les aléas de l'histoire économique (voir chronologie), a toujours inspiré l'OCDE, repose sur deux principes a priori contradictoires : concurrence et collaboration. En effet, d'un côté, l'institution croit dur comme fer à la pérennité de la croissance et aux avantages du libre-échange, mais, de l'autre, elle estime que les économies doivent se concentrer pour éviter d'éventuelles répercussions fâcheuses des politiques des uns sur les autres.

Ce paradoxe s'illustre parfaitement dans les négociations de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges, entamées il y a plus de six ans : les participants, bien loin de CEE, n'arrivent pas à maintenir leurs différences agricoles. Pourtant, lorsque ces mêmes partenaires se réunissent à la casquette OCDE, ils sont très différents et très constructifs.

## Quelle est son originalité ?

Dans le concert des organisations internationales, l'OCDE est un cas à part. A l'inverse par exemple de la Banque mondiale, elle n'a pas pour vocation d'accueillir tout le monde. On y entre par cooptation, comme dans n'importe quel club fermé, et non selon des critères objectifs comme le revenu national.

Le postulant doit faire l'unanimité, selon la règle en vigueur pour toutes les décisions de l'OCDE. Ainsi le Mexique et la Corée, soutenus respectivement par l'Espagne et le Japon, devront attendre le bon vouloir de l'ensemble des pairs. Leurs structures économiques sont jugées trop différentes de celles des pays membres pour pouvoir immédiatement travailler ensemble. Ce manque d'empressement traduit aussi une hésitation à accueillir des pays appartenant au bloc Sud. Lors de sa visite à Paris, en juillet dernier, le président mexicain, Carlos Salinas, a manifesté une fois de plus son souci d'adhésion à l'OCDE.

Les différents membres du « club », les représentants des gouvernements, se réunissent pour examiner leurs politiques nationales et internationales. Ainsi, chaque année, l'étude « maison » consacrée à la situation économique de la France est présentée aux 24 membres, chaque pays intervenant, tandis que les représentants du gouvernement doivent expliquer et justifier leurs choix. Sur des sujets délicats comme les subventions à l'exportation ou le protectionnisme, certains passent de mauvais quarts d'heure.

Ces réunions, souvent conflictuelles mais aussi par nature consensuelles, aboutissent généralement à des recommandations de coopération et de meilleure gestion. Ainsi, le rapport final de la réunion des ministres de l'OCDE, qui s'est tenue à Paris, les 11 et 12 mai dernier, a recommandé aux adhérents en déficit la vigilance, aux mieux lotis de favoriser leur croissance à moyen terme, et à l'ensemble privilégié en situation défavorable de relancer sa demande intérieure.

## Quel est son fonctionnement ?

Les pays membres disposent auprès de l'Organisation d'une délégation permanente, une diplomatie ordinaire conduite par un ambassadeur représentant son pays aux sessions du conseil qui se réunit deux fois par mois. Par ailleurs, chaque année, vers le mois de mai, le conseil se réunit en session des ministres de l'OCDE sous la présidence de l'un d'entre eux.

Le secrétariat permanent est animé depuis 1984 par Jean-Claude Paye, ancien directeur des affaires économiques et financières au Quai d'Orsay et auparavant conseiller pour les affaires étrangères de Raymond Barre à Matignon. Il a succédé au Néerlandais Emile Van Lennep qui occupait ce poste depuis quinze ans. Il existe plusieurs directions spécialisées : direction des affaires économiques et statistiques, direction de la coopération pour le développement, direction de la science, de la technologie et de l'éducation, etc.

“L'OCDE : un collectif de production de poil à gratter.”

Jean-Claude Paye, secrétaire général, (juin 1992).

Pour traiter des sujets pointus issus de l'évolution économique (crise de l'énergie, impact du nucléaire, sécheresse...) l'OCDE crée des comités d'experts, des organismes autonomes ou semi-autonomes ont été créés au sein de l'institution comme le Comité d'aide au développement, l'Agence internationale de l'énergie, l'Agence pour l'énergie nucléaire ou le Club du Sahel. D'autres ont été créés en 1990 : un Comité pour la coopération avec les économies en transition, afin de fournir conseils et orientation aux pays désireux de passer à l'économie de marché.

Mille huit cents ressortissants de tous les pays membres, économistes, statisticiens, responsables de l'organisation des réunions et de la préparation des documents, travaillent au siège de l'OCDE, ou dans les différents bureaux spécialisés. Ils possèdent le statut d'envoyé - en fonctionnaire international, pouvant gagner jusqu'à 430 000 francs par an (pour un administrateur principal). L'OCDE peut être un véritable tremplin de carrière : José Luis Leal, économiste espagnol au sein de la maison, est devenu ministre de l'économie de son pays.

Le secrétariat réalise un important travail de collecte de données statistiques comparatives et édite de nombreuses publications : ses fameuses « Revues économiques » annuelles sur chacun des pays membres - très surveillées par les gouvernements qui ne lisent pas les revues initiales - mais aussi des analyses générales (comme deux fois par an le rapport sur les Perspectives économiques) et des recommandations touchant des sujets tels que (banque, emploi, etc.) au développement, énergie, industrie). Ainsi l'OCDE a publié en juillet un rapport pronant une réforme structurelle des marchés du travail, afin de faire face à la montée du chômage dans les pays membres.

## Quelle est son influence ?

Les détracteurs de l'OCDE considèrent ses recommandations de coopération et de meilleure gestion, ses membres ne font finalement que ce qu'ils veulent bien faire, et prêtent à débiter certains principes économiques importants dans d'autres instances, comme le G7 qui regroupe les sept plus grands pays industrialisés occidentaux. D'autres estiment que l'Organisation a une influence réelle sur la diplomatie, car sa règle du consensus général, c'est-à-dire le souci de ne pas perdre, ne peut « accoucher » que d'une souris.

Pourtant, même si l'OCDE ne prend finalement aucune décision opérationnelle, elle joue, selon l'expression même du secrétaire général, un rôle de « poil à gratter » du capitalisme non négligeable. Par exemple, ses rapports sur les subventions agricoles et industrielles n'ont pas manqué de renvoyer des coups à l'Europe et les Etats-Unis.

Les débats confidentiels mais « toniques » entre les représentants des gouvernements politiques respectifs ont été jugés très efficaces et ont influencé plus d'un, même si l'on s'en rend compte. Enfin, selon l'OCDE, certaines réformes internationales comme celle de la politique agricole commune (PAC) ont fait dans la ligne de ses recommandations. Plusieurs grands principes économiques - « les « pollueurs paient les payeurs » - ont vu le jour sous son « laboratoire ». Bref, comme l'a écrit un fonctionnaire, « on mange dans les négociations internationales la mayonnaise préparée par l'OCDE ».

## LEXIQUE

Les grands changements intervenus sur la scène internationale depuis quelques années ont bien évidemment influencé les structures et les priorités de l'OCDE, débouchant sur un nouveau visage.

**IDA.** « Economies dynamiques d'Asie » : Taiwan, Hongkong, Singapour, Corée, Malaisie et Thaïlande. Il prend la main et annule l'impact négatif plus restreint des nouveaux pays industrialisés (NPI).

**PICO et NPI.** Le premier terme désigne les pays d'Europe centrale et orientale (y compris les Républiques baltes) et le second les Nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique.

**PPT.** Signifiant Partenaires pour la transition (en anglais PTT), l'expression recouvre un programme « initiatique » au capitalisme qui permet à la Pologne, à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie de bénéficier d'une expertise économique de leur situation respective au même titre que les vingt-quatre pays membres.

**SURVEILLANCE MULTILATÉRALE.** Pour s'assurer que les principes de coopération énoncés à l'OCDE sont bien appliqués, chaque pays doit faire un rapport qui sera passé à la moulinette. L'initiative que « seul un système commercial, multilatéral et ouvert est propice à la croissance et à la réforme structurelle » (communication officielle du 19 mai 1992), la surveillance multilatérale sur le fond de commerce de l'OCDE.

**GLOBALISATION.** C'est la mondialisation, un phénomène économique majeur des dernières années se traduisant par la montée en puissance d'une économie plus ouverte, d'une déstabilisation des pans économiques les plus protégés. Dans ce pays, elle engendre des tensions protectionnistes contradictoires avec la libre concurrence préconisée par l'OCDE, d'où l'idée de l'ajustement structurel.

**AJUSTEMENT STRUCTUREL.** C'est le juste compromis que doit trouver chaque pays pour s'adapter aux exigences de la mondialisation internationale, ce qui passe par un réajustement des grands équilibres. Ainsi, dès lors que le chômage devient structurel, il doit être davantage traité par une politique active au reclassement que par le simple octroi d'un revenu de remplacement.

**TRANSPARENCE.** Les interventions des pouvoirs publics de chaque Etat membre doivent faire preuve d'une indispensable qualité pour que le dialogue « multilatéral » puisse s'instaurer sur des bases saines.

## LES 24 PAYS MEMBRES



Allemagne	Espagne	Islande	Pays-Bas
Autriche	Etats-Unis	Irlande	Portugal
Belgique	Finlande	Japon	Royaume-Uni
Canada	France	Luxembourg	Suisse
Danemark	Grèce	Norvège	Turquie
	Irlande	Nouvelle-Zélande	

## LES GRANDES DATES

De la crise de l'énergie à l'environnement, en passant par la pauvreté, l'OCDE a anticipé bien des problèmes, même si, de la part de conscience au passage à l'acte, il reste un sérieux pas à franchir.

**Crise monétaire internationale.** 1961. Entrée en vigueur de la convention OCDE.

**1965.** Le Comité d'aide au développement adopte la première recommandation internationale pour l'amélioration des conditions de vie des modalités de l'aide aux pays en voie de développement afin de leur en faire profiter.

**1967.** Le comité spécial du pétrole de l'OCDE se réunit d'urgence pour examiner les perspectives de ravitaillement en pétrole à la suite de la crise intervenue au Moyen-Orient (guerre de six jours).

**1969.** Parution de la « Politique budgétaire et équilibre économique ».

**1970.** A la suite de l'approbation par le conseil ministériel d'un programme d'urgence sur l'environnement, adapté à l'élaboration des politiques économiques à long terme, un comité de l'environnement est créé.

**1971.** Le système monétaire international commence à s'effondrer. Le département des affaires économiques de l'OCDE établit le schéma d'un nouveau système de taux de change flottants.

**Crise de l'énergie.** 1974. Après avoir analysé les conséquences économiques du premier choc pétrolier, l'OCDE crée en novembre une commission internationale de l'énergie (AIE).

**1976.** Le conseil de direction de l'AIE adopte un programme de coopération à long terme sur les domaines d'énergie et le développement de sources de remplacement.

**1979.** Rapport sur l'impact macro-économique des problèmes énergétiques, mais aussi publication d'une étude sur l'« Incidence des nouveaux pays industrialisés (NPI) sur la production et les échanges de biens manufacturés ».

**Combât pour la croissance et l'emploi.**

**1980.** Stratégie de lutte anti-inflation et de croissance adoptée par les ministres de l'OCDE.

**1981.** Déclaration des ministres de l'OCDE sur l'importance de maîtriser l'inflation pour maintenir

la croissance et l'emploi.

**1983.** Première publication OCDE sur les perspectives de l'emploi.

**1987.** Le conseil des ministres adopte les principes de la réforme agricole et les politiques de développement rural.

**1988.** L'OCDE propose un dialogue aux économies dynamiques d'Asie.

**Globalisation de l'économie.**

**1990.** Création du Centre pour la coopération avec les économies en transition.

**1992.** Les ministres de l'OCDE préconisent une croissance économique durable accompagnée de progrès social et le renforcement du cadre multilatéral, ce qui passe par le combat des tendances inflationnistes.

## BIBLIOGRAPHIE

Peu de littérature spécialisée, à noter toutefois :

« Le rapport annuel de l'OCDE », 1991, Editions de l'OCDE, 171 pages.

« Interdépendance et coopération dans le monde de demain », symposium marquant le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'OCDE, Editions OCDE, 1987.

Quand

IFAM, the best for the M.B.

IFAM



PERSPECTIVES

JET-SET

# Quand les magnats helvétiques divorcent

Les démêlés conjugaux de deux des hommes d'affaires les plus en vue de Suisse, le roi du négoce Marc Rich et celui du chocolat Rudolf Spruengli, alimentent les potins et inquiètent la Bourse de Zurich

BERNE  
de notre correspondant

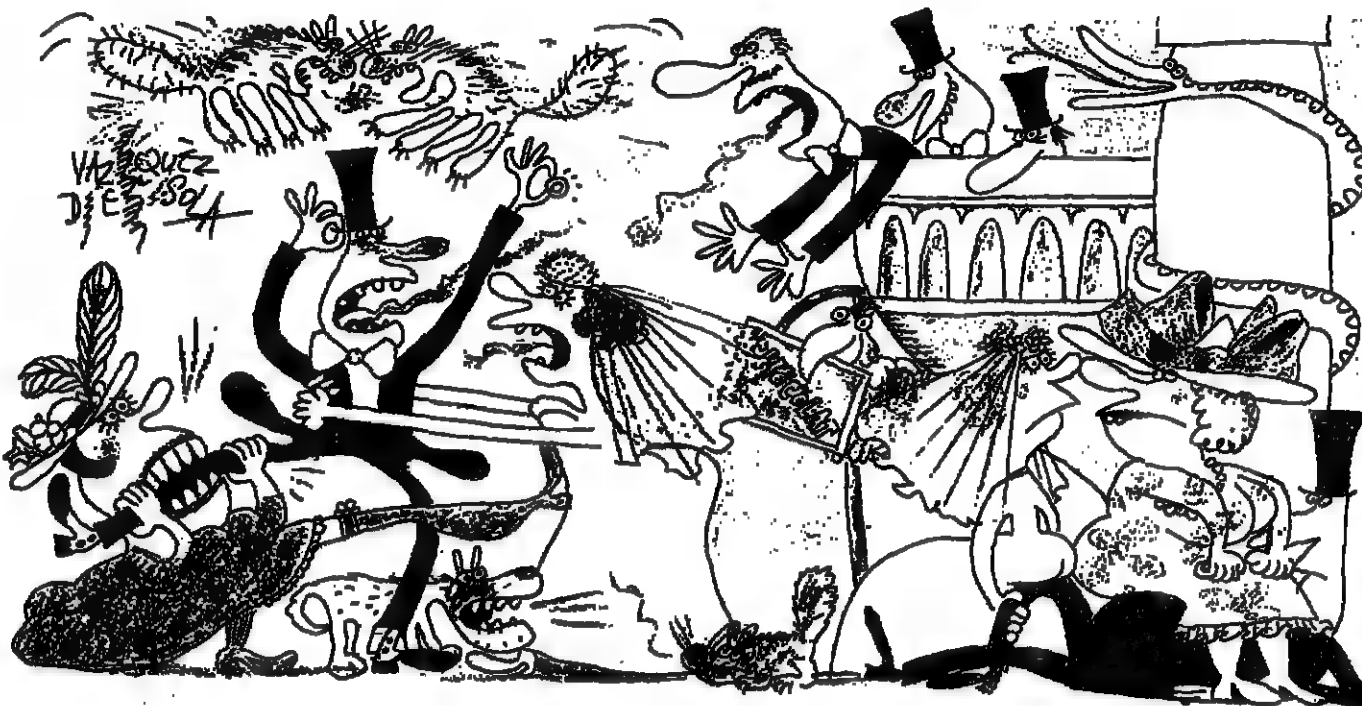
DANS le collimateur de la justice américaine pour fraude fiscale, Marc Rich se terre depuis plusieurs années dans la paisible bourgade de Zoug, en Suisse centrale, où il a établi le siège de son empire financier. Sans doute se serait-il bien passé des misères que lui fait son épouse Denise, dont il s'est séparé après vingt-six ans de mariage. En avril dernier, M. Rich, qui jusqu'alors préférait fermer les yeux sur les procédures de divorce, a engagé une procédure de divorce. Alors que Marc Rich a désespérément pas de trouver un accord amiable, le conflit d'intérêts a repris début mai quand la justice suisse a ordonné à M. Rich que Denise Rich avait porté plainte non seulement pour adultère mais également pour escroquerie, et qu'elle lui réclamait 500 millions de dollars (1) d'indemnités.

M. Rich reproche à son épouse une liaison avec un magnat allemand de quarante-trois ans, Gisela Rossi, veuve d'un homme d'affaires. Depuis trois ans, la blonde explosive s'affiche en compagnie de Marc Rich dans les mondanités de la jet-set. Initialement, le financier avait investi millions de dollars à son épouse, puis s'était dit prêt à payer davantage. Le dossier fait maintenant l'objet de marchandages entre les avocats du couple tant à Zurich qu'à New-York.

**FONDATION.** Les enjeux sont d'autant plus complexes que Marc Rich a trouvé à la tête d'une fortune évaluée entre 1,5 et 3 milliards de francs suisses (2). Denise Rich a fait révéler les accusations en accusant son mari de l'avoir abusée lors de la création d'une fondation connue de l'industrie pétrolière. A l'époque, elle était la femme de son capital de millions de dollars.

Un malheur n'arrive jamais seul, les démêlés conjugaux de Marc Rich coïncident avec le départ de trois de ses principaux collaborateurs. L'année dernière déjà, il avait séparé les trois derniers membres du groupe qui porte son nom et qu'il avait en 1974 à Zoug avec d'autres transfuges de la Philipp Brothers, une maison spécialisée dans le commerce des matières premières. Malheureusement il a pris congé de Claude Dauphin, chef des opérations pétrolières, de Manny Weiss, directeur du bureau de Londres, et surtout de Willy Strothotte, qui passait pour son bras droit. Si ces premiers s'en vont, il est probable que des divergences sur la gestion de l'entreprise, voire des rivalités privées, aient été à l'origine du départ du groupe.

Rich, qui contrôle 51 % de sa société, se défend d'avoir des difficultés financières. Il prévalant d'un chiffre d'affaires de 44 milliards de francs suisses et se situant au deuxième rang des entreprises helvétiques, son groupe maintient une position majeure sur le marché pétrolier et sur celui des métaux. A lui seul, il détient environ 1,5 mil-



lions de barils de pétrole par jour et près de 2,5 milliards de francs d'aluminium par an. Alors que ses bénéfices sont estimés à 300 millions de francs suisses, il dispose d'un réseau mondial de quarante-huit bureaux et compte mille trois cents personnes à son service.

Citoyen américain, Marc Rich possède également un passeport espagnol, qui lui a été bien utile lors de ses démêlés avec la justice des Etats-Unis. M. Rich et sa société s'est acquittée d'une amende de 170 millions de dollars pour fraude fiscale, il est toujours passible de prison et reste sous le coup d'un mandat international du FBI à la suite d'un jugement rendu en 1983. Non seulement il s'était vu reprocher de contourner l'embargo en livrant du pétrole à l'Afrique du

Sud, mais il avait aussi fait l'objet d'une incrimination aux Etats-Unis pour avoir aidé l'ennemi du régime de l'Iran. De plus, la législation helvétique n'accordant pas l'extradition en matière fiscale, il a échappé à une demande en ce sens présentée en 1984 par Washington.

Agé de cinquante-huit ans, Marc Rich ne songe pas à se retirer. « Les affaires sont mon passe-temps favori », dit-il, et se sent encouragé par les perspectives de l'ex-Union soviétique où il est bien implanté. Il veut volon-

teux les bienfaits, il espère que les liens qu'il a tissés en Suisse lui permettront d'obtenir la nationalité helvétique. Malgré certains appuis politiques, sa cote serait à la baisse, et il n'est pas toujours en odeur de sainteté dans le milieu d'affaires. Fin mars, lors d'une visite du relations suisse de la justice à Washington, Bernes s'est vu reprocher de disposer d'une demande d'extradition du milliardaire « pour d'importantes affaires » que la fraude fiscale. Pour Marc Rich, la demande de divorce de son épouse ne change donc pas sa position. Au moment, cependant, d'acquiescer le groupe par ses prestations financières.

**PUBLICATION.** La plus longue feuille de l'été aura servi à lui aboutir au mariage à la mairie, et au grand émoi de son conseil d'administration, de Rudolf Spruengli, patriarche de la maison de chocolat, et cinquième représentant de la fameuse dynastie de chocolatiers, avec Alexandra Gantenbein, une jeune femme de luxe pour laquelle il a dépensé de quarante à quatre-vingt millions de francs suisses. Pour l'entreprise, la parure de Lindt et Spruengli a non seulement quitté son épouse, mais aussi, après quarante-cinq ans de vie commune, mais encore d'être son fils aîné appelé à prendre la succession.

Rudolf Spruengli aura à peine attendu dix minutes après son divorce pour se remarier, en mai, son remariage. Si les journaux populaires s'étaient attachés à ses aventures sentimentales, la presse économique s'en était inquiétée pour l'avenir de l'entreprise. Les Spruengli ne se sont jamais séparés au passé de la femme M. Spruengli, présente à la fois comme naturopathe, possesse de diagnostics à l'ancienne, et surtout, comme une obscure américaine 1 an, qui se réfugiait au chalet de Saint-Germain.

En 1983, elle avait troqué son prénom plus prosaïquement helvétique de Heidi contre celui d'Alexandra, en hommage à un gourou de la mode. Déjà veuve d'un industriel de soixante-dix-sept ans, elle avait été héritière de 4,5 millions de francs suisses, ce qui lui avait valu d'être traitée de « captatrice d'héritage » par le tribunal de son défunt mari.

Invocant ses antécédents, le conseil d'administration avait cherché à empêcher le nouveau mariage d'Alexandra Gantenbein, soupçonnée de convoiter la fortune personnelle, évaluée à 500 millions de francs suisses, de Rudolf Spruengli. Il craignait également que, sous son influence, la firme Lindt et Spruengli se transforme en la coupe de la secte américaine.

Devenue la confidente personnelle du patron, elle avait déjà été à l'origine de plusieurs licenciements.

Confronté aux injonctions de son état-major, Rudolf Spruengli avait momentanément renoncé à son mariage lors de son retour d'un voyage aux Etats-Unis avec sa fiancée, en mai dernier. S'il a accepté d'avis et a finalement

convolé ses justes noces le 31 juillet, c'est que sa fiancée avait été apparemment blanchie par deux rapports commandés à des sociétés d'audits. Tout en reconnaissant qu'Alexandra avait pu « influencer certaines décisions sur le pourvoi de justice de cadres », l'une de ces enquêtes avait abouti à la conclusion que l'entreprise n'avait pas été nuyée par des pratiques de la

secte 1 an. Pour calmer les esprits, Spruengli annonçait, en août, que sa nouvelle épouse avait renoncé à sa fonction de conseillère personnelle et qu'il n'était nullement question qu'elle prenne la direction de l'entreprise Lindt et Spruengli.

Ces assurances n'ont cependant pas suffi à lever les incertitudes qui planent sur la vénérable maison de chocolatiers. Cinquante ans, l'un des fleurons de l'industrie chocolatière helvétique qui emploie quatre mille personnes, s'affiche 1 milliard de francs suisses de chiffre d'affaires. Sans plus attendre, l'une des chevilles ouvrières de la société, son administrateur délégué, Ulrich Geismann, qui a largement contribué à son expansion, a préféré prendre la porte.

Le départ a accéléré la danse à la hausse des actions du groupe à la Bourse de Zurich, alimentant du même coup les spéculations sur une éventuelle absorption par un géant comme Nestlé ou Philip Morris qui s'est déjà approprié Jacobus-Schard. En tous cas, les milieux financiers gardent à l'esprit l'exemple du groupe Mövenpick, que la zézanie entre Ueli Prager et son épouse a fait tomber dans l'escarcelle de la famille du richissime baron münchois August von Fink.

Jean-Claude Buhrer

(1) 1 dollar vaut environ 4,70 francs.  
(2) 1 franc suisse vaut environ 3,80 francs.

Après quarante-cinq ans de vie commune, Rudolf Spruengli a quitté sa femme et écarté son fils aîné de sa succession.

Sud, mais il avait aussi fait l'objet d'une incrimination aux Etats-Unis pour avoir aidé l'ennemi du régime de l'Iran. De plus, la législation helvétique n'accordant pas l'extradition en matière fiscale, il a échappé à une demande en ce sens présentée en 1984 par Washington.

Agé de cinquante-huit ans, Marc Rich ne songe pas à se retirer. « Les affaires sont mon passe-temps favori », dit-il, et se sent encouragé par les perspectives de l'ex-Union soviétique où il est bien implanté. Il veut volon-

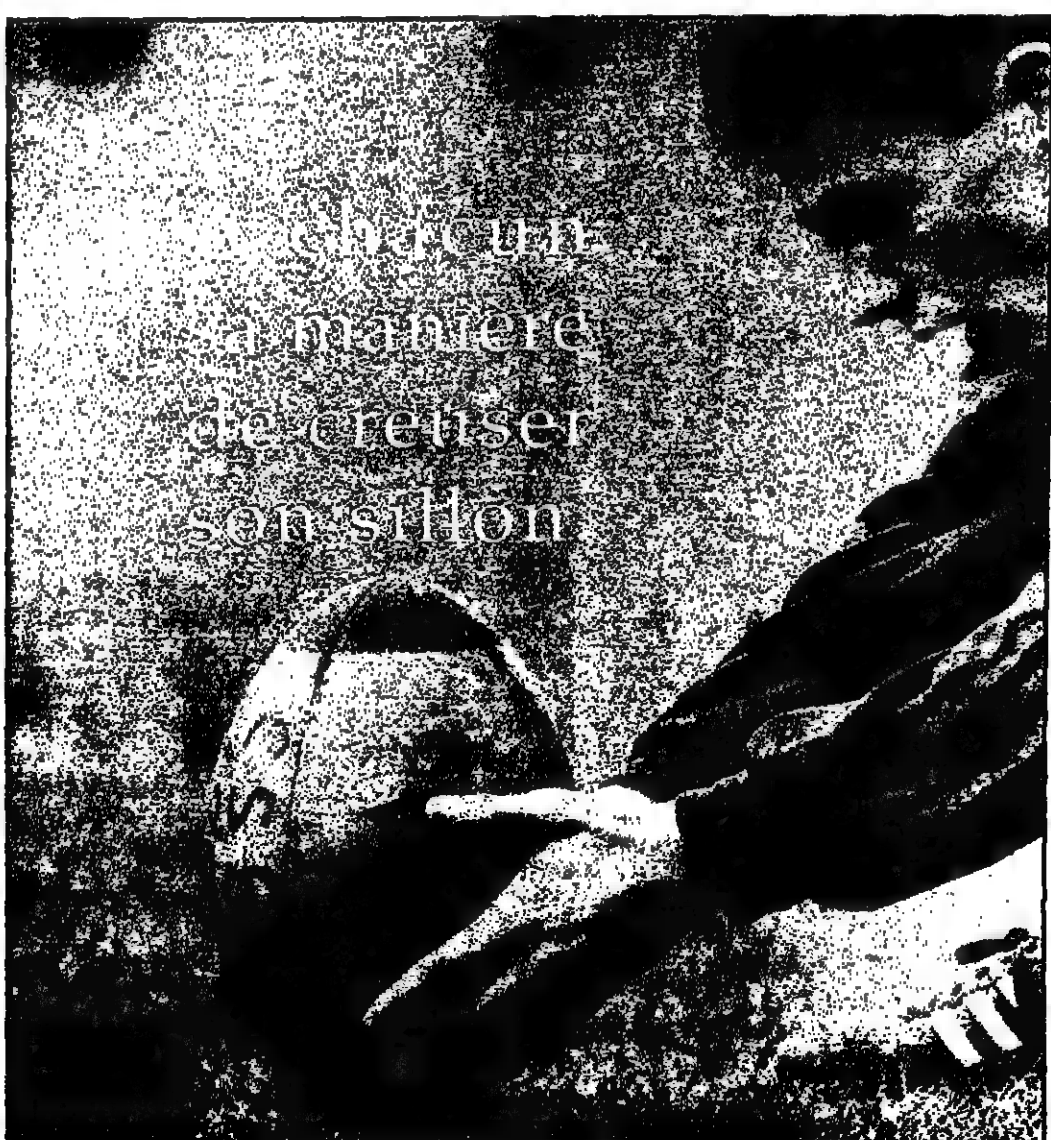
IFAM, the best way for the M.B.A.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet à ses étudiants de déboucher en quatre années après le baccalauréat (trois après une prépa) sur le diplôme MBA des meilleures universités américaines et sur le diplôme IFAM.

IFAM

Concours et admission parallèle 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année 17 septembre

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT  
Etablissement d'enseignement supérieur 17 rue Cépré, 75015 Paris - France. Tél. : 47 27 23



"Il ne se passe rien à TOULON ?"

Oui mais, surtout rien comme ailleurs !

C'est pourquoi nous d'ingénieurs, la Société de l'Industrie dans un centre-ville restauré, la haute technologie de la Marine Nationale dans un site stratégique qui se projette en Méditerranée, le plus grand Zénith du Sud-Est, des rendez-vous culturels à ne pas manquer chaque année (comme le Festival "Jazz à Toulon" ou la danse à Chateaufort), un symposium méditerranéen de sculpture, le tourisme du congrès qui s'affirme dans un environnement ensoleillé, des îles de rêve en face de la Rade et des poissons grillés qui sentent bon le fenouil... Tout juste la peine de vous envoyer quinze "minotes" pour vous en rappeler !

Aujourd'hui, la Ville de Toulon rappelle :

TOULON, C'EST CHAMPION!



TOULON



## PERSPECTIVES

L'ASIE EN DÉVELOPPEMENT

## Les grands chantiers de Taiwan

Le gouvernement de Taïpei compte sur un gigantesque plan d'équipement de 310 milliards de dollars et une certaine libéralisation financière pour mettre le pays « à niveau » et le faire entrer dans le club des pays développés. Pas si facile...

TAIPEI  
de notre envoyé spécial

EN fin de soirée, quand les lumières commencent à fermer, le trottoir d'une avenue de Taïpei, même huppée, donne une impression de désolation. Les rues sont vides, les boutiques de la zone commerciale de la ville n'ont pas encore commencé à ouvrir. Au coin d'une rue, devant l'entrée de la gare, on voit des sacs-poubelle pleins, dans lesquels on a jeté des déchets.

Ce qui était jadis une petite bourgade provinciale, Taïpei, aujourd'hui, est une ville moderne, une ville qui a su tirer parti de la confiance, le régime nationaliste mit au point un plan de développement en six ans, rendu public fin 1990, qui prévoit une panoplie spectaculaire d'investissements d'infrastructure, couvrant quelque 775 projets, pour un budget de 310 milliards de dollars. A lui seul, ce plan représente l'attrait additionnel de 11 milliards de dollars de réserves en devises de la banque centrale, un plan exécuté pour lequel les ministères occidentaux, en particulier les responsables des secteurs techniques et du commerce extérieur, se sont intéressés à Taïpei, en oubliant de plus en plus systématiquement la grande Chine par leurs gouvernements.

Le plan vise à créer une infrastructure permettant, selon les mots du gouvernement, « l'émergence de Taïwan d'un monde financier, d'un monde de communications et d'un monde d'affaires ». En un mot, le gouvernement propose à ses milieux d'affaires une vision cohérente et à plus long terme que la philosophie de profit immédiat qui a prévalu jusqu'à présent. Une vision d'avenir plus indispensable que, dans le même temps, la libéralisation politique et la nécessité pour l'économie taïwanaise de se projeter à l'extérieur amènent le gouvernement à assurer l'entrée solennelle du pays dans le club des pays pleinement développés.

Un des symptômes de cette incertitude était la fuite des capitaux, s'ajoutant à celle des cerveaux vers les pays industrialisés. En 1989, point culminant de la perte de confiance, l'investissement étranger (en

particulier en Asie du Sud-Est) s'élevait officiellement à 7 milliards de dollars. Un autre phénomène était la propension générale à l'argent facile, acquis notamment en boursicotant.

**SPECTACULAIRE** Pour le régime nationaliste, le plan de développement en six ans, rendu public fin 1990, qui prévoit une panoplie spectaculaire d'investissements d'infrastructure, couvrant quelque 775 projets, pour un budget de 310 milliards de dollars. A lui seul, ce plan représente l'attrait additionnel de 11 milliards de dollars de réserves en devises de la banque centrale, un plan exécuté pour lequel les ministères occidentaux, en particulier les responsables des secteurs techniques et du commerce extérieur, se sont intéressés à Taïpei, en oubliant de plus en plus systématiquement la grande Chine par leurs gouvernements.

Le plan vise à créer une infrastructure permettant, selon les mots du gouvernement, « l'émergence de Taïwan d'un monde financier, d'un monde de communications et d'un monde d'affaires ». En un mot, le gouvernement propose à ses milieux d'affaires une vision cohérente et à plus long terme que la philosophie de profit immédiat qui a prévalu jusqu'à présent. Une vision d'avenir plus indispensable que, dans le même temps, la libéralisation politique et la nécessité pour l'économie taïwanaise de se projeter à l'extérieur amènent le gouvernement à assurer l'entrée solennelle du pays dans le club des pays pleinement développés.

Un des symptômes de cette incertitude était la fuite des capitaux, s'ajoutant à celle des cerveaux vers les pays industrialisés. En 1989, point culminant de la perte de confiance, l'investissement étranger (en



du total, le secteur de l'énergie a été placé en deuxième position (12,1 %). Les plus grands investissements ont été réalisés dans les secteurs industriels, la construction d'une deuxième autoroute nord-sud, une ligne de train à grande vitesse, l'agrandissement des aéroports de Taïpei et, au sud, de Kaohsiung, ainsi que la modernisation du réseau des télécommunications et la reprise, approuvée par le gouvernement, du programme nucléaire civil avec l'acquisition d'une quatrième centrale.

Deux ans plus tard, l'effet sur les mouvements de capitaux a été indubitable : après une chute en 1990-1991, les investissements étrangers ont augmenté de 12,1 % en 1991. Le gouvernement a prévu de consacrer 2 milliards de dollars cette année. Mais le plan prévoit de le porter à 3.

Les difficultés proviennent, de l'avis de nombreux hommes d'affaires et économistes, du caractère assez brouillon des estimations initiales et des lenteurs d'une

administration qui n'a pas toujours réagi à ses méthodes bureaucratiques. Ainsi, les négociations d'expropriation pour les terres devant servir aux projets ont été prises en retard faute d'un cadre juridique approprié. D'une part, l'intervalle, la valeur des terrains a monté à la hausse, leur acquisition représente maintenant 40 % du coût total du projet. D'autre part, les problèmes de financement sont également apparus : ils ne sont pas dus à un manque de ressources mais aux habitudes d'épargne locales et à une certaine réticence du marché financier.

Pourtant, le gouvernement a fait des efforts pour libérer ce secteur. Il a autorisé quinze banques privées à ouvrir cette année, insuffisant au regard de la vie d'un secteur financier jusqu'alors dominé par le monopole de fait de l'Etat (dix-sept banques nationales), avec une faible ouverture aux seules banques étrangères (trente-huit fin 1991).

L'ouverture s'est confirmée en mai avec la libéralisation des opérations de crédit justifiées, alors très contrôlées, et l'autorisation de créer de nouvelles compagnies étrangères. Toutefois, les investisseurs étrangers, dans le dernier secteur, ont encore une certaine distance, ne pouvant détenir que 30 % d'une firme locale.

**PRIVATISATIONS** Dans le même temps, le gouvernement a lancé des privatisations, qui ont touché cinq entreprises publiques, avec un objectif de 2000. Les opérations se heurtent dans certains cas à des résistances syndicales, mais surtout, semble-t-il, au poids des habitudes. Selon certains économistes, le gouvernement ne mettra sur le marché, dans la plupart des cas, que 51 % du capital d'une firme qu'il contrôlait, la manière d'y demeurer le principal actionnaire.

Cette timidité contraste avec la situation internationale de la classe moyenne taïwanaise. En avril 1992, les exportations de l'île ont le plus pulvérisé le record annuel précédent : elles ont atteint 7,2 milliards de dollars, soit 15 % de plus qu'en avril 1991.

Mais cette lenteur fait douter certains que le fameux plan en six ans soit réalisé avant la fin du siècle. Arthur Chen, vice-directeur du bureau de supervision de la construction, reconnaît implicitement que l'on compte surtout aujourd'hui sur le rôle d'investissement économique du plan, plutôt que sur les projets précis qu'il recèle. « Nous avons besoin d'équilibre, de stabilité, et pas seulement de matériel », souligne-t-il. « Ce n'est pas l'investissement, mais la qualité de la vie qui nous permet d'apporter certaines améliorations en matière d'éducation, de sécurité sociale, d'environnement, de logement, de proximité du lieu de travail ».

Le gouvernement ne met pas que ces grands projets du plan devant être soumis à l'examen budgétaire annuel, pratique qui demeure logique compte tenu du

rythme de croissance qu'a connu Taiwan depuis les années 70. La première autoroute a été entreprise quand l'île comptait, en 1970, pour tout, 40 000 voitures. A la fin des travaux, on recensait 130 000. Aujourd'hui, dix ans plus tard, on en est à 3 millions.

Dans ces conditions, les prévisions, même à six ans, « Je peux vous garantir une chose », poursuit Arthur Chen : « En 1996, le revenu par habitant sera de 14 000 dollars par an. D'ailleurs, le tassement du dollar ne nous aidera pas ». Le chiffre actuel est de 9 000 dollars. L'objectif fixé pour l'an 2000 – 21 000 dollars – approche le niveau du Japon aujourd'hui (25 000 dollars). Pas à retarder.

Francis Deron

## Une arme pour le GATT

TAIPEI  
de notre envoyé spécial

Le plan en six ans de Taiwan, « Qui pourrait durer plus longtemps » comme le dit le gouvernement, n'est pas seulement destiné à régler l'engagement préalable des infrastructures, qui n'ont, dans l'ensemble, pas suivi la croissance économique. C'est aussi, font remarquer les économistes, une arme politique pour négocier avec la communauté internationale une plus grande participation aux affaires mondiales, à la hauteur de l'économie et de la diplomatie.

Devenue la quatrième puissance commerciale du monde, l'île, désormais, veut jouer un rôle sur le plan politique. Moins spectaculaire que les grands travaux prévus, la réforme financière incluse dans ce plan permet de soutenir la demande d'adhésion à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

A cette fin, le gouvernement a non seulement autorisé une libéralisation des échanges financiers et extra-bancaires, mais a aussi entrepris d'abolir le contrôle des changes. Son objectif est de se lancer dans une compétition fréquente avec Washington, selon laquelle Taiwan joue un rôle de change à l'échelle mondiale pour favoriser les exportations : ainsi le NT (nouveau dollar), le prononcer « NT » à l'anglaise) avait battu, le 13 mai, ses propres records en atteignant le cours de 24,91 NT pour un billet vert.

Taiwan est ainsi infiniment mieux placé que la Chine populaire pour être admis dans ce forum, mais elle y fait obstacle, exigeant la présence sur une scène purement politique. L'affaire ressemble à la querelle du cercle pour le monde industrialisé : celui-ci serait disposé à accepter Pékin parmi les signataires de l'accord, mais il refuse pour cela une reconnaissance du gouvernement communiste. L'île, elle, met en œuvre. Les efforts des dirigeants de l'île, dans ce domaine, sur les plans douanier, financier et monétaire, ont été jugés appréciables mais insuffisants jusqu'à présent. La décision, prise le 2 septembre par George Bush, d'autoriser, pour les élections, le vol de 150 avions F-16 à Taiwan, ne va sans doute pas simplifier les discussions.

F. D.

## Le réveil du Vietnam

Suite de la page 25

beaucoup, même parmi les habitants d'origine étrangers, ne disent qu'il n'y a pas de grand espoir de s'installer, que le boom est déjà là et que le Vietnam, malgré ses énormes handicaps, rejoindra, dans un délai de dix à vingt ans, les rangs des « tigres » asiatiques.

Le paradoxe est en effet réel. Une quarantaine d'années de guerres, suivies de la mauvaise gestion, ont laissé l'infrastructure du pays en ruines. Hanoi, capitale pleine de charme, est une ville délabrée, surpeuplée, où les deux tiers des habitants appartiennent à des familles de réfugiés. Ho-Chi-Minh-Ville est privée d'électricité et l'ancien crépuscule trois jours par semaine. Le train entre les deux grandes villes bat les records de lenteur. Les grands axes routiers doivent être refaits. Ports et aéroports sont en mauvais état. Téléphone et télégraphe commencent à peine à se développer. Des aménagements indispensables pour que les aéroports puissent faire face à la multiplication des vols internationaux.

**DÉFORESTATION** • Surtout, le Vietnam doit s'accommoder d'une démographie galopante (une croissance de la population d'environ 3 % à l'Etat d'environ 3 %). L'Etat doit enrayer, tardivement, une dégradation rapide de l'environnement. Le chômage et, surtout, le sous-emploi sont partout présents. Violent d'un désastre écologique pendant les deux guerres d'Indochine, le pays est la proie, depuis, d'une déforestation aux conséquences dramatiques, que les autorités ne font que commencer à enrayer. La couverture sanitaire de ce territoire tout en longueur est insuffisante et le revenu

par tête est évalué à moins de 200 dollars, ce qui classe le pays parmi les plus pauvres du monde.

Il est donc inutile d'ajouter qu'un Vietnam décollage de l'économie ne peut pas encore produire. Les deux éléments de coopération économique avec le continent asiatique (voir l'Asie-Chine, dans le Monde de l'économie du 11 août).

Dans ce plan, les projets concernant les transports et communications représentent 33,7 %

**Le régime politique**  
monolithique  
et les investisseurs  
étrangers doivent  
s'armer de patience  
pour s'entendre avec  
une bureaucratie  
tatillonne ou, parfois,  
corrompue.

En outre, même après s'être converti à l'économie de marché, le régime politique demeure monolithique et les entrepreneurs vietnamiens comme étrangers, et ceux de quelle nature qu'ils soient, de patience et de s'armer de patience pour s'entendre avec une bureaucratie tatillonne ou, parfois, corrompue.

disent pas. Bien des investisseurs étrangers attrapent les maux de la Chine, mais sur pied une certaine confiance en certains de leur pays.

**DYNAMISME** • Et, pourtant, un dynamisme est sensible. La libéralisation de la Chine, et le commerce a retrouvé son allure d'autrefois, le cas du Cambodge, lieu de passage de la route de la soie, a été un succès. On parle d'un taux de croissance de 7 % à 8 % cette année, soit le double de l'année précédente. Le pays est, pour de bon cette fois, sorti de sa léthargie.

Adversaires d'hier, les nouveaux partenaires ne sont, en tout cas, convaincus. Les étrangers ont vu le Vietnam devenir le premier partenaire commercial du pays, devant Taiwan (premier investisseur), la Corée du Sud et, bien entendu, le Japon. En avril, le premier ministre du Malaisie, Mahathir Mohammad, a parcouru le Vietnam à la tête d'une délégation de hauts fonctionnaires.

Les Kuan Yew, le grand bâtisseur de la région, et le ministre d'Etat à Singapour, lui a accordé le pas, et son message a été que le Vietnam s'apprêtait à « plonger dans un futur prospère ». « Avec l'accès aux expériences de développement des nouveaux pays industrialisés et les technologies modernes du jour – qui nous ont permis de développer Singapour en 1960, – vous pouvez progresser plus rapidement », a dit un Vietnamien Tang I Fang, l'un des architectes de Singapour, qui accompagnait Lee Kuan Yew.

Pourquoi tant d'optimisme ? Avec près de soixante-dix millions d'habitants, dans tout le monde, le Vietnam a la capacité d'assimilation, le Vietnam dispose effectivement de la principale

des richesses, les ressources humaines. Culturellement, il est proche des peuples d'Extrême-Orient, qui, l'expérience le prouve amplement, n'attendent que le feu vert des pouvoirs politiques pour se remettre à l'œuvre. Des que des signaux s'allument, ils s'agitent, toutes les occasions de faire du commerce, de monter un affaire, de gagner quelques bénéfices.

Enfin, et surtout, l'environnement régional est particulièrement favorable. Non seulement le pays est entouré de « tigres » et « dragons » asiatiques, mais, à Tokyo à Washington en passant par Singapour, les pays de la région du monde qui se développent le plus vite, d'une manière qui demeurerait une poche de pauvreté, donc une source d'instabilité.

Déjà que les circonstances l'ont permis – à savoir la reprise d'un dialogue entre Pékin et Hanoi – on a vu l'ONU porter le jeu au Cambodge. Simultanément, Japonais et Américains ont légionné des hommes d'affaires asiatiques au Vietnam, les représentants de l'Etat, les conseils, procédant à quelques investissements, prenant même de vitesse les Européens qui s'étaient manifestés les premiers.

**RESSOURCES** • Si sensibles à tous ces signes, les Vietnamiens en ont donc conclu que les signaux, effectivement, étaient allumés. Quitte à prendre quelques risques, ils ont donc décidé de se lancer dans le jeu de l'Etat, ce qui explique le brassage d'affaires dans le pays en aujourd'hui le Vietnam.

Le Vietnam possède, en outre, des ressources naturelles non négligeables. La quête de pétrole et de gaz offshore est prometteuse. Depuis la libéralisation des prix en

1989, le pays a fait un spectaculaire percée sur le marché du riz, devenant le troisième exportateur mondial. Avec son abondante main-d'œuvre à bon marché, le Vietnam deviendra rapidement le paradis des industries agroalimentaires ou textiles et, dans l'électronique, des usines d'assemblage. Enfin, il ne manque pas de ressources touristiques, avec ses paysages et, surtout, son climat d'exceptionnelle beauté.

**RELÈVE** • Pour remettre l'essentiel de son infrastructure en état, le pays devra attendre de pouvoir avoir accès aux grands emprunts de capitaux internationaux, et, surtout, de voir le embargo économique américain, aujourd'hui l'objet de marchandages entre les deux camps, disparaître.

Cet embargo, lui-même levé l'an prochain, pourrait être levé l'an prochain, mais s'il y a un relèvement, de Washington, de diplomates proches de l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger et, donc, de l'administration de Bush, la population vietnamienne, qui ne l'ignore pas, a l'habitude de devancer les événements. Elle s'est mise au travail et, en attendant que, parfois, les dividendes se fassent attendre, elle a commencé à se lancer dans la « détermination », le secrétaire australien au Trésor, John Dawkins, a pu le constater : « Je pense que nous verrons, dans les dix prochaines années, émerger au Vietnam le plus jeune « tigre » asiatique. » Jugement imprudent ? En Asie du Sud-Est, on ne peut l'oublier, les pays économiques ont perdu des décennies.

Jean-Claude Pomonti



## PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

## Reading, la Mecque des bonnes affaires

Une petite ville de Pennsylvanie, ruinée par le départ des industries textiles, a retrouvé la prospérité en se spécialisant dans les « magasins d'usines ». Dix millions de personnes viennent y faire leurs achats chaque année et même les grandes marques s'y installent

READING de notre envoyée spéciale

ON va à Reading (Pennsylvanie) comme on va à Las Vegas ou Atlantic City : l'espace d'un week-end, avec un cas comme dans l'autre, le but de l'expédition est de gagner de l'argent en en dépensant. Mais la comparaison s'arrête là. Car à Reading, on ne joue pas. On achète, à tour de bras, aussi bien de la lingerie que des articles pour la maison, des vêtements, des chaussures, des bagages, des cosmétiques, etc. Dans tous les cas, il s'agit de produits de qualité, portant des marques connues, vendus à longueur d'année 25 % à 90 % moins cher que dans les boutiques spécialisées ou les grands magasins. Pourquoi ces rabais permanents ? Parce que ce sont les fabricants eux-mêmes qui vendent dans ce que l'on continue d'appeler des « magasins d'usines » : alors que la plupart du temps les articles ne sont pas fabriqués sur place.

On compte ainsi à Reading plus de 300 magasins d'usines. Le choix est tel que la ville est devenue une sorte de Mecque pour le consommateur averti, autrement dit, désormais, pour tout Américain qui se respecte. Reading et ses environs (Berks-County : population : 325 000 habitants) accueillent ainsi chaque année quelque 10 millions de visiteurs, qui dépensent environ un milliard

de dollars. Le samedi, en saison (c'est-à-dire de juillet à novembre), on peut voir 200 à 300 cars dégorger leurs passagers devant le « complexe » de Vanity Fair, sept bâtiments de brique rouge qui abritent, sur plus de 90 000 m<sup>2</sup>, une cinquantaine de fabricants. Les parkings adjacents accueillent des milliers de voitures.

**RAYONNAGES.** En ville même et aux alentours, d'autres groupes de bâtiments similaires (maisons et entrepôts abandonnés) abritent des marques aussi connues que Liz Claiborne, Coach, Evan Picone, Calvin Klein et autres Levi. Celui de Polo Ralph Lauren se distingue par son avertissement : même si les rayonnages de bois clair, quelques clubs de golf et valises anciennes tentent d'évoquer l'atmosphère feutrée des boutiques de la marque, c'est dans un aimable désordre qu'une foule plutôt jeune et BCBG se bouscule pour acheter des jeans à 20 dollars (- 60 %) ou des chemises de coton à 49,99 dollars (- 25 % environ). A côté, Liz Claiborne vend les articles de sa collection d'automne à moitié prix. Ils sont soigneusement rangés par taille sur des portants. Salons d'essayage et vendeuses attentives vous donnent l'impression d'être dans un « vrai » magasin.

Ce n'était certes pas le cas quand, en 1970, Vanity Fair, important fabricant de lingerie, décide de céder à bas prix ses invendus et autres articles de

second choix à ses employés. Tout s'entasse alors sur des tables, un simple rideau séparant l'usine de la zone réservée à la vente. Le personnel amène sa famille, ses amis, les amis d'amis, etc. Devant le succès remporté, Vanity Fair décide de louer ses ateliers vacants à d'autres fabricants, le premier « centre de magasins d'usines » est né. Bien d'autres suivront (voir encadré). A Reading même, les locaux vides ne manquent pas. L'industrie textile en avait fait une cité prospère, comme en témoignent ses vastes demeures victorienne et ses coquettes maisons aux façades colorées, précédées souvent d'un porche en bois et ornées de fenêtres à vitraux. Le départ des industries vers le sud des États-Unis ou l'Extrême-Orient, à partir des années 50, a peu à peu vidé la ville de sa substance. Avec les magasins d'usines, ateliers et entrepôts désertés trouvent une seconde vie.

Reading, « la capitale mondiale des magasins d'usines », est devenue un véritable pôle d'attraction pour des millions d'acheteurs habitant à deux ou trois heures de voiture. « L'essentiel de notre clientèle vient du New Jersey ou de New-York », précise la responsable du centre d'information. Près de 10 % des clients de Vanity Fair viennent en car, souvent dans le cadre de week-ends organisés, hôtels compris. Autant de visiteurs qui ont permis l'expansion de l'industrie du tourisme. Celle-ci a embauché quel-

que 5 000 personnes. Grâce aux taxes perçues, la ville a vu ses revenus s'accroître de 5 millions de dollars par an. Les magasins d'usines ont contribué à la croissance de la population et de l'activité du comté.

**LUXE AU RABAIS.** Et de nouveaux projets sont en cours. L'an prochain, Vanity Fair compte ouvrir un centre plus haut de gamme. Un autre est en train d'être construit : baptisé « Reading Station », il a été construit spécialement pour abriter des marques de luxe. « Toutes les enquêtes montrent que la clientèle des magasins d'usines dispose de revenus nettement supérieurs à la

moyenne nationale, déclare Lana Hauben, « vice-présidente » de Vanderbilt Equities Inc. Nous avons donc décidé, avec mon mari, de nous spécialiser dans le développement de centres haut de gamme. En ce moment, nous sommes en négociations avancées avec de grandes marques européennes. »

Bien sûr, les marques de luxe ne le crient pas sur les toits. Elles interdisent même aux centres de magasins d'usines de les citer dans leurs campagnes publicitaires ou lorsque des journalistes les interrogent. Mais il est désormais de notoriété publique que Polo Ralph Lauren, Liz Claiborne, Calvin Klein ou Geoffrey Beene, par exemple, sont situés dans de très nombreux centres. On commence

à y trouver Gucci, Rodier, Bally, Charles Jourdan et les marques du groupe Escada, entre autres. Lorsque les grands magasins battent de l'aile et bradent les marques pour attirer le chaland, les magasins d'usines présentent une solution bien tentante.

A Reading Station, les quelques magasins ouverts respirent le luxe ; parquets cirés, bois ombrés, enseignes individualisées, personnalité marquée de chacun contribuent à faire oublier qu'on est là au royaume des rabais. A vrai dire, toutes les étiquettes en témoignent. Et elles attirent jusqu'aux diplomates en poste à Washington. C'est tout dire.

Martine Leventer

## Une montée en qualité

READING de notre envoyée spéciale

« En 1991, les clients des centres de magasins d'usines y ont dépensé 7,4 milliards de dollars ; ce faisant, ils ont économisé 4 milliards de dollars », calcule Terry Dunham, créateur de la revue spécialisée Value Retail News qui suit l'évolution de la distribution des produits de marque et de qualité à prix discountés. Depuis 1988, le nombre de centres de magasins d'usines a plus que doublé aux États-Unis. On en comptait 275 au 1<sup>er</sup> janvier dernier, et une centaine sont en projet. Même si, selon Terry Dunham, ils ne représentent guère que 1 % du commerce de détail, leur rythme de croissance en dit

long sur la soif du consommateur d'acheter « intelligemment ».

Il faut dire aussi que les magasins d'usines ont beaucoup évolué : « Il y a dix ans, la marchandise était le plus souvent de second choix, il n'y avait pas de salons d'essayage, on ne pouvait pas payer avec sa carte de crédit ni se faire rembourser son achat en cas de problème », raconte Terry Dunham. Tout cela a changé. Les « seconds choix » ne représentent même plus 10 % de l'assortiment et une bonne part des articles proposés sont de saison. C'est que les fabricants ont découvert que les magasins d'usines pouvaient être des centres de profit et améliorer leur cash flow. Au moment où

les grands magasins américains cherchent leur voie et font supporter à leurs fournisseurs les conséquences de leurs propres difficultés, les magasins d'usines ont été pour certains fabricants une véritable bouée de sauvetage. Désormais, certains utilisent ce moyen de distribution pour écouler la moitié de leur production. Jusqu'à présent, les centres ont dû s'implanter loin des villes et de leurs grands magasins, qui demeurent des clients importants pour les marques. Mais trouver des coins perdus, dit Reading, devient de plus en plus difficile. Si bien que les centres de magasins d'usines se rapprochent des grandes villes.

M. Ls.

## Les salades miraculeuses de Santiago

Suite de la page 25

A Santiago, deux bidonvilles ont commencé à mettre en œuvre sa technique : à La Florida, elle est utilisée par un groupe de femmes dans le cadre d'associations autogestionnaires ; à La Pintana, par des habitants à titre individuel.

L'agriculture hydroponique s'adapte parfaitement aux besoins des bidonvilles. Elle obtient rapidement des résultats et change les habitudes alimentaires de ceux qui la pratiquent tout en leur apportant des revenus supplémentaires. Dans des pays menacés par le chômage, elle offre en outre une garantie sanitaire. Enfin, les femmes y jouent un rôle central, utilisant cette activité comme un instrument d'émancipation.

Convincues par ces résultats, de nombreuses associations et organisations travaillant pour le développement, officielles ou non gouvernementales, ont commencé à mettre en œuvre des projets similaires dans l'ensemble de l'Amérique latine. Car la culture hydroponique ne nécessite pas d'importants moyens financiers et autorise des projets de toutes dimensions ; la technique est vite maîtrisée et son caractère écologique rejoint les objectifs énoncés lors de la Conférence de Rio de juin 1992 sur l'éco-développement.

Les réceptacles sont faits de matériaux récupérés : boîtes de palettes endommagées rachetées à des transporteurs, vieux pneus ramassés dans les décharges, restes de chantiers. La solution chimique, qui mêle les principaux éléments nutritifs (phosphore, potassium...) et des composants secondaires (calcium, magnésium, soufre), est à la fois bon marché et facile à réaliser. Le bidonville de La Pintana fait la sienne pour 0,9 dollar le litre, un litre permettant d'obtenir environ 180 salades, vendues pour 50 dollars (1).

**RENDREMENTS.** Aussi la culture apporte des ressources à long terme aux secteurs urbains marginalisés, parce qu'elle est économiquement rentable. « Pour des légumes, la culture hydroponique demande moins de temps et d'espace que l'agriculture traditionnelle ; les autres coûts de production

étant moindres aussi, les rendements sont deux à trois fois plus élevés », souligne César Marulanda. En milieu hydroponique, produire une salade ne demande en effet que cinquante-cinq jours en moyenne, de l'ensemencement à la récolte, environ deux fois moins de temps que lorsqu'elle est cultivée en terre. Le coût de production avoisine 8 cents contre 15 cents en terre, pour un prix de vente de

« En cultivant 30 mètres carrés, une femme peut espérer apporter au foyer un revenu supplémentaire de 50 dollars par mois. »

28 cents. « Peu d'activités ont une telle rentabilité », soutient César Marulanda. En cultivant 30 mètres carrés, soit l'espace disponible dans un quartier de baraquas, une femme peut espérer apporter au foyer un revenu supplémentaire de 50 dollars par mois sans cesser de s'occuper de ses enfants et de ses tâches domestiques. »

**RUDE HIVER.** Pourtant, assez peu de femmes se sont portées volontaires. Le rude hiver chilien n'est pas la seule raison. « Les gens, ici, n'ont plus le courage de prendre la situation en main, dit Isabel, une des femmes de La Pintana. Ils attendent qu'on leur donne de l'argent pour le dépenser tout de suite, mais ne croient plus que leur action puisse changer quelque chose à leur vie. »

Mais Gloria, qui « préside » le groupe autogestionnaire de La Florida, pense que celui-ci va s'élargir et que ce découragement n'est que provisoire : « Les gens commencent à se rendre compte que ça marche et qu'ils ne gagnent rien à se résigner. » Il n'est pas impossible que cette apathie apparente soit une séquelle de la dictature militaire, qui a rendu à la fois plus difficile et plus vaine toute mobilisation sociale. En tout cas, César Marulanda n'a rien constaté de compa-

table dans les autres pays où il est intervenu.

La culture hydroponique n'est que le fer de lance de ces « technologies populaires » qui se développent de façon croissante dans toute l'Amérique latine. Le PNUD les a recensées à l'intérieur de trois gros volumes au titre peu original, *Technologies pour l'éradication de la pauvreté*, mais aux pages riches de graphiques et de modes d'emploi couvrant l'ensemble des besoins des populations défavorisées, du logement à la nourriture.

Le Centre d'étude pour les technologies appropriées à l'Amérique latine, une fondation privée installée à Valparaíso, a ainsi mis au point des cuisinières en carton, isolées avec de la sciure, économisant 40 à 50 % d'énergie (la principale dépense des ménages dans les bidonvilles). L'Institut chilien pour les technologies de nutrition et d'alimentation a, lui, entrepris la fabrication de fours solaires avec des morceaux de miroirs récupérés sur les chantiers, qui conviennent particulièrement bien aux régions désertiques.

Ces « technologies populaires » représentent une approche imaginative des problèmes de développement. Leur croissance montre cependant l'impuissance des États à réduire la pauvreté chez eux. Pour les 183 millions de pauvres en Amérique latine - contre 113 millions il y a vingt ans - elles ne sont pas un expédient provisoire en attendant le développement résultant de politiques économiques. Elles peuvent permettre aux populations marginalisées d'entrer dans le circuit productif, dont elles sont généralement exclues.

« La plupart de nos maris travaillent, même si c'est de façon irrégulière, explique ainsi Gloria, la militante de La Florida. Alors nous avons décidé d'agrandir notre exploitation, en réinvestissant la plus grande partie du produit des ventes. Nous allons trouver un terrain un peu plus grand, y transporter nos coqueots et en construire d'autres. » En attendant, le quotidien aura déjà été un peu amélioré.

Bruno Adrian

(1) 1 dollar vaut environ 4,70 francs.

LES BILANS PUBLIÉS EN 1992  
SONT DISPONIBLES  
CHEZ INFOGREFFE.  
DÈS AUJOURD'HUI,  
VOUS POUVEZ LES CONSULTER  
OU LES COMMANDER  
SANS VOUS DÉRANGER.



Dès maintenant, sur votre Minitel, vous pouvez consulter les derniers bilans de vos clients ou de vos fournisseurs.

Si vous ne trouvez pas le bilan d'une entreprise, sachez que le risque d'impayé est beaucoup plus fort. Bien sûr aussi avec le 36.29.11.11 vous pouvez visualiser le Registre du Commerce, les chiffres et les renseignements sur les défaillances d'entreprises. Vous pouvez également commander copies des

bilans et états de privilèges, les payer par carte bancaire, recevoir un Kbis sans frais particulier, sans vous déranger et sans attendre.

**36 29 11 11  
INFOGREFFE**

La source de l'information  
sur les Entreprises

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE  
1, quai de Corne 75181 PARIS CEDEX 04  
Tél : (1) 43.29.06.75



CHRONIQUE • Par Paul Fabra

## Pour une Bundesbank à la française

N'importe quelle monnaie commune (voir chronique précédente) : renvoyer dos à dos, et le projet de Maastricht, et celui que les Britanniques lui avaient opposé, pendant la négociation, du bout des lèvres (M<sup>re</sup> Thatcher elle-même ne croyait pas à la monnaie commune) n'est pas la transposition sur la scène européenne du trop célèbre « ni-ni » présidentiel. En aucun cas il ne s'agit de préconiser le « gel » de la situation actuelle.

Il existe une autre solution, pas moins exigeante, mais plus conforme à la nature des choses : ses voies sont plus faciles à définir, ses chances de succès beaucoup plus grandes. Mais voilà, cette solution n'a rien de sacrificiel. Elle n'empêche pas inutilement les nations — ni la France, ni l'Allemagne en particulier — pour le bien supposé de l'Europe.

Cette solution consisterait à approfondir les virtualités du SME existant (voir nos chroniques des 18, 25 février et du 3 mars). Pour donner à cette politique toute l'ampleur désirable, il conviendrait, d'une part (mesure prise à douze), de doubler dans un premier stade le pourcentage (actuellement égal à 20 %) des réserves en or et devises mises à la disposition du SME, et, d'autre part, de réformer les statuts de la Banque de France (loi du 3 janvier 1973).

L'objectif serait de donner tout de suite à notre institut d'émission une liberté d'action comparable à celle dont jouit la Bundesbank, avec la mission précise de défendre le pouvoir d'achat du franc. Créée par Napoléon, la Banque de France a géré librement pendant plus d'un siècle les affaires monétaires du pays. Le public français est sans doute prêt à renouer avec cette tradition.

Au lieu de continuer l'œuvre déjà accomplie par le SME, le traité en constitue à maints égards la caricature. Le ressort du SME, c'est l'émulation. Nul doute que la volonté de faire aussi bien, et, si possible, mieux que l'Allemand n'ait joué un rôle capital dans les succès obtenus en France par la politique dite de « désinflation compétitive ». Le malheur est que Pierre Bérégovoy s'est laissé emporter par son zèle. Il a voulu à tout prix accrocher le franc au mark, sans s'en donner vraiment les moyens. Cela était contraire à la lettre et, encore plus, à l'esprit du SME.

D'un côté, le poids du service de la dette publique n'a cessé de s'alourdir. Il représentait en 1988 moins de 10 % du total des dépenses budgétaires, pourcentage passé depuis à plus de 14 % (comme aux Etats-Unis). La désastreuse politique de « confiance » — où le ministre socialiste a en effet surpassé Antoine Pinay — a consisté à donner pour mission prioritaire au Trésor d'emprunter à long terme les ressources correspondantes. Cette politique a pleinement « réussi » en ce sens que le Trésor, en offrant des taux très élevés, a trouvé des prêteurs empressés tant en France — où il a rassuré la classe des rentiers — qu'à l'étranger. Certaines années, on a vu les obligations d'Etat devenir le principal article d'exportation de notre pays. Ce genre de compétitivité, on s'en doute, n'est pas de nature à faire baisser le chômage. Elle est d'autant plus susceptible de le faire monter qu'elle maintient à un haut niveau les taux à long terme — ceux qui ont un impact direct sur les investissements. De ce point de vue, Maastricht représente en effet le couronnement de toute une politique : il rend « irréversible » le taux de change du franc fort. Les ventes d'obligations d'Etat pourront continuer de plus belle.

D'un autre côté, le gouvernement socialiste français s'est montré, pendant les années du grand boom boursier, immobilier et, accessoirement, économique (1988-1990), aussi aveugle que les ministres de M<sup>re</sup> Thatcher : ils ont ouvert en grand les vannes du crédit. Les banques s'en sont donné à cœur joie. A force d'aller répétant que les taux d'intérêt à court terme (ceux qui sont influencés par l'action de la banque centrale) sont fixés en fonction du taux de change et, donc, indirectement, des taux allemands on en oublie qu'ils sont une résultante : la dégradation des bilans bancaires nationaux en sont un des éléments. La bride sur le cou aux banques a conduit le monde au bord d'une crise financière d'une gravité sans précédent depuis 1930.

Du moins, dans le « système » européen actuel, chaque pays qui, par suite d'erreurs commises, se sent brusquement menacé dans sa stabilité, est en mesure de réagir. Il peut le faire parce qu'il a sa pleine capacité de décision et dispose de tous les instruments d'intervention nécessaires pour peu qu'il veuille les utiliser. Ainsi a-t-on vu la France, en mars 1983, soudainement redresser la barre. Le sort du SME dépendait alors d'elle. Ainsi la Bundesbank, malgré les critiques, est-elle restée fidèle

à une des règles cardinales de sa conduite : ne pas attendre que la machine s'emballe pour appuyer sur le frein. Ce faisant, il est probable qu'elle sert les intérêts de l'Europe. Cette vigilance contraste avec les pratiques américaines. Pour corriger dix ans de la même monnaie, Paul Volcker a dû, en 1980, laisser monter les taux jusqu'à 22 %. Il a été au moins en mesure de prendre ses responsabilités. Que se serait-il passé autrement ?

Les négociateurs du traité de Maastricht n'ont-ils pas pris leurs précautions ? N'ont-ils pas inscrit sur le fronton que l'objectif était la « stabilité » de la monnaie unique, comme cela est spécifié dans les statuts de la Bundesbank (mais pas dans ceux de la Fed américaine) ? Cela n'assure-t-il pas une continuité d'action ? Cependant, les négociateurs de Maastricht ont introduit dans leur texte une imprégnation de langage qui en dit long sur leur état d'esprit : ils parlent de « degré de stabilité ». Pour eux, la stabilité ne se conçoit que relative. Le critère pour participer à l'Union monétaire, c'est, pour un pays membre, de ne pas avoir connu (pendant un an) un taux d'inflation dépassant « de plus de 1,5 % celui des trois Etats présentant les meilleurs résultats ». Il devra, en matière de taux d'intérêt, satisfaire à un critère de la même veine. La question n'est pas d'invoquer on ne sait quelle exigence de stabilité absolue. Elle est de s'entendre sur le sens des mots.

Pour être considérée comme un bien public méritant qu'on consente des efforts en sa faveur, la stabilité monétaire doit comporter deux avantages. L'un est, bien sûr, l'absence d'inflation chronique.

Tout le monde (sauf les experts) comprend qu'il s'agit d'une hausse des prix annuelle n'excédant pas de 2 % à 2,5 % pendant les années de haute conjoncture, inférieure à 1,5 % pendant les autres. L'autre avantage est un niveau des taux d'intérêt compatible à la longue avec une croissance — créatrice d'emplois — un critère que les négociateurs de Maastricht ignorent ! Cela correspond historiquement à une fourchette des taux (pour toutes échéances) s'échelonnant entre 3 % et 6 % au grand maximum. Tel était encore le cas, il y a moins de cinq ans, pour la Suisse, l'Allemagne et le Japon.

Au « faire mieux que son voisin » que son voisin du SME, Maastricht a substitué le médiocre « ne pas faire plus de bêtises que les autres ». Ce changement de perspective fausse tout. L'article 105 est ainsi rédigé : « L'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix. » En confiant cette mission, non pas à la future Banque centrale européenne (BCE) mais au système européen de banques centrales (SEBC), il a envoyé le message. Le SEBC est composé de la BCE et des banques centrales nationales. Le traité confère la personnalité juridique à la future BCE, il la refuse au SEBC. Les organismes constituant le « système » seront donc des sujets de droit, pas le système lui-même. Attribuer à ce dernier une responsabilité collective n'a déjà pas de sens. Il faut aller plus loin.

Le SEBC sera dirigé par les organes de décision de la BCE (conseil des gouverneurs et directeur). Or, en cas de divergence de vues sur le « degré de stabilité » souhaitable, le traité, on l'a vu, n'offre aucun point de repère solide. Le relativisme dont il s'inspire débouche sur une pétition de principe. Dans tous les cas de figure, mission accomplie par le SEBC : c'est lui qui, par un vote majoritaire (non pondéré), en aura fixé les termes et en appréciera le résultat ! Ce qui est inscrit en filigrane est un régime monétaire d'irresponsabilité. Comme chaque nation en particulier aura perdu le pouvoir de décider en dernière instance pour elle-même, la seule parade à la disposition des plus grandes d'entre elles sera une politique d'influence, à la limite un nouvel impérialisme. L'Allemagne aura ses « alliés » et la France les siens. Ce sera le retour à une situation précommunautaire.

Pour conjurer ces divers périls, les auteurs du traité ont cru trouver un remède : l'indépendance des futures institutions monétaires de l'Union. Cependant, l'indépendance de l'institut d'émission n'est pas en soi une garantie. Tout dépend du contexte. Une loi du 25 mai 1922 avait conféré une totale « autonomie » à l'ancêtre de la Bundesbank : la Reichsbank. Cela ne devait pas empêcher cette dernière de présider dans les mois qui suivirent à la plus formidable inflation de tous les temps. L'important, c'est la mission à accomplir. L'indépendance ne se conçoit qu'en fonction de cette dernière, étant entendu que, dans les faits, la mission ne pourra être accomplie qu'à la condition d'être comprise et soutenue par l'opinion publique.



NICOLAS GUILBERT

**LA TECHNOLOGIE**  
Les fractures du discours  
Sous la direction  
de Jacques Prades,  
l'Harmattan, 290 pages, 140 F.  
**TECHNOLOGIES**  
DU QUOTIDIEN  
La complainte du progrès.  
« Autrement », n° 3, mars 1992,  
220 pages, 120 F.

« Technoscience » est un néologisme malheureux, et le livre publié sous ce titre est presque un impossible pari : si l'on pense la science depuis fort longtemps et calmement, technophiles et technophobes s'affrontent avec une rage peu commune. Ainsi le philosophe et grand historien des sciences Bruno Latour interrompait soudain le premier des dix articles de l'ouvrage pour une diatribe contre les technophobes, anti-humanistes (Heidegger) ou humanistes (Ellul), et la conclusion que « la philosophie de la technique est encore plus faillarde que celle des sciences ».

On l'a compris : c'est un ouvrage vif, inégal, et de controverses. Il réunit, comme de force, économistes, philosophes et, pour finir, un mathématicien-psychanalyste (Daniel Sibony). Mais il mérite d'être lu. On y découvre trois textes de qualité exceptionnelle. Le premier est dû à Philippe Breton (auteur notamment d'une *Histoire de l'informatique*). Comment comprendre l'invention et sa diffusion ? L'informatique est exemplaire. L'ordinateur existait dans la tête de ses concepteurs, particulièrement du mathématicien adulte des économistes, Johannes von Neumann. Il était très précisément animé par l'idée de construire un cerveau artificiel, et l'ordinateur concrétise l'idée que la décision ne doit pas relever de la seule responsabilité de l'homme : « Ainsi s'acharne-t-on depuis 1945 à transférer systématiquement à la

machine ce qui relève de la capacité décisionnelle de l'homme. »

Or cette croyance dans la toute-puissance du calcul (voir les prises de position du prix Nobel d'économie Herbert Simon) a des conséquences éminemment conservatrices. Insistons : la technique est le cheval de Troie du conservatisme. Une société qui « délègue à la technique » évite les réformes politiques. « La généralisation de l'informatique comme outil de gestion du social va de pair avec le développement intense du conservatisme politique et la fin des idéologies » qu'évoque un connaisseur en la matière, Francis Fukuyama.

Le progrès technique instrument de conservation : merci à Philippe Breton de l'avoir dit. A cette position on opposera, sans insister, celle d'un autre coauteur, Pierre Lévy, qui rêve à la « possibilité pratique d'une techno-démocratie ». Et en contre-poison immédiat, on lira un deuxième très bel article, dû à André Vitalis (« Le contrôle politique des technologies », qui souligne que « le développement technique a été ces deux dernières décennies un révélateur de l'insuffisance de notre pratique démocratique »).

André Vitalis remarque, après Bruno Latour, que la machine est « une machination, une stratégie, une ruse... et que la science et la technique ne sont que la politique poursuivie par d'autres moyens ». Ce qui éclaire d'une manière très désagréable les comités d'experts et les commissions spécialisées, vastes opérations de camouflage qui procurent de « grands bénéfices symboliques au pouvoir ». Passionnantes remarques de ce professeur de Rennes sur la démocratie.

Sans doute faudrait-il logiquement commenter l'article de Dominique Foray sur « Les choix des techniques et les rendements croissants ». L'économiste y retrouvera de vieux concepts amis (ren-

dements d'échelle, externalités, compétition) et un petit nouveau, promis à un grand avenir : l'irréversibilité. Il faudrait aussi parler de l'article de Gilbert Hottot (« Le régime de l'opérateur », forte réflexion sur la mathématique et la technique et sur l'éminentissime question de la neutralité de la technique).

**MYTHE DU GOLEM** • On signalera simplement le texte très original de Daniel Sibony qui, révolté par la pensée de Heidegger sur la technique, voit dans la fascination-répulsion pour celle-ci « la version narcissique du fétichisme ». La version moderne est de « produire un ordinateur qui non seulement rectifierait les erreurs du programme, mais changerait le problème ». Comme le suggère Philippe Breton en début d'ouvrage, l'ordinateur n'est autre que le mythe juif du Golem : un être fait de sable, serviteur et image de l'homme. Qu'est-ce que la « puce », sinon un peu de sable, gravé de séquences mentales ? Et comment ne pas haïr ces serviteurs mécaniques exprimant notre désir d'être dominés ? La technique ne domine pas l'homme, elle le révèle.

Avec le second ouvrage, *Technologies du quotidien*, on passe du style colloque au style revue. Moins de mots savants, mais autant de savants (dont Philippe Breton), et la confirmation que la série « Sciences et Société » des éditions Autrement est une réussite. On vogue, nostalgiques, entre le Jaurès, le micro-onde, l'avion, le Minitel, etc., en songeant à un ouvrage de Roland Barthes... La technique libère ? Elle fait surtout couler de l'encre (chaque année paraissent des millions d'articles scientifiques dans sixante mille revues savantes), de la saur et des pleurs.

Bernard Maris

## NOTES DE LECTURE

Le Monde **DOSSIERS** SEPTEMBRE 1992  
Premier dossier  
**10 ans de décentralisation**

Les lois de décentralisation de 1982 ont transféré une part du pouvoir central aux élus. Chaque échelon territorial a été alors investi de missions précises, mais, en dix ans, la pratique s'est compliquée et le partage des pouvoirs n'est pas toujours très clair.

On apprend beaucoup et vite, on sourit aux portraits-caractères des cadres ou managers : l'Inouïs, le Discret, le Juste, l'Héritier, l'Eminence, etc. Un ouvrage qui, décidément, ne se range dans aucune catégorie connue, mais qui n'évite pas les doublons.

On trouvera dans ce livre, codirigé par Henri Dou, président de la Société française de bibliométrie, tous les aspects de la « veille technologique » : publication, base de données, bibliométrie et ses outils mathématiques, les brevets. C'est une excellente introduction à la gestion de l'information.

**B. M.**  
**BASES DE CONNAISSANCES SUR LA MONDIALISATION DES CULTURES**  
de Bernard Nadoutet,  
Agence pour la diffusion de l'information technologique,  
Centre de recherche et d'études des chefs d'entreprise,  
288 pages, 1 053 F.

Deux choses étranges dans ce livre : son prix et la présentation synoptique de nombre d'informations très denses qu'il contient. Il est conçu pour des chefs d'entreprise qui n'hésiteront pas à payer pour aller tout de suite à l'essentiel : notre

auteur ramasse le plus souvent possible sous forme de tableaux comparatifs les caractéristiques culturelles des peuples anglosaxons, latins et asiatiques (il poursuit aujourd'hui ses travaux sur les cultures slave, arabo-islamique, indienne et africaine).

On démêle sur « la pensée stratégique » à travers des citations, les jeux d'échecs, de go et les arts martiaux, pour déboucher sur les conceptions de la négociation chez les Occidentaux et les Asiatiques. La vision s'élargit avec l'étude des « matrices culturelles » des ensembles consi-

dérés, l'impact de celles-ci sur les comportements économiques et professionnels et les visions du potentiel humain dans les entreprises aux Etats-Unis, au Japon et en Europe.

On apprend beaucoup et vite, on sourit aux portraits-caractères des cadres ou managers : l'Inouïs, le Discret, le Juste, l'Héritier, l'Eminence, etc. Un ouvrage qui, décidément, ne se range dans aucune catégorie connue, mais qui n'évite pas les doublons.

On trouvera dans ce livre, codirigé par Henri Dou, président de la Société française de bibliométrie, tous les aspects de la « veille technologique » : publication, base de données, bibliométrie et ses outils mathématiques, les brevets. C'est une excellente introduction à la gestion de l'information.

**B. M.**  
**BASES DE CONNAISSANCES SUR LA MONDIALISATION DES CULTURES**  
de Bernard Nadoutet,  
Agence pour la diffusion de l'information technologique,  
Centre de recherche et d'études des chefs d'entreprise,  
288 pages, 1 053 F.

Deux choses étranges dans ce livre : son prix et la présentation synoptique de nombre d'informations très denses qu'il contient. Il est conçu pour des chefs d'entreprise qui n'hésiteront pas à payer pour aller tout de suite à l'essentiel : notre

Le Monde **DOSSIERS** SEPTEMBRE 1992

Premier dossier

## 10 ans de décentralisation

Les lois de décentralisation de 1982 ont transféré une part du pouvoir central aux élus. Chaque échelon territorial a été alors investi de missions précises, mais, en dix ans, la pratique s'est compliquée et le partage des pouvoirs n'est pas toujours très clair.

Deuxième dossier

## Petits commerces et grandes surfaces

Le consommateur français a le choix : des grandes surfaces aux commerces du coin en passant par les centres commerciaux, les marchés, les discounters ou les supérettes. Le paysage commercial tricolore est moderne et divers. Mais le marché se sature, les gros se mangent entre eux et les petits ne résistent pas partout.

Et aussi, dans ce numéro, « Les clés de l'info ». Au sommaire : le budget, les vendanges, le référendum, les élections sénatoriales, Christophe Colomb, l'Afghanistan, la Somalie, la force d'intervention de l'ONU, la réglementation de la chasse.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F



هذا من زيجات

OPINIONS

Le débat sur l'Europe

Le textile trahi par Bruxelles

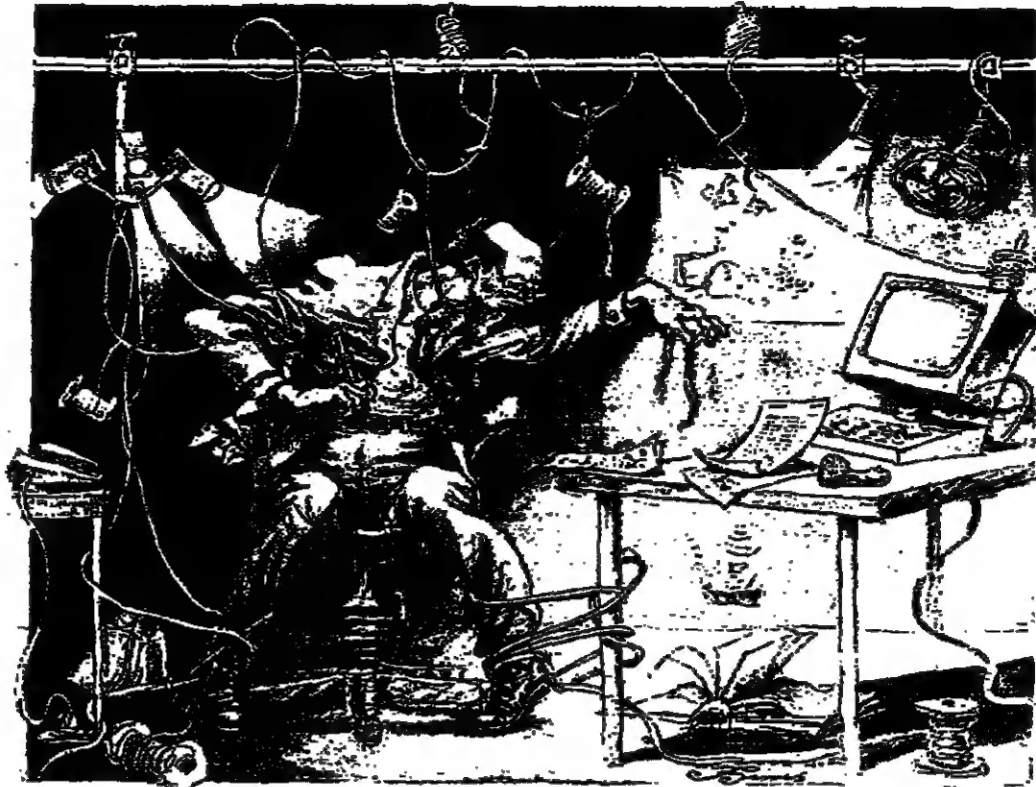
Les grands patrons européens du textile et de l'habillement, qui s'expriment ici collectivement par la voix du président de leur association (ELTAC), vivent une véritable crise de confiance vis-à-vis de la Commission. Motif : le respect des quotas d'importation, fixés par la CEE dans le cadre du GATT.

par KLAUS STEILMANN (\*)

LES accords multilatéraux qui régissent, sous forme de quotas, les échanges textiles expirent en décembre 1992. En l'absence d'un règlement définitif du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), ils devront être prorogés pour combler le vide juridique qui obligerait les importateurs à prendre des mesures unilatérales de sauvegarde en cas d'afflux massif de produits sur des marchés déjà saturés. Les grands exportateurs du Sud-Est asiatique souhaitent anticiper, au cours de cette négociation, les modalités particulièrement libérales de croissance de quotas envisagées par le GATT dans son projet de règlement de l'Uruguay Round. A l'inverse, l'industrie européenne demande un gel des quotas à leur niveau de 1992, et pour au moins deux ans, du fait de l'augmentation sensible des importations, de la conjoncture très médiocre et de l'absence de tout progrès dans l'ouverture des marchés fermés aux produits européens.

La Commission européenne, quant à elle, a proposé aux Etats membres de négocier en leur nom un accord de deux ans, renouvelable pour un an, et qui aboutirait à des taux de croissance des importations comparables dans l'ensemble à ceux qui produirait l'Uruguay Round s'il était mis en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ce projet a jusqu'ici été rejeté, grâce à la fermeté des gouvernements français, espagnols et italiens, mais il a quelques chances d'être prochainement adopté à la majorité, à moins d'une démonstration de lucidité de la part d'autres gouvernements.

La proposition de la Commission n'est pas une réelle surprise : chacun connaît la tendance du fonctionnaire bruxellois à donner des gages de bonne volonté aux pays exportateurs et à préférer financer de coûteuses mesures internes d'ajustement, plutôt que de porter ses efforts sur la normalisation du commerce mondial du textile. C'est une solution de facilité, qui illustre la contradiction entre les objectifs sociaux communautaires et une politique industrielle d'abandon, laquelle se nourrit des dissensions idéologiques et des intérêts divergents des Etats membres. Cette proposition ne s'appuie sur aucune analyse rigoureuse, mais traduit simplement le désir de



conclure la négociation dans les délais impartis. C'est aller à la bataille sans stratégie, donc pour la perdre. Elle n'a été précédée d'aucun débat contradictoire, ni d'une évaluation des résultats probables de la négociation en termes d'emploi ou de déficit de la balance des paiements.

La Commission sait bien que les industries du textile et de l'habillement perdront entre 200 000 et 300 000 emplois en 1992 et 1993 si le rythme de croissance actuel des quotas n'est pas modifié. Est-il légitime, dans ces conditions, de procéder à l'Uruguay Round non conclu, alors qu'il n'existe, pour ce faire, aucune logique économique et que le traité de Maastricht envisage expressément la promotion de l'emploi européen ?

L'idée que les concessions envisagées puissent faire l'objet de contreparties n'a, semble-t-il, pas effleuré la Commission. C'est bien là pourtant l'esprit de l'Uruguay Round.

Une position maladroite

En donnant corps à l'idée que la Communauté n'a que des obligations vis-à-vis des exportateurs - tout en étant le marché mondial le plus ouvert, - la Commission prépare un marché de dupes dont les entreprises européennes feront une nouvelle fois les frais.

La position de la Commission est en outre particulièrement maladroite quant à la négociation elle-même.

même. Les exportateurs, eux, se sont bien gardés de chiffrer les concessions substantielles qu'ils comptent retirer de la renégociation d'un accord multilatéral transitoire. En montrant à tous qu'elle était prête à avancer la pendule de l'Uruguay Round, la Commission se condamne à accepter plus tard les propositions quantitatives du projet Dunkel, propositions jugées exorbitantes par l'industrie européenne.

Il s'agit d'un piège tendu par les Etats membres à un mandat initial minimaliste, tel celui suggéré par l'industrie, ou une reconduction à l'identique des accords bilatéraux, quitte à prendre en compte des contre-propositions des pays exportateurs.

Force est de constater que la Commission, est incapable de choix politiques clairs : le marché européen du textile, déjà largement ouvert, ne pourra à la fois absorber la montée en puissance des exportateurs asiatiques, de la Chine en particulier, et s'ouvrir aux produits de l'Europe de l'Est comme aux industries naissantes des pays en développement. Pour tant il y a une impérieuse nécessité, à la fois politique et économique, à voir se développer rapidement les échanges avec les pays d'Europe de l'Est, même s'ils sont aujourd'hui mal armés pour faire face à la concurrence internationale.

L'absence d'une véritable stratégie commerciale débouchera sur le même paralysie que celle dont souffre l'Europe dans d'autres domaines de politique extérieure. La Communauté doit reconnaître, sans ambiguïté, la vocation des pays de l'Est à nous rejoindre et en assumer les conséquences qui, pour le textile, exigent un ralentissement des importations traditionnelles et une gestion rigoureuse des accords en vigueur.

Dans cette affaire, le constat est donc totalement négatif : absence de stratégie, refus de concertation, préparation de négociation rudimentaire, tous maux caractéristiques d'une bureaucratie anonyme qui n'aura pas à assumer les conséquences de ses propositions. Les Etats membres, surtout ceux qui ont encore une industrie textile, doivent faire entendre leur voix et refuser les incohérences de la Commission. Ce qui aurait au moins l'avantage d'être un message clair aux exportateurs sans scrupules. Peut-être même est-il envisageable que la Commission entende raison et, après avoir mesuré tous les enjeux, modifie sa position dans un sens plus réaliste et plus conforme aux intérêts européens.

(\*) Klaus Steilmann est président de l'Association des grandes entreprises européennes du textile et de l'habillement (ELTAC), qui regroupe tous les grands noms du secteur en Europe.

L'UEM, une solution de facilité

La dépendance du franc vis-à-vis du mark n'est que la conséquence d'un long laisser-aller de l'économie française en termes d'investissement et de formation des hommes. Dans ces conditions, l'arrivage à une zone de monnaies fortes nous donne une compétitivité de façade fondée sur la compression des salaires.

par PAUL KIRCHE (\*)

L'UN des arguments forts opposés à ceux qui effraient la perte de souveraineté que représente l'entrée de la France dans l'Union économique et monétaire (UEM) et la fusion du franc dans une monnaie unique européenne, est que nous avons déjà perdu notre indépendance monétaire avec le fonctionnement actuel du SME. En revanche, avec l'UEM, les règles du jeu seraient changées, les impulsions de la politique monétaire ne proviendraient plus d'un seul pays, l'Allemagne en l'occurrence, mais résulteraient de décisions concertées où tout le monde aurait voix au chapitre.

Il est vrai que nous avons perdu notre indépendance monétaire, mais uniquement par le fait de nos choix de politique économique, car il n'était pas inscrit dans l'histoire que le deutschemark et le franc, assés tous les deux sur des économies dont les tailles ne sont pas disproportionnées, évolueraient vers une situation aussi inégalitaire. Il est vrai aussi que nous n'avons réussi à réduire notre inflation qu'en satellisant le franc auprès d'une monnaie forte.

Moment de notre histoire sans doute nécessaire, vu notre absence de consensus interne sur la priorité de la lutte contre l'inflation, le fléchissement du taux de change et, surtout, l'arrivage à une zone de monnaies fortes doit-il être, de toute éternité, l'axe de notre politique ?

La gestion de la monnaie est un instrument de politique monétaire, mais on ne peut en faire un levier universel. La compétitivité d'une économie, et par conséquent sa capacité à croître sans inflation et dans le plein emploi, dépendent fondamentalement de la vigueur et de la qualité de son système productif, lui-même dépendant de l'effort d'investissement et de la formation des hommes. Une monnaie forte permet certes d'améliorer la compétitivité, car les entreprises sont alors particulièrement stimulées à leurs coûts de production, mais, si elle n'est pas aussi le reflet d'un appareil productif puissant, elle ne peut que résulter de la compression des salaires et de

taux d'intérêt élevés, à la longue défavorables à la croissance et à l'investissement. Cette compétitivité de façade est bien celle de l'économie française aujourd'hui, la politique de monnaie forte par des taux d'intérêt élevés suppléant l'insuffisance de l'épargne et de l'investissement, vrais ressorts de la compétitivité fondamentale, durable et qui crée des emplois.

Un pays ayant une épargne abondante, des investissements importants et judicieux, et par conséquent un secteur productif performant et une position créditrice vis-à-vis de l'extérieur, n'a nul besoin du renfort permanent d'une monnaie forte, même si celle-ci peut lui être utile pour aider à contraindre des tensions inflationnistes, et le niveau de ses taux d'intérêt est davantage lié à des conditions de politique économique interne ; parallèlement, des inflexions du taux de change, loin de nuire à ses grands équilibres, peuvent au contraire renforcer l'efficacité de la politique conjoncturelle (l'économie japonaise sait admirablement manier cet instrument).

Depuis le début des années 80, les investissements productifs ont augmenté chaque année, en moyenne, de 8,5 % au Japon, 5 % en Allemagne,

moins de 3 % en France. L'épargne française, dont le montant n'atteint pas 20 % du PIB, est inférieure de 3 points à l'épargne allemande, de 10 points à l'épargne japonaise. Le rythme de croissance de notre consommation a été presque tout le temps supérieur à celui de la production.

Des bases saines

Le solde de notre balance des paiements courants a, en moyenne, été déficitaire pour l'équivalent de 0,6 % du PIB, alors qu'il a été excédentaire pour 2,4 % du PIB en Allemagne, 2,5 % au Japon. Nos taux d'intérêt réels ont toujours été, et restent, nettement supérieurs à ceux des deux autres pays. Ces chiffres montrent que les véritables ressorts de l'indépendance monétaire. Ainsi, momentanément affaiblie par la réunification, l'Allemagne a déjà retrouvé des excédents de son commerce extérieur, pour des montants bien plus importants que nos résultats récents.

Aujourd'hui, la France, ayant éliminé son inflation et même les anticipations inflationnistes, possède des bases d'une croissance saine. Mais cette crois-

sance ne sera à sa portée que lorsque l'appareil productif aura été suffisamment renforcé pour qu'une reprise de la demande ne profite pas d'abord aux producteurs étrangers. Un effort significatif de renforcement de l'épargne et de l'investissement est donc nécessaire pour que les soldes extérieurs positifs que nous avons connus depuis quelques mois soient les prémices d'un excédent structurel.

Cet effort, considérable, prix à payer pour que cesse notre dépendance à l'égard des financements externes, vraie raison de notre quasi-absence de marge de manœuvre en matière de taux d'intérêt, est-il hors de notre portée ?

En s'engageant dans l'UEM, la France choisit en quelque sorte la facilité, c'est-à-dire la pérennisation de la situation actuelle. En se mettant sous le dépendance d'une politique monétaire supranationale dont l'inspiration ne fait aucun doute, elle acquiesce pour l'éternité une garantie efficace contre ses propres débordements. Tous les observateurs et les marchés ont assimilé cela. Le « non » danois a affaibli le franc, mais pas le deutschemark.

(\*) Paul Kirche est économiste.

**PCS**  
PREPARATION COMMERCIALE  
SUPERIEURE  
Centre de préparation  
aux HEC et à Sciences Politiques  
créé en 1976  
• Classes prépa HEC  
et classes pilotes HEC  
• Corps professoral réputé  
• Suivi personnalisé et groupes  
homogènes  
• Admission au dossier pour  
bacheliers B, C, D.  
Classes préparatoires HEC  
Conditions d'admission  
• Voie générale  
baccalauréat C ou mention et/ou  
admission aux concours  
• Voie économique  
Bac B et D plus mention et/ou  
admission aux concours  
• Dépôt des dossiers à partir  
de janvier  
GROUPE ELSA - PCS  
2, rue Saint-Séverin 75015 Paris  
tél. (1) 46-77-61-19  
enseignement supérieur privé  
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT  
**Le Monde**  
INITIATIVES

**orientations**  
SERVICE  
Filières, débouchés, métiers :  
des écoles vous informent.  
M. Mme Mlle  
Adresse  
Code postal Ville  
Niveau d'études 91-92  
Age  
Veuillez recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui  
forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :  
☐ Classes Préparatoires  
☐ Grandes Ecoles Scientifiques  
☐ Prépa en ISEA  
☐ 3<sup>es</sup> Cycles de Gestion, Droit  
☐ Ecoles à Vocation Internationale  
☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion  
☐ Matière de la Défense  
☐ Architecture Interne  
☐ Arts Graphiques  
☐ Arts et Techniques du Spectacle  
☐ Assistant de Direction/Management  
☐ Assurances  
☐ Communication Audiovisuelle  
☐ Communication et Culture  
☐ Communication, Publicité  
☐ Comptabilité  
☐ Cours par Correspondance Expertise Comptable  
☐ Dares  
☐ Design, Design Industriel  
☐ Electronique  
☐ Esthétique, Cosmétique  
☐ Expertise Comptable  
☐ Formation en Alternance  
☐ Formation Continue  
☐ Gestion Financière  
☐ Gestion du Personnel  
☐ Informatique, Télématique, Traitement de Texte, Accueil  
☐ Intermédiaire  
☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile  
☐ Ingénieur Chimiste  
☐ Ingénieur Informatique  
☐ Journalisme  
☐ Langues  
☐ Linguistique Production  
☐ Paramédical  
☐ Photographie Double  
☐ Recherche Scientifique  
☐ Relations Internationales  
☐ Sciences Politiques  
☐ Sténographie/Communication  
☐ Stylisme, Modélisme  
Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille  
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)  
ou composez sur  
minitel **3615** code **ORIENTATIO**

**GROUPE SEB**  
CALOR . ROWENTA . SEB . TEFAL  
**Le nombre  
de nos actions a changé.  
Pas leur qualité.**  
Le 26 août 1992, les actions d'une valeur nominale  
de 100 F par titre ont été divisées en titres d'une  
valeur nominale de 20 F par voie d'échange, à  
raison de cinq actions nouvelles de 20 F contre une  
action ancienne de 100 F. La quotité est passée de  
25 à 10. L'échange s'est effectué automatiquement  
au compte des actionnaires.  
**SEB a divisé son action par cinq**  
Information Permanente : 3615 Information\* SEB  
Service Actionnaires : (16) 72 20 16 41



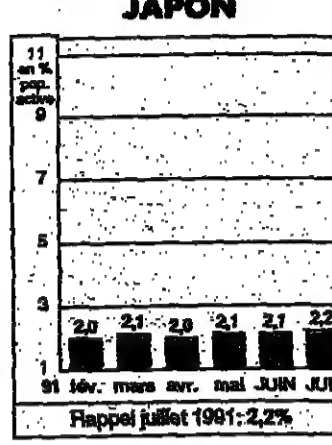
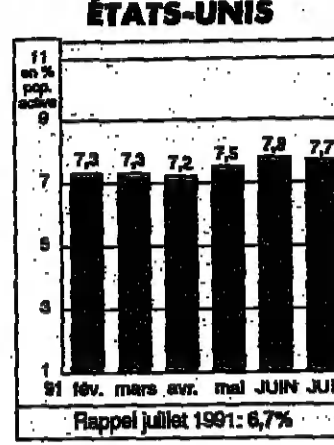
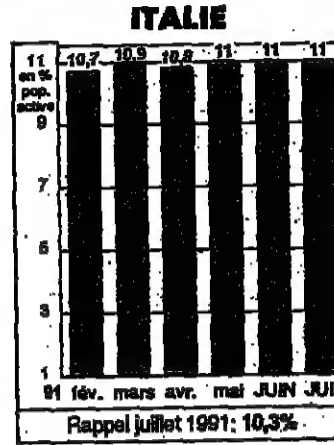
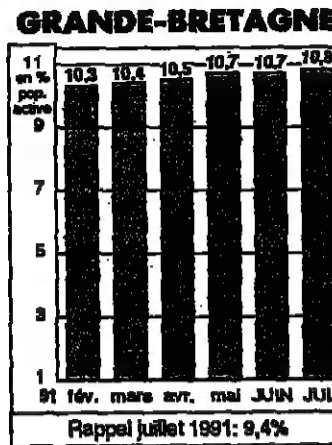
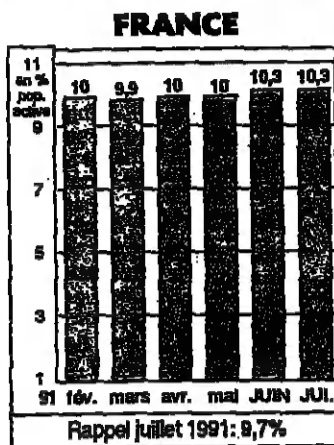
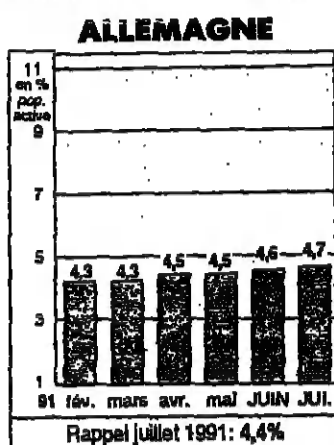
## CONJONCTURE

INDICATEUR • L'emploi  
Nouvelles dégradations

APRÈS plusieurs mois de contraction, l'emploi salarié industriel se situe aujourd'hui en retrait sensible par rapport à ce qu'il était il y a un an : - 2 % en France, en Allemagne et aux États-Unis, - 6 % en Grande-Bretagne. Supérieures aux créations d'emplois salariés des autres secteurs d'activité - le tertiaire essentiellement - les réductions d'effectifs pèsent sur l'emploi dans son ensemble. Ce dernier revient à des niveaux proches de ceux du printemps 1991 en France, en Allemagne, aux États-Unis et s'inscrit en forte baisse (- 3 %) en Grande-Bretagne. En conséquence, le nombre de demandeurs d'emploi augmente et les taux de chômage continuent de croître. A contrario, les gains de productivité ainsi restaurés permettent d'alléger les coûts unitaires du

travail et participent à l'assainissement des entreprises. Avec deux ou trois trimestres de retard, ce mécanisme devrait, normalement, venir dopper la production d'ici l'automne. Pourtant rien ne le laisse prévoir. L'environnement économique demeure en effet peu encourageant : la reprise reste très lente aux États-Unis, affectant la demande interna-

tionale ; en Europe, la consommation stagne et l'investissement continue de chuter sous la contrainte des hauts niveaux de taux d'intérêt. Le nécessaire coup de pouce des politiques économiques à la croissance manque assurément. La détente des politiques monétaires que permettent en principe les allègements de coûts salariaux à l'ouest-Atlantique, mais s'avère insuffisante en l'absence de stimulants budgétaires. Elle ne peut intervenir en Europe en raison des mécanismes de change à l'intérieur du SME, où, là aussi, les États sont soumis à la rigueur budgétaire. Sauf à envisager un changement de la politique monétaire allemande, il faudra donc à l'Europe plusieurs mois pour faire fructifier les gains de productivité acquis.



Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes et sources nationales.

PAYS • La France  
Assombrissement

APRÈS le rebond du premier trimestre, les perspectives de croissance se sont à nouveau assombries dans notre pays. L'attente prévaut, l'investissement continue de régresser. Malgré des points positifs - une inflation maîtrisée et un excédent des échanges extérieurs - une amélioration significative de la situation ne pourra avoir lieu que sous certaines conditions : reprise non équivoque de l'économie américaine accompagnée d'une remontée du dollar; amorce d'une détente des taux d'intérêt en Allemagne; enfin, levée des incertitudes affectant la construction européenne. A cet égard, un « non » au traité de Maastricht le 20 septembre, déjà pour partie intégré par les marchés financiers, repousserait sans nul doute tout espoir d'accélération de la croissance.

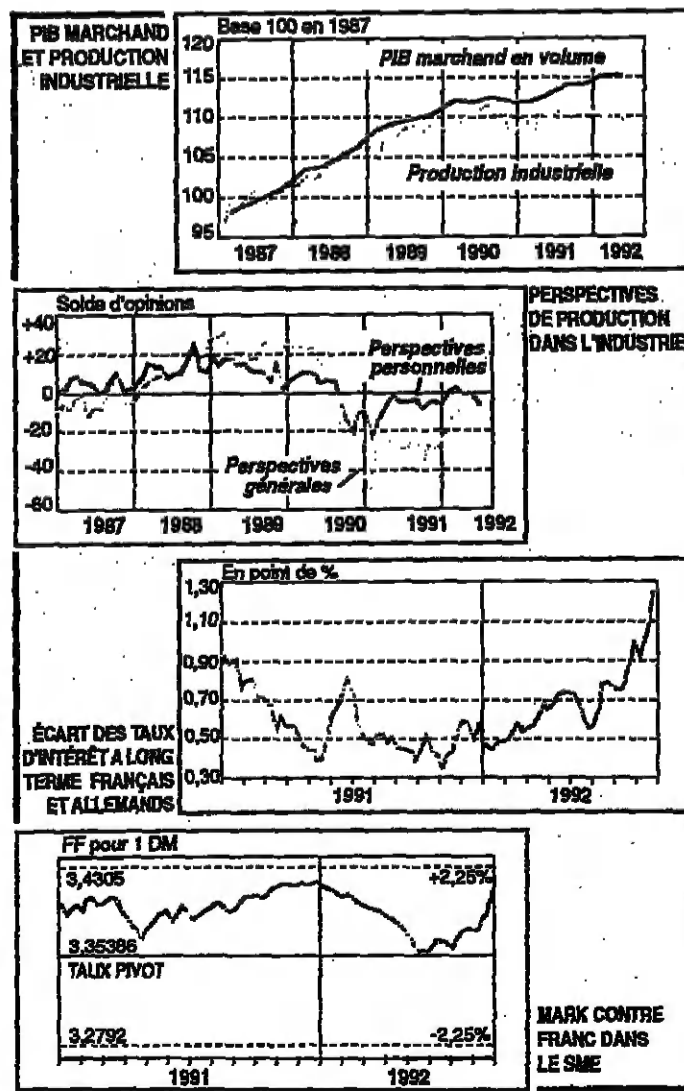
Selon la première estimation de l'INSEE, la croissance du produit intérieur brut marchand en volume n'a été au deuxième trimestre que de 0,1 % par rapport au premier trimestre; durant celui-ci, la progression du PIB marchand est maintenant évaluée à 0,9 % (1,1 % avant révision). Au-delà de fluctuations conjoncturelles fortes d'un trimestre sur l'autre, la croissance apparaît ainsi toujours médiocre depuis la fin de la guerre du Golfe, s'établissant à un rythme de l'ordre de 2 % par an. Et nulle accélération n'est décelable.

De plus, cette croissance est véritablement « tirée » par les échanges extérieurs. L'examen des acquis de croissance au deuxième trimestre - c'est-à-dire la croissance qui serait observée en moyenne annuelle en 1992 par rapport à 1991 au cas où elle serait nulle aux troisième et quatrième trimestres - illustre très bien. L'acquis de croissance s'élève pour le PIB marchand à 1,8 % (ce qui fait d'ailleurs qu'on peut prévoir pour cette année une croissance moyenne voisine de 2 %). Toutefois cet acquis n'est imputable que pour 0,4 % à la demande intérieure et donc pour 1,4 % aux échanges de biens et services.

L'amélioration spectaculaire des échanges extérieurs - l'excédent de 6,4 milliards de francs de la balance commerciale FAB-FAB en juillet portant l'excédent cumulé depuis le début de l'année à 22,6 milliards - ne comporte pas que des aspects positifs. Elle recouvre certes un élément de force avec des gains de parts de marché à l'exportation reposant sur une bonne compétitivité, cette tendance étant appelée à se poursuivre si l'on en croit la relativement bonne tenue des commandes extérieures. Mais elle reflète également la faiblesse de la demande interne, en biens d'équipement notamment.

De fait, une des évolutions les plus inquiétantes est bien la baisse continue depuis sept trimestres de l'investissement en volume des entreprises. Selon l'enquête menée en juin par l'INSEE, l'investissement industriel béchira de 8 % en volume cette année, après une baisse de 7 % en 1991, et les enquêtes dans le commerce de gros de biens d'équipement professionnel restent mal orientées.

Différents éléments jouent



horaire ouvrier étant ramenée en juillet à 3,9 % sur les douze derniers mois - entretenue par l'importance du chômage qui touche dorénavant 10,3 % de la population active; enfin la progression des prélèvements fiscaux et sociaux - ainsi, en août, a joué le relèvement des cotisations chômage. Par ailleurs, le nombre de logements commencés continue de baisser, passant en juin sous la barre des 300 000 logements mis en chantier au cours des douze derniers mois. Rellet de ces évolutions, les crédits de trésorerie aux ménages stagnent tandis que les crédits à l'habitat continuent de décroître.

Dans ce contexte, le moral des industriels tend à se dégrader. Alors que de février à mai, les industriels prévoyant une amélioration de leur production personnelle au cours des prochains mois étaient aussi nombreux que ceux anticipant une baisse, en juin et juillet les pessimistes sont à nouveau majoritaires et ce dans les mêmes proportions que fin 1991. Les perspectives se sont aussi détériorées dans le bâtiment et les travaux publics.

Facteur aggravant de la morosité actuelle, la montée des incertitudes depuis le refus inattendu du traité de Maastricht par les Danois, début juin. En premier lieu jouent les interrogations sur la poursuite de la construction de l'Union économique et monétaire et, conjointement, sur la stabilité des parités au sein du système monétaire européen, que la montée du « non » dans les sondages sur le référendum du 20 septembre rend plus aiguës. En second lieu, les orientations de plus en plus divergentes des politiques monétaires aux États-Unis et en Allemagne et la possibilité de voir ce « grand écart » monétaire s'élargir ont provoqué une chute du dollar difficile à contrôler et renforcé le caractère de « monnaie refuge » du deutschemark.

En conséquence, le franc s'est nettement affaibli par rapport au deutschemark, perdant une grande partie du chemin fait depuis le début de l'année. Surtout, l'écart entre les taux d'intérêt à long terme français et allemands s'est notablement accru (avec des taux à dix ans des emprunts d'État voisins fin août de 9,20 % en France et de 7,90 % en Allemagne).

Le niveau élevé de cet écart, cohérent avec une anticipation de dévaluation du franc vis-à-vis du deutschemark supérieure à 10 % au cours des dix prochaines années, intègre à l'évidence en grande partie l'éventualité d'un « non » au référendum prochain.

Au cas où cette hypothèse se matérialiserait, des évolutions négatives seraient encore à attendre à court terme. Comme dans toute situation de crise, leur ampleur est difficile à apprécier puisqu'elle dépendrait dans une large mesure de la réaction des gouvernements et de la crédibilité que les marchés leur accorderaient dans une période qui pourrait être marquée par des « turbulences » politiques. A coup sûr, un mieux conjoncturel passe par le « oui ».

Hervé Monet  
Economiste d'entreprise

SECTEUR • La brasserie  
Reprise avec faux-col

LA grève des routiers laissera un goût amer dans de nombreux secteurs d'activité, et en particulier dans le domaine agro-alimentaire, où les produits se consomment frais. Si les brasseurs se sont montrés plus discrets que les producteurs de fruits et légumes, qui ont manifesté leur colère l'été dernier, les dommages qu'ils ont subis n'étaient pas moins importants. Alors que, traditionnellement, cette période est propice à la vente, les premières estimations laissent entrevoir une chute en juillet de 10 % de la production en 1992 par rapport à l'année précédente. Le blocage des routes a ralenti l'approvisionnement des magasins, cafés et restaurants. Il a également entraîné une rupture de stocks de matières premières dans certaines brasseries et a empêché aussi le retour chez elles des fûts vides des cafetiers.

Certes, tout n'est pas à mettre sur le compte des transporteurs en grève : la météo, en juillet, n'était pas des plus favorables pour stimuler la consommation. Mais ce recul laisse une interrogation sur un marché qui était en cours de redressement.

Les ventes de bière en France ont connu au cours de la dernière décennie une évolution en dents de scie : chute de la consommation entre 1981 et 1987, puis reprise heurtée depuis 1988 avec un pic voici deux ans, avant une baisse due au mauvais temps en 1991 (voir graphique). Au cours des six premiers mois de 1992, la production a progressé de 5 %, atteignant 11,3 millions d'hectolitres et rattrapant presque le niveau record de 1990 (11,6 millions).

Cette évolution du marché tient avant tout à la transformation des modes de consommation qui a provoqué la disparition progressive de la bière de table vendue en litres - le vin connaît actuellement le même phénomène de désaffection à l'égard du produit « ordinaire ». Pour compenser ce manque à gagner et reconquérir les parts de marchés

perdus, les brasseurs français (une trentaine) ont multiplié les bières spéciales ainsi que les « panachés » et lancé des bières sans alcool. Ces boissons rencontrent de grands succès puisque ensemble les « panachés » et les « sans alcool » représentent aujourd'hui 8 % du marché. Ce développement a en partie compensé les litres perdus par suite de la désaffection des consommateurs pour la « bière de table ».

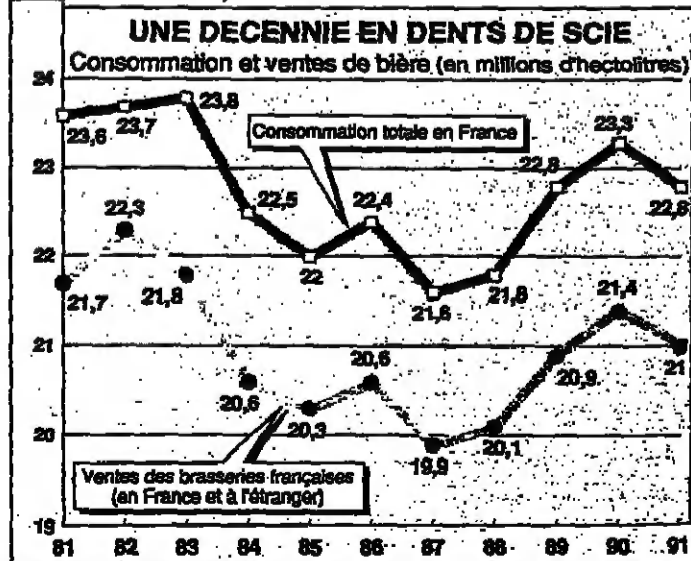
Dans ce marché en très faible progression globale, les brasseurs français s'inquiètent notamment des effets de la loi Evin de 1991, qui interdit la publicité pour les alcools à la télévision comme au cinéma et à la limite dans la presse.

Les textes d'application concernant la bière ne sont pas encore sortis. L'organisation professionnelle de la brasserie (Association des brasseurs de France) dénonce en particulier les limites de cette loi qui profitent à leurs concurrents étrangers.

Par exemple, lors de retransmissions télévisées de compétitions sportives internationales, hors de France - comme les matches de football - il n'est pas rare de voir sur les stades des publicités pour des marques de bière étrangères. Plus troublant : dans la compétition automobile de formule 1, l'équipe Williams-Renault est sponsorisée par un brasseur canadien. Les entreprises nationales ne donnent donc pas le bon exemple.

Sur le plan européen, les industriels du secteur suivent avec attention les projets d'harmonisation fiscale concernant les boissons alcoolisées. S'ils étaient appliqués, ils tripleraient le montant des taxes sur la bière française et supprimeraient celle qui est appliquée sur le vin, donnant un avantage aux viticulteurs au détriment des brasseurs. Le renchérissement des prix que cela entraînerait pourrait détourner une partie des consommateurs d'un marché qui essaie de se reprendre.

Dominique Gallois



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.